Vol. 5, No. 25 • Du 4 au 10 Janvier 2012
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE SÉNATEUR MOÏSE JEAN-CHARLES DÉNONCE MARTELLY !

Voir page 4

Selon Moïse Jean-Charles (à gauche), le Président Joseph Michel Martelly est en train de siphonner l'argent du trésor national au bénéfice de sa famille et de ses amis



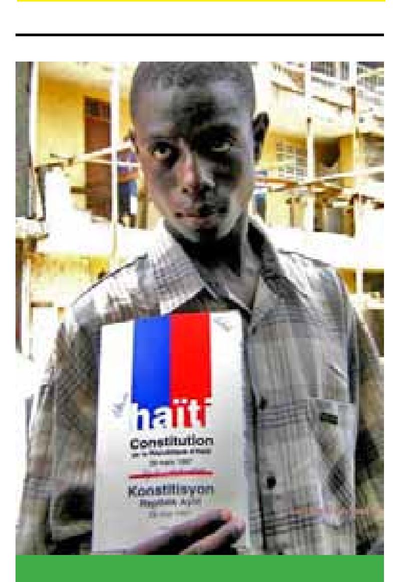
1ERJANVIER 1804-1ER JANVIER 2012 : 208 ANNÉES D'INDÉPENDANCE D'HAÏTI

Voir page 4

Lors du Te deum à la Cathédrale Saint Charles Borromée des Gonaïves, de gauche à droite le ministre de l'Intérieur Thierry Mayard-Paul, le Premier ministre Garry Conille et sa femme, la première dame Sophie Martelly et le Président Michel Martelly

Démission du commissaire du gouvernement, Lionel Constant Bourgoin

Page 3

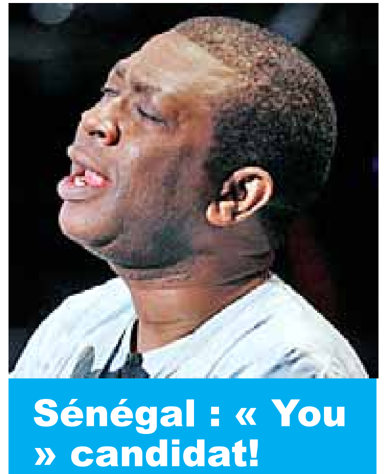


Controverse autour de la publication de la Constitution amendée

Page 8

2012: une vision d'apocalypse

page 10



Sénégal : « You » candidat!

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Une illustration objective de l'occupation du pays!

Par Berthony Dupont

Quel triste anniversaire, celui des 208 ans d'indépendance d'Haiti, tant les idéaux des révolutionnaires de 1804 ont été pervertis par les grandes puissances et également par des élites locales sans scrupule et sans dignité ! N'est-il pas opportun de rappeler que pour la Commémoration du Bicentenaire de notre indépendance, les puissances capitalistes ci-devant esclavagistes, avaient non seulement financé un groupe d'apatrides pour déstabiliser le gouvernement d'alors afin d'empêcher qu'Haiti célébrât sa victoire sur les forces esclavagistes mais avaient également fomenté un coup d'Etat, le 29 février 2004 dans la perspective d'en finir avec un pouvoir qui avait eu le ferme courage de réclamer de la France la restitution d'une somme astronomique qu'elle nous avait extorquée par la force, à titre d'indemnités. Et cela explique que depuis lors, le pays est occupé au point de nous emmener aujourd'hui, à constater la reproduction des tactiques qui avaient servi la colonisation du pays.

Il est presque impossible de chiffrer les crimes et les dégâts immenses provoqués dans la société haïtienne, depuis cette occupation entamée par les puissances impérialistes pour être continuée sous la couverture des Nations unies brandissant l'étiquette : Mission des nations unies pour la stabilisation d'Haiti (Minustah). Nous ne pouvons pas chiffrer le nombre de personnes massacrées par la Minustah, spécialement dans les quartiers populaires comme Cité Soleil et dans d'autres endroits où regorgent la misère, la souffrance et les insalubrités. C'est un état de guerre interne qui règne depuis lors contre le peuple haïtien.

Les forces d'occupation se réjouissent toujours de leurs activités répressives, des crimes crapuleux exercés par les casques bleus contre même des enfants. Ces soldats de l'Onu savent t-ils ce que représentent les enfants dans une société, l'épine dorsale de l'avenir d'un pays !

Les crimes des soldats de la Minustah n'inspirent que révulsion et révolte dans les masses populaires du pays, mais par sagesse ce brave peuple a su ne pas donner dans le panneau, préférant «mûrir son grisou dans le secret de sa nuit corporelle». Malgré que tous ces crimes soient documentés, il n'y a jamais eu un seul rapport des Nations unies pour condamner leurs sbires en Haiti. Il semblerait que la communauté internationale ferme les yeux sur les actes hautement répréhensibles commis par de nombreux casques bleus dans le pays.

Au grand étonnement général, deux instances de l'ONU, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits humains et le bureau des droits humains de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (Minustah) viennent de publier chacun un rapport faisant état d'actes de mauvaise conduite dont les policiers haïtiens se sont rendus coupables ces deux dernières années, mais ne disent rien sur les violentes et brutales dérives des militaires de la Minustah.

Ce n'est pas à un quelconque rapport condamnant les policiers haïtiens que la Nation s'attendait, et elle ne prétendrait pas non plus que nos policiers n'ont commis aucun acte malhonnête et répressif contre le peuple, d'autant que le responsable de la Direction Départementale de l'Ouest (DDO), Michel-Ange Gédéon a reconnu que ces rapports ne sont pas une surprise, vu que les organisations de la société civile haïtienne, notamment de droits humains n'ont jamais raté une occasion pour dénoncer pareils actes.

Mais là où le bât blesse, c'est quand il n'y a et n'a jamais eu un rapport des Nations-unies dénonçant les casques bleus ! Car si nous nous mettions à comparer les actions répressives des deux forces, la Minustah sortirait gagnante. Mais comment se fait- il que ces rapports n'aient été seulement préparés que pour les policiers haïtiens ?

Quoi qu'il en soit, même quand l'occupation n'épargne personne en privant tout haïtien conséquent et conscient de sa dignité, la bourgeoisie trouve moyen malgré tout de s'en accommoder, vivant ainsi en toute quiétude dans une situation aussi malpropre que la servitude et profitant d'elle sans vergogne.

Pendant que les crimes attribués à des agents de la Minustah, y compris des viols contre des petites filles et des femmes haïtiennes nous plongent dans une profonde indignation, nous n'oublions tout de même pas les stigmates soufferts par la population haïtienne du fait de l'épidémie de choléra, ressortant de l'unique responsabilité des militaires des Nations Unies. Cette épidémie a touché plus de sept mille vies et infecté un demi million de personnes. L'année dernière, quatre soldats uruguayens de la Minustah ont été dénoncés pour avoir agressé sexuellement un jeune haïtien de 18 ans à Port Salut. Nous ne pouvons pas oublier, tout récemment, le comportement odieux des soldats brésiliens de la Minustah qui ont violenté 3 jeunes à Cité Soleil, Gilbert Joseph 29 ans, Basile Amos 19 ans et Abel Joseph 20 ans.

En ce sens, pour se rendre crédibles et sérieux, les auteurs des rapports des deux instances de l'ONU, devraient d'abord faire le ménage dans leur maison, faire état des graves exactions que les agents de la MINUSTAH sont accusés d'avoir commises, dont des sévices corporels et des abus sexuels, au lieu de chercher à les occulter.

En réalité, ce qui se concocte derrière ces rapports, c'est pour dire que les policiers haïtiens sont des criminels, ils sont même des bandits, ils ne sont pas en mesure d'assurer le maintien de la sécurité du pays. C'est une illustration objective de ce qu'est l'occupation d'un pays, qui rime toujours avec l'humiliation.

A ce compte, il n'y aura aucune raison pour la Minustah de laisser le pays. Une façon de plus pour exprimer l'intention des Nations-Unies de continuer à garder leurs forces militaires pendant plusieurs années encore sur le sol Dessalinien.

Les damnés du 12 janvier 2010 en proie à de nouvelles violences

Par Jackson Rateau

Jusqu'en décembre 2011, presque 2 ans après la terrible catastrophe du 12 janvier 2010, les victimes subissent encore leur pénitence dans l'enfer des camps à Port-Au-Prince et en périphérie.

En effet, dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 décembre 2011 dernier, des criminels réunissant des civils armés et des policiers de la PNH, ont attaqué un camp de déplacés abritant des dizaines de familles, situé à la Place Jérémie, centre ville de Port-Au-Prince.

Le Collectif pour la Défense des Droits au Logement (CDDL) a fait savoir que dans l'objectif d'obtenir des renseignements sur cet acte barbare perpétré par un ensemble de malfaiteurs sans foi ni loi, il a essayé sans succès d'établir des contacts avec les autorités concernées à Port-Au-Prince.

La représentante du GARR, Colette Lespinasse, un des responsables du collectif a recueilli les témoignages des victimes, décrivant l'horrible scène de violence déclenchée contre les malheureux sinistrés, vivant à la Place Jérémie, le mercredi 21 décembre dernier, environ une heure du matin, après qu'un certain Dominique, membre de l'Association des Jeunes de Bas-Peu-de Chose, s'était introduit dans le camp pour identifier les familles y séjournant.

Peu de temps après son départ, des individus armés accompagnés de 5 policiers de la PNH, ont déferlé sur les lieux, ravageant tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage et laissant des blessés. Ils ont abattu les tentes qui se sont effondrées sur des enfants endormis et des femmes enceintes. Les victimes ont soutenu que les malfrats, payés pour les expulser aussi sauvagement, avaient reçu des enveloppes contenant de fortes sommes d'argent. Selon les déclarations d'autres victimes, cette situation de violence était un acte prémédité dans l'objectif visé de rendre le site (Place Jérémie) libre pour la célébration d'une bamboche populaire prévue pour le 24 décembre.

Soulignons que ces expulsions forcées ont eu lieu en tandem au programme de distribution de cadeaux et d'argent promu par le président Sweet Micky Martelly la même nuit. Deux activités diamétralement contraires. D'une part, des gens reçoivent des présents de fin d'année, d'autre part, des personnes double fois victimes sont expulsées à coup de sauvagerie, aux prix d'extrême violence. Une image vraiment contrastée pour un pays comme Haïti à connotation démocratique.

Le Collectif de Défense du Droit au Logement (CDDL) rappelle qu'Haïti, en tant que membre de l'Organisation des Nations Unies, est concernée par les principes directeurs régissant les déplacés internes. En conséquence, l'un de ces principes requiert que, l'Etat, de concert avec les familles des déplacés en raison d'une catastrophe, tout particulièrement avec les femmes, planifie leur relogement en toute quiétude et dans le respect de leur dignité.

Le Collectif demande au gouvernement Martelly/Conille de prendre toutes les dispositions qui s'imposent en vue de mettre un terme aux agissements de ces voyous qui bénéficient de la complicité de certains policiers pour mener des attaques nocturnes contre les camps des déplacés. Dans le cas où les autorités demeurent passives face à cette injustice, le Collectif devra considérer cette passivité comme une forme de participation dans cette violation des droits de la personne.

Il a aussi exhorté les autorités municipales de Port-Au-Prince et le Ministère des Affaires Sociales à intervenir en urgence pour aider ces familles victimes pour une deuxième fois et leur trouver des abris sûrs.

Pour le CDDL,
Colette Lespinasse, GARR.

Démission du commissaire du gouvernement, Lionel Constant Bourgoin

Le samedi 31 décembre 2011dernier, le commissaire du gouvernement, maître Lionel Constant Bourgoin qui remplaçait le 5 décembre 2011, maître Félix Léger (rétribué pour excès de zèle dans le dossier de l'arrestation d'Anel Bélizaire) s'est démis de ses fonctions de chef du Parquet de Port-Au-Prince.

Maître Bourgoin avait déclaré lors de son installation que

«...franchement je suis à la fois très content et en même temps aussi très prudent [...] maintenant je reviens au parquet parce que je sens en moi un besoin d'agir pour la justice de mon pays, parce qu'il y a nécessitée, il n'y a pas que moi qui va*is agir, tout le monde agit, le gouvernement dans son énoncé de politique général qui met le cap comme priorité la sécurité publique et la justice et un rouage, est un maillon d›une politique de sécurité publique bien comprise [...] »*

Dans sa lettre de démission adressée au ministre de la justice, M. Michel Brunache, le commissaire a nettement dénoncé le gouvernement de dictature: «*Monsieur le ministre, j'ai le regret de vous présenter ma démission en tant que commissaire du gouvernement près du Tribunal de Première Instance de Port-Au-Prince. Depuis ma prise de fonction le 5 décembre dernier, je n'ai cessé d'agir au nom de la société pour veiller à la bonne application de la loi et au respect de l'ordre public, ce, pour une action publique efficace et respectueuse des libertés individuelles.*

En raison de mes profondes convictions et pleinement conscient de la mesure de mes missions, je ne saurais être le bras armé d'un quelconque pouvoir d'inspiration autoritaire soucieux d'établir son ordre.

Comptant sur votre compréhension, je vous prie, monsieur le ministre, de bien vouloir accepter ma démission.

Patriotiquement votre

Lionel Constant BOURGOIN, commissaire du gouvernement ».



Le commissaire du gouvernement, maître Lionel Constant Bourgoin

Une lettre limpide, issue des doigts d'un homme courageux, un professionnel intègre qui refuse d'être un homme de main, exécutant aveuglement les ordres d'un apprenti dictateur, le ministre Thierry Mayard-Paul mimant Roger Lafontant, pour la satisfaction de son chef ou question de bassesse pour assurer son pain quotidien.

A 5 mois de l'ascension de ce gouvernement, 4 commissaires du gouvernement ont été prétendument démissionaires, mais, il s'agit d'une

Suite à la page (15)

Premier Janvier 1804-Premier Janvier 2012 : 208 années d'Indépendance d'Haïti



À Gonaïves, le président Martelly prononçant son discours de circonstance à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du pays

Par Pierre-Junior Dessalines

Le premier Janvier 2012 ramène le 208e anniversaire de l'Indépendance de la République d'Haïti. Le premier janvier 1804, les héros de l'Indépendance avec l'Empereur Jean Jacques Dessalines à leur tête, après la lecture de l'acte de l'Indépendance, proclamèrent Haïti la première République noire du monde, libre de toute emprise coloniale tant européenne autre après tant d'années de lutte assidue. Dans l'acte de l'Indépendance, les fondateurs de la Nation haïtienne eurent à déclarer : « Aujourd'hui premier janvier mille huit cent quatre, le Général en chef de l'Armée indigène, accompagné des généraux, chefs de l'Armée sont convoqués à l'effet de prendre les mesures qui doivent tendre au bonheur du pays. Après avoir fait connaître aux généraux assemblés ses véritables intentions d'assurer à jamais aux indigènes d'Haïti un gouvernement stable, objet de sa plus vive sollicitude, ce qu'il a fait par un discours qui tend à faire connaître aux puissances étrangères, la résolution de rendre le pays indépendant et de jouir d'une liberté consacrée par le sang du peuple de cette île ; et, après avoir recueilli les avis, a demandé que chacun des généraux assemblés de prononcer le serment de renoncer à jamais à la France, de mourir plutôt que de vivre sous sa domination et de combattre jusqu'au dernier soupir pour l'Indépendance. Les généraux, pénétrés de ces principes sacrés, après avoir donné, d'une voix unanime, leur adhésion au projet bien manifesté d'indépendance, ont tous juré à la postérité, à l'univers entier, de renoncer à jamais à la France, et de mourir plutôt que de vivre sous sa domination.

Fait aux Gonaïves, ce premier janvier mille huit cent quatre et le premier jour de l'Indépendance d'Haïti. »

208 années après l'épopée de 1804, où en est-on ? Sur le plan politico-économique, Haïti est dominée et exploitée par les puissances américaines et européennes. L'un des mécanismes de cette domination et d'exploitation à outrance continue à être toujours l'occupation physique et politique du pays. Dans cette logique de l'occupation impérialiste, Haïti a déjà connu deux longues interventions étrangères. La première a duré 19 ans (1915-1934), l'occupation sans masque des Etats-Unis d'Amérique. La seconde est celle qui a ramené le président Aristide en 1994. La troisième est là depuis plus de sept (7) ans sous le label de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Depuis 7 longues années, les forces d'occupation de l'ONU n'ont jamais cessé de fouler aux pieds la souveraineté nationale, s'immiscer dans les affaires internes, violer les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination du peuple haïtien. Elles sont également responsables de multiples cas de viol , de vol et de l'introduction de l'épidémie mortelle de Choléra en Haïti. Alors que rien n'est fait pour améliorer les conditions de vie de la population la plus appauvrie de l'Amérique, l'ONU ne fait qu'apporter un autre fardeau aux calamités du peuple haïtien.

Voilà donc la situation dans laquelle Haïti a commémoré les 208 ans d'existence comme Nation libre et indépendante. A cette occasion, comme à l'accoutumée, les autorités du pays se sont rendues aux Gonaïves, pour assister à la cérémonie religieuse et à la commémoration sur la place d'armes de la cité de l'Indépendance.

A la Cathédrale Saint Charles Borromée des Gonaïves, en présence du président de la République, Michel Joseph Martelly de sa femme, du Premier Ministre, Garry Conille et sa femme, les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, respectivement Rodolph Joazile et Sorel Jacinthe, des Membres du gouvernement, des représentants du corps diplomatique et des membres de la population, l'Evêque des Gonaïves, Yves Marie Péan a délivré un long message centré sur l'amour du prochain, le partage, la paix, la fraternité, le sens de responsabilité de la part des dirigeants du pays. « Ce 1er janvier 2012 a été également un jour d'évaluation et de réflexion en profondeur pour nous Haïtiens, Haïtiennes, gouvernants et gouvernés. Il nous incombe d'évaluer et de réfléchir en profondeur sur la portée et la finalité de 1804. En 1791 un demi-million d'esclaves noirs, injustement arrachés à leur terre, l'Afrique, se révolta, s'unit, galvanisé par la devise « l'Union fait la Force » pour se débattre au milieu de trois grandes puissances européennes, combattre militairement et politiquement l'armée française et déboucher sur ce que nous appelons « l'Épopée de 1804. Aussi Haïti a pu devenir une Nation pour créer son propre État indépendant ; et depuis lors, ce que l'on croyait impensable, s'inscrit désormais dans notre réalité. Toutefois aujourd'hui encore, une question de fond se pose, qu'en avons nous fait ? » A déclaré Monseigneur Péan dans son Te Deum.

Monseigneur Yves-Marie Péan a encouragé, dans son homélie, les autorités du pays à mettre fin à la politique de mendicité et d'assistanat pour travailler à satisfaire les revendications de la population, tout en assumant leurs responsabilités historiques : « Nous vous exhortons donc à ne pas continuellement tout attendre en cadeau des autres : des routes et des ponts en cadeaux, des écoles et des hôpitaux en cadeaux, des bâtiments administratifs et religieux en cadeaux, des logements et des aliments en cadeaux, des forces de sécurité en cadeaux. Il n'y a aucune honte à accepter d'être accompagné et aidé. Nous l'avons été, tout comme bien d'autres peuples. Cependant, nous devons assumer notre responsabilité en prenant en charge, de manière résolue, notre présent avec notre avenir par de sages options et d'intelligentes planifications en vue de notre autonomie.

Pour parvenir à cette prise en charge nationale, nous avons besoin d'un climat de dialogue dans la vérité, de dépassement, de réconciliation, de tolérance, de cohésion sociale, de coopération digne et respectueuse. Tout cela contribuera à la stabilité sociale et politique de notre pays. Nous avons à prendre conscience que chacun de nous a sa part de responsabilité dans la situation qui est la nôtre. Aujourd'hui, heureusement on commence à prendre conscience de plus en plus que le problème haïtien, en plus d'être ce qu'il est, est un problème d'Homme. En effet l'Homme haïtien doit renaître, l'Homme haïtien doit se renouveler, se remettre comme dans un moule pour devenir un Homme nouveau animé par l'amour, par la justice, par l'harmonie, par l'honnêteté, par la Paix, la conscience de soi, à la fois individuelle et collective, et amené à se rendre compte de la nécessité de rompre avec un passé de brigandage, d'irrespect, de mépris des règles, du désordre généralisé, d'égoïsme et de vanité... »

La deuxième partie de cette commémoration s'est déroulée sur la place d'Armes de la Cité de l'Indépendance, où la grande foule était tenue à l'écart par les agents de la Police Nationale d'Haïti et les soldats des forces d'occupation de l'ONU. Le président Michel Joseph Martelly a prononcé un pauvre discours, vide de toute portée historique. « Nous tous haïtiens, nous commémorons l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance de notre pays. Le 1er janvier 1804 la victoire acquise, la Nation était libre, indépendante, la guerre était gagnée. Voilà 208 ans que les canons se sont tus, mais d'autres guerres restent à gagner, d'autres combats à mener, d'autres objectifs à atteindre, j'en suis parfaitement conscient et j'ai la charge d'insuffler cette mouvance, cette vision d'un État moderne, respectueux des institutions, dévoué au bien-être collectif, stricte dans sa gestion du bien commun, ouvert à la coopération. Autour de nos 4 E, notre boussole, le gouvernement, continuera à œuvrer pour que les choses changent, Oui il faut que les choses changent, ce qui fait qu'aujourd'hui, je suis très content, dans la ville des Gonaïves d'être debout aux côtés de Dessalines pour continuer la bataille pour qu'Haïti change.

Oui les canons se sont tus, mais la bataille continue. Ensemble, nous devons tous y mettre la main. Comme je vous l'avais promis, la Commission pour l'armée que le gouvernement a mise sur pied, m'a remis son rapport, et elle a aussi recommandé une nouvelle armée pour le pays d'Haïti. Une armée qui a chaque fois qu'il y aura une catastrophe naturelle, ira apporter le secours que nous attendons, une armée qui travaillera à sauvegarder l'intégrité territoriale dans un continent, où les menaces à la sécurité nationale sont nombreuses, menaces telles que le trafic de la drogue et le terrorisme. Nous allons soumettre ce rapport aux trois pouvoirs de l'État. Ces trois pouvoirs ensemble avec la société civile et le secteur des affaires vont tabler dessus, pour pouvoir prendre de bonnes décisions. La réforme de la police et la création de la nouvelle armée, sont deux

Suite à la page (15)

Le sénateur Moïse Jean-Charles dénonce Martelly !

Le Gouvernement de Martelly/ Conille est une " véritable gagòt " de corruption, de népotisme et de pots-de-vin

Par Kim Ives

C'est à la pelle que le président Joseph Michel «Sweet Micky» Martelly est en train de vider l'argent du trésor national au bénéfice de sa famille et de ses amis dans de coûteux voyages à l'étranger, location d'aéronefs, acquisitions de véhicules, et retraits irréguliers de la Banque centrale d'Haïti, selon Moïse Jean-Charles, un sénateur représentant le département du Nord d'Haïti.

Dans un récent discours qu'il a prononcé lors d'un rassemblement du parti Fanmi Lavalas à Brooklyn, NY et dans une interview exclusive accordée à *Haïti Liberté*, Jean-Charles a souligné une série de frais népotistes excessifs et de dépenses officielles siphonnant le Trésor public des millions de dollars injustifiés destinés à la famille présidentielle et à ses proches amis.

« *Dans le passé, quand un président haïtien voyageait à l'étranger, l'Etat lui versait $5000 US par jour pour ses frais* », a dit Jean-Charles à *Haïti Liberté.* « *Aujourd'hui, le président Martelly a quadruplé ce per diem à $20.000 US par jour. Quand sa femme voyage avec lui, elle obtient $10.000 par jour; si ses enfants sont de la partie, ils obtiennent $7.500 par jour, chacun, et les autres personnes de son entourage obtiennent $4.000 par jour* ».

Jean-Charles a déclaré que les dépenses per diem sont très élevés parce que Martelly « *ne voyage pas avec 12 personnes, ou avec 15 personnes, il voyage toujours avec 30 personnes* ».

Il a fallu au Président Martelly cinq mois pour avoir un premier ministre et un gouvernement approuvés par le Parlement, époque durant laquelle il a fait plusieurs voyages à l'étranger, y compris en Espagne, aux Etats-Unis et au Chili.

Lors d'une rassemblement le 18 décembre pour marquer le 21e anniversaire de la victoire historique de Jean-Bertrand Aristide au premier tour de l'élection présidentielle du 16 décembre 1990, le sénateur Jean-Charles a dit aux quelques 200 partisans de Fanmi Lavalas à l'église St. Jérôme à Brooklyn que huit jours après l'inauguration de Martelly le 14 mai, « *il avait obtenu du gouverneur de la banque centrale qu'il lui donna cinq voitures blindées, ce qui a coûté à l'Etat haïtien 2,5 millions de dollars américains.* »

Deux semaines plus tard, le gouverneur de la banque centrale achetait 60 Toyota Prado SUVs «*non pas pour les fonctionnaires de l'Etat, mais pour ses enfants, pour sa femme, et pour les gens vivant avec lui* », a dit Jean-Charles à l'assistance.

Le sénateur a également réprimandé le gouvernement de Martelly pour la location de deux hélicoptères d'une compagnie américaine pour laquelle Haïti paie $150.000 par mois. Par ailleurs, a dit Jean-Charles, le Président Martelly a loué un jet privé pour ses voyages qui coûte $1700 par heure pour la location.

« *C'est le genre de dépenses entrepris par le Président Martelly, le président de la nation la plus pauvre du continent* », a déclaré le sénateur au rassemblement du 18 décembre.

Jean-Charles n'a pas dévoilé à *Haïti Liberté* la source des informations alléguées, mais il a dit que ses sources viennent aussi bien de documents que de ministres consternés et mécontents du gouvernement.

Plusieurs ministres du gouvernement ont été particulièrement vexés de recevoir une facture d'une société qui a travaillé en étroite collaboration avec la Première Dame Sophie Martelly pour embellir les bureaux des ministères avec des décorations de Noël non sollicités, a dit Jean-Charles. « *Il peut y avoir un conflit d'intérêt pour la Première Dame à utiliser cette société qui est proche d'elle, et à charger des coûts pour lesquels elle n'a pas autorité* », a t-il ajouté.

Jean-Charles s'est demandé comment le père de la Première Dame, Charles «Bébé» Saint-Rémy, a été en mesure « *d'aller à la Banque centrale et de débloquer $30 millions de dollars américains sur la base qu'il allait acheter des engrais pour les paysans* » dans la Vallée de l'Artibonite en Haïti, a déclaré le sénateur au rassemblement à Brooklyn. « *Où est l'engrais?* »

Jean-Charles a dit plus tard à *Haïti Liberté* qu'il avait récemment voyagé dans des villes et des sections rurales autour de l'Artibonite et n'a pu trouver aucune preuve que des paysans aient reçu aucun engrais après le « *déblocage* » de St. Rémy.

Sandro Martelly, le fils de 18 ans du président Martelly, a également été en mesure d'aller à la Banque centrale et de tirer 60 millions de gourdes (environ $ 1.5 millions US) pour une « *Coupe de la Présidence* » en Décembre dernier. « *Est-ce qu'il a le droit de faire ça ?* » a demandé le sénateur ?

« *Le président [René] Préval a laissé 1,9 milliard de dollars américains* » quand il a quitté ses fonctions le 14 mai, a déclaré le sénateur Jean-Charles. « *Cet argent devrait être en circulation. Mais il n'en reste pas une gourde. Où est passé cet argent?* »

Le sénateur Jean-Charles s'est d'abord fait une renommée nationale en tant que leader du Mouvement des Paysans de Milot (MPM) durant les années 1980. Plus tard, comme maire de Milot, la ville du nord qui fut le siège du Palais Sans Souci d'Henri Christophe et de la Citadelle. Jean-Charles est devenu connu pour sa résistance farouche aux coups d'Etat de 1991 et de 2004 contre Aristide. Plus tard, il a été élu sénateur sous la bannière du parti de René Préval, puisque le parti d'Aristide Fanmi Lavalas avait été disqualifié de la participation électorale.

« *Martelly a toujours dit que nous étions les magouilleurs, que nous étions incompétents* », a dit Jean-Charles au rassemblement de Brooklyn. « *Mais il suffit de regarder sa façon de faire aujourd'hui pour se convaincre du contraire. C'est une véritable gagòt. Nous devons dénoncer ces choses.* »

Les accusations du sénateur viennent à un moment où d'autres questions troublantes se font jour. La semaine dernière, le conseiller pour l'éducation de Martelly, Dimitri Nau, « *a admis qu'aucun des fonds collectés par le biais d'une taxe sur les appels internationaux et les transferts d'argent n'est utilisé pour l'éducation en Haïti* », comme Martelly l'a prétendu, selon le site d'internet «Defend Haïti» dans une dépêche du 3 janvier.

Martelly a lancé le Fonds National pour l'Education (FNE), en mai 2011 avec l'objectif de collecter 8,5 millions de dollars par mois, en taxant tous les appels téléphoniques internationaux entrant en et sortant d'Haïti à 5 centimes par minute et tous les transferts de fonds internationaux que la diaspora haïtienne envoie à des membres de leur famille - la plus importante source de revenus étrangers d'Haïti- au prix de $1,50 par transfert.

Suite à la page (8)

Le dilemne GNBiste de Marvel Dandin à Radio Kiskeya

Par Fanfan La Tulipe

Le 15 décembre, l'émission *Di m, ma di w* animée par Marvel Dandin sur les ondes de Radio Kiskeya touchait à sa fin quand j'ai commencé à la suivre. Le thème du jour devait être en rapport avec la date historique du 16 décembre 1990. Toujours est-il que deux auditeurs ont appelé coup sur coup pour stigmatiser les égarements des GNBistes durant les années 2002-2004 qui avaient voulu mettre toute l'instabilité de l'époque sur le compte du régime Lavalas. En particulier, ils dénonçaient le refus de l'opposition macouto-GNBitse de dialoguer avec Aristide, les fausses accusations et le boycott du bicentenaire de l'Indépendance par l'opposition, toutes chapelles confondues.

Quelle ne fut pas ma surprise d'entendre Dandin, toujours très serein, brusquement monter sur ses grands chevaux pour «coffrer» ces deux lavalassiens qui avaient eu «l'audacité» de mettre dans le même sac déstabilisateur la mouvance Guy Philippe et le courant GNBiste, unis dans un même élan de capoter le pouvoir. Pour résumer les propos outragés de Dandin sous le coup d'une forte poussée d'adrénaline, l'engeance GNB était d'essence pacifique, alors que les enculés de la bande à Guy Philippe formaient un groupe de malfrats violents opérant pour leur propre compte. Aucun accord, aucune collusion, aucun *tetelang* n'existait, selon Dandin, entre le camp pacifique GNBiste et la racaille enragée guyphillipiste.

Marvel Dandin a eu l'effronterie de faire l'éloge de la Caravane de l'Espoir de M. Apaid, porteur d'un soi-disant «Nouveau Contrat social» qui sans doute garantirait une douce harmonie sociale entre toutes les couches sociales, *pwason malere kraze nan bouyon grannèg Montagne Noire yo*. Il semblerait, selon Dandin, que la bande à Apaid, lors d'une manif au Champ-de-Mars, un vendredi 14 novembre 2003, était venue…chercher à établir un dialogue avec le régime au pouvoir, mais que les manifestants ont été accueillis par des gaz lacrymogènes et ont été violemment dispersés par la police, bien entendu dépêchée pour la circonstance par le pouvoir

La pause publicitaire passée, Dandin est revenu à la charge, en force. Ce fut toute une prestation tordue et biscornue pour établir que les GNBistes étant d'essence pacifique, ils n'avaient donc rien à voir avec la violence de la gente militaro-macouto-guyphilippique. «L'attelage suait, soufflait, était rendu», tant Marvin s'efforçait de montrer qu'il n'existait aucune relation politico-magouillarde entre les agneaux andy-apaidistes et les méchants loups de la violence armée des «combattants de la liberté». Les deux camps de l'opposition poursuivaient-ils le même but ? Télélanguaient-ils ? Dandin ne peut le dire. Comment expliquer l'impossible géométrie de deux chemins parallèles mais pourtant convergents ? Un vrai dilemne dans lequel Marvel Dandin, empêtré, embarrassé, désorienté, se débattait sans pouvoir en sortir, sans pouvoir convaincre.

Avant de continuer plus avant, précisons que selon Haïti en Marche (mercredi 19 novembre 2003), lors de cette manif du 14 novembre :« Les '184' n'ont pas fait le plein. Moins d'un millier de personnes ont pu arriver au Champ-de-Mars, en grande majorité des étudiants…Les partisans de Lavalas (et pas tous des 'chimères', il n'y aurait pas moyen de payer tout ce monde) étaient quant à eux plusieurs milliers, de loin en surnombre…On a vu arriver au Champ-de-Mars quelques leaders de l'opposition…mais on ne s'est pas écrasé au portillon… La police était suffisamment mobilisée et équipée, elle a repoussé précautionneusement les OP (Organisations populaires) Lavalas». En d'autres termes, les 184 *pat gen mounn dèyè yo*, eux qui avaient invité à venir prêter l'oreille au «nouveau contrat social». *Ou tande bèf…*


Andy Apaid et Evans Paul

Cette manif du 14 aurait été délibérément dispersée à grand renfort de violence par la police, de façon préméditée par le pouvoir. Voyons ce qu'en dit Haïti en Marche :«…de rassemblement comme annoncé, c'était devenu, sous la pression menaçante des partisans Lavalas qui en ont pratiquement empêché la tenue, plutôt une manifestation, mais où ce sont les mêmes étudiants de la Faculté des Sciences humaines…qui s'emparèrent de l'initiative. Cela jusqu'à la fin, engagés dans un duel à coups de pierre…avec l'aile dure des OP Lavalas, sous les rafales de mitraillettes tirées en l'air par les unités spéciales de la police, et les gaz lacrymogènes, tandis que d'autres agents **s'employaient à sortir de ce piège leaders politiques et autres représentants attitrés du groupe des 184**» (souligné par nous).

Il ressort du reportage de Haïti en Marche que: premièrement le groupe des 184 n'avait aucune assise populaire ; deuxièmement, il n'y a pas eu provocation délibérée et préméditée de la part du pouvoir ; troisièmement, que les partisans Lavalas «en surnombre», défendant leur pouvoir, conscients des enjeux politiques et du profil social de M. Apaid, en sont venus aux mains non pas avec les 184 proprement dits mais avec des étudiants, majoritaires à la manif (étudiants déclassés, «saisis» de pouvoir télélanguer avec quelques gros bourgeois, de leur parler au téléphone) ; quatrièmement, que pas un seul cheveu n'est tombé de la tête des membres (en «sous-nombre») du Groupe des 184.

Mouvement GNBiste, mouvement pacifique, avez-vous dit, Marvel Dandin ? Pourtant, Haïti en Marche signale que «la caravane [des 184] a été arrêtée pour des fouilles policières pas sans résultat. La police a saisi dans deux véhicules trois armes, des gilets pare-balles, etc. On a procédé à l'arrestation de leurs occupants dont un neveu d'Apaid (David Apaid) et Charles (Charlito) Baker, tous alliés et une vingtaine de supplétifs». Pourquoi venir avec des armes à un «rassemblement», "pacifique" par surcroît ? Alors, comment ne pas comprendre la colère, l'hostilité et l'agressivité des OP qui avaient clairement compris la menace déstabilisante de l'opposition, amorcée du reste depuis la prestation de serment incongrue, loufoque, bouffonne, du baveux Gérard Gourgues ? D'autant que du côté de l'international, de l'ambassadeur gringo au Nonce apostolique, «tout le ban et l'arrière-ban avait été mobilisé» (Haïti en Marche, ibid).

GNB pacifique qui n'avait rien à voir avec les partisans de la violence de Guy Philippe ? *Ann antann nou*, Marvel, vous semblez avoir oublié l'interview de Philippe à Peter Hallward, publié en créole/français sur le site *HaitiAnalysis.com.* Lisons :

P. Hallward. Kilè ke nèg sa yo [lopozisyon] te kòmanse fè des plans sérieux avèk ou pou youn projet militaire kont gouvènman an?

G. Philippe. Depi mwa décembre 2000

P.H: Nan moman sila'a, eske ou te konn kenbe kontak régulier ak yo?

G.P: Oui, nou te an contact régulier - **contact serré**.

P.H: OK. En juillet 2001, kilès ki te fè atak nan académie police la nan PAP [Port-au-Prince]? Ou pat nan mitan opération sila'a?

G.P: Mwen pat nan planification atak Juillet 2001 an. Genyen youn rapò OEA te prepare sou événements juillet ak décembre 2001 an, mwen ta suggéré w al li li si w besoin plus information sou sa k te pase a. Sa m konnen, sèke te genyen certain leaders politik ak représentants société civile la ki ka ede w jwenn information sa yo paske yo konnen tout sa ki te pase nan occasion an, circonstances sa yo. Paske yo se lâches, cependant yo pral di w ke yo pa konnen anyen sou bagay sa yo…

P.H: … Kilès mwen ka poze kesyon: Apaid, Boulos, Evans Paul, Serges Gilles? Kilès en particulier? …Nèg tankou Evans Paul ak Serge Gilles te toujou di ke se gouvènman an menm ki te planifye atak la. Eske y ap bay manti ?

G.P: Poze leaders Convergence yo kesyon an, fòk yo konnen…

P.H: Eske ou vle di m ke li possible pou ke des conseillers militaires américains tap travay secrètement ak leaders convergence yo pou planifye, ekipe atak sila'a menm ? Eske se sa ke ou menm tou ou suspèk ?

G.P: **No comment** (souligné par nous).

P.H: …Eske se vre ke Serges Gilles te suggéré atak ki te fèt nan Peligre la en Mai 2003 ?

G.P: Oui, mwen te di sa deja lane dernière sou radio. Si mwen te di li sèke se te vre. Au moins sèke Serge Gilles ak lòt associés li yo te di mwen, lè yo te vinn visite mwen nan RD (ndlr. République dominicaine) nan epok sa'a.



Wyclef Jean et Marvel Dandin

P.H: Kidonk en 2003, tankou en juillet ak décembre 2001, eske gwoup ou a ki te youn nan plusieurs groupes de anciens militaires yo, t ap travay ak Convergence nan epòk sila yo?

G.P: Nou pa t ap travay pou Convergence nan; **nou t ap travay ensemble** …

P.H: … Genyen moun ki di ke ou te jwenn preske tout zam ou yo de la RD et yo di ke se youn shipment d'environ 20000 dola consistant en M16s ki te dwe rive de la RD nan lane 2003… ki kote zam sa yo te sòti?

G.P: Elite haitienne la ak parties politiques ki te nan Convergence nan te aide nou ak lajan ak zam. Genyen youn gros commerçant haitien ki te ban nou environ $50,000 (US). **Zafè jwenn lajan pat youn problem**.

P.H: … Eske te genyen lòt membre nan opposition politik a Aristide ki te ede? Nan epòk sila'a ancien colonel ak leader Convergence nan, Himmler Rébu, par exemple te vini youn présence familière nan région nord est peyi'a.

G.P: Pat gen gang. Et te genyen kèk sòlda ke Convergence Democratik la ak Jean Robert Lalanne te voye nan Gonaives pou entrainer, organiser lòt soldat yo. Lalanne te di mwen ke li te recevoi zam nan main G184 la, men li pat di m de kilès.

Alors, Monsieur Dandin, que dites-vous de tout ça ? Vous n'aviez pas lu tout ça ? Vous ne faites pas cas de tout ça ? D'autant que dans ce numéro de Haïti en Marche, le journal se demande …«le groupe des 184, c'est quoi, c'est qui ? Quel était le véritable agenda de la rencontre ?» A croire que les 184 étaient plutôt représentatifs de la minorité *tilolit* s'agitant autour d'Apaid qui avait réussi à attirer une partie de la classe moyenne effrayée des OP, et à racoler un millier d'étudiants, déclassés, en quête de *ti monnen* et de visas, toutes menées facilitées par «le laboratoire» pour les besoins de la cause.

Dandin, journaliste très informé, sait trop bien que depuis belle lurette la CIA et ses supplétifs savent comment déstabiliser et organiser le chaos. Suivez ma plume. Dans un «Rapport de la CIA» divulgué en avril 2000 par le *New York Times,* on lit *:* «Le 4 avril 1953, la section de la CIA à Téhéran reçoit 1 million de dollars destiné à "faire tomber Mossadegh par n'importe quel moyen" (page 3 du "Rapport")… Fin mai 1953, la section de la CIA est autorisée à engager environ 11.000 dollars par semaine pour acheter la coopération de parlementaires». Après une première tentative d'un coup d'Etat contre Mossadegh dans la nuit du 15 au 16 août 1953 qui échoue, «Kermit Roosevelt, directeur de la section locale de la CIA et son équipe» improvisent une autre tentative.

«Afin de dresser les Iraniens croyants contre Mossadegh, ils profèrent des menaces téléphoniques contre des chefs religieux et "simulent un attentat" contre la maison d'un ecclésiastique (page 37 du "Rapport") en se faisant passer pour des membres du puissant parti communiste Toudeh… ils organisent également des manifestations dont les participants prétendent appartenir au Toudeh. A l'instigation de ces deux agents [de Roosevelt], les manifestants saccagent les bureaux d'un parti politique, […] et sèment le chaos dans Téhéran... Norman Schwartzkopf, personnage obscur qui avait réorganisé la police du Shah entre 1942 et 1948 rentre en scène après avoir reçu de la CIA la somme de 10 millions de dollars pour les distribuer secrètement à des personnages du gouvernement».


Himmler Rébu et Serge Gilles

«[…]. Avec une partie de cet argent – près de 400 000 dollars – ils ont également acheté des éléments agitateurs pour qu›ils descendent dans la rue manifester violemment contre le gouvernement. Ensuite, les grands médias de l›Empire se sont chargés de présenter les manifestations comme une insurrection populaire… Plusieurs

Suite à la page (18)

Komite Inisyativ Sid Pou Liberasyon (KISL)


Konferans pou laprès Komite Inisyativ Sid Pou Liberasyon (KISL)

konferans pou laprès

Chapo ba pou laprès la

Nou menm KISL, mande pou direktè depatemantal polis sid la Fritz St Fort bay prèv sou akizasyon li lage sou do pèp Madankonm nan kòm bandi,kòm kriminel nan jou ki sot pase la yo. Nan ka li pa kapab bay prèv: se pou li leve san delè akisasyon li an, pou l prezante yon ekskiz piblik bay pèp Madankonm nan. E,nou twouve ,nan jan akizasyon sa a,se deja wout lap pran kont libète dekspresyon pou anpeche popilasyon an revandike dwa li. Nou menm nan komite Inisyativ sid pou liberasyon nou mande reparasyon ak jistis pou zak kraze brize, vòl UDMO yo te fè sou pèp Madankonm nan jou ki te 5 oktòb 2011 lan nan debakman yo nan zòn nan pou te anpeche popilasyon an revandike dwa li. E, nou deside pou nou akompaye pèp madankonm nan nan lit sa a jiskaske otorite yo bay pèp Mandankonm nan satisfaksyon pou travay yap mande ak pou jistis, reparasyon yap reklame .

Nou sèmante 77 fwa 7 fwa, baboukèt p ap tounen ankò e, nou pap pliye anba represyon.

Pou Komite Inisyativ Sid pou liberasyon (KISL) : Victor Ilvaud, M.P.K; Lucienne Jn Michel, Traka Fanm ; Augustin Joël M.S.C ; Thélusma Dunès , Jèn Militan Madan Konm ak Fusémé Clergé Pou Kowodinasyon an.

Okay, 27 Desanm 2011

Sitwayen Panama, Dominikani ak Kolonbi pap bezwen visa

Apati 10 janvye k ap vini la a, sitwayen peyi Panama, Dominikani ak Kolonbi ap kapab rantre Ayiti san yo pa bezwen viza ayisyen depi yo gen yon paspò ak yon viza ameriken, kanadyen oubyen sa yo rele « viza Schengen » nan.

Minis afè etranjè a Laurent Lamothe ansanm ak minis touris la Stephanie Balmir Vildrouin ki te anonse desizyon an nan yon konferans pou laprès, fè konnen sa ap pèmèt genyen plis touris ki rantre nan peyi a epitou plis moun kapab vin envesti Ayiti tankou jan sa fèt nan peyi Sen Domeng.

Pou moun ki pa gen viza sa yo, y ap gen pou peye 50 dola meriken pou yo ka jwenn yon viza ayisyen ki pou ba yo dwa vizite Ayiti.

Manifestasyon platfòm « Je nan Je » sou kesyon latè ak lojman an Ayiti

« Je nan Je », yon platfòm ki reyini yon douzèn òganizasyon anonse yon manifestasyon mèkredi 11 janvye, lavèy 2èm anivèsè tranblemanntè a. Manifestasyon an ap soti depi nan kafou Nazon pou rive sou bisantnè devan Palman an kote yo pral prezante kaye doleyians yo sou kesyon latè ak lojman ann Ayiti.

Platfòm nan ap pwofite pou fè otorite leta yo sonje se devwa yo pou bay moun ki anba tant yo kay pou yo rete. Y ap denonse tou pakèt lajan ki depanse nan kad travay pou reponn a ijans yo depi aprè 12 janvye 2010 aloske moun yo toujou anba tant ap viv nan malsite.

Komisyon pou mete Lame kraze zo a bay rapò li


Georges Michel, youn lan manm komisyon an

Mwa Novanm ane ki sot pase a, Martelly te mete sou pye yon komisyon pou 6 mwa ki gen pou travay sou kesyon remete lame a sou pye. Se konsa Georges Michel, istoryen, manm komisyon an fè konnen yo remèt prezidan Mately yon premye rapò kote yo pale sou tout etap ki ta dwe franchi pou yo kapab mete fòs militè sa a sou pye.

Georges Michel di komisyon an pral rankontre ak tout kouch nan sektè nasyonal tankou legliz, palman an, sosyete sivil la ak diplomat yo. Rezilta diskisyon yo pral jwenn chèf leta a nan yon dezyèm rapò anvan rapò final la nan mwa Me 2012. Dènye desizyon an se Martelly limenm ki va pran 'l pou remete ou non lame a sou pye.

Bò kote pa yo, kòdinasyon ansyen militè lame Dayiti yo mande prezidan Michel Martelly pou kenbe volonte li genyen pou refòme lame a. David Dormé ak Jean Fednel Lafalaise, 2 manm kòdinasyon an, fè konnen gen anpil moun nan antouraj prezidan an ki gen enterè pou fòs minista a nan peyi a , gen etranje tou ki te nan mouvman kraze lame a, tout moun sa yo pa dakò pou Martelly rekonstwi lame a.

Mesye yo deklare : *« Lame a ap retabli kanmenm, tout moun, ayisyen kou etranje, ki ta mete yo antravè demach sa a ap gen pou sibi konsekans nan kan menm. Pou atire òm dafè, Ayiti bezwen pwòp fòs ame li pou lavi ak byen sitwayen yo sekirize ».*

An 7 mwa, 5 komisè gouvènman


Nouvo komisè a Me Jean Renel Sénatus

Konbyen komisè pakè tribinal Pòtoprens lan ap pase anvan gouvènman Mateli kite pouvwa a ? Madi 3 janvye a, se nan yon seremoni prese prese dwayen trivinal sivil la te enstale Me Jean Rene Sénatus nan pòs komisè gouvènman an.

Minis lajistis la, Me Michel Brunache fè konnen li revoke Me Bourgoin. Me Lionel Constant Bourgoin bò kote pa l esplike rezon ki fè li remèt demisyon paske li pa dakò pou egzekite lòd minis Brunache pase l pou l arete Gaillot Dorsinvil ak Ribel Pierre ki t ap pran avyon nan Ayewopò a pou al nan peyi etranje.

Apre Harrycidas Auguste, Sonel Jean-François, Felix Léger, Lionel Constant Bourgoin, Jean Renel Sénatus, se pral tou pa kiyès nan avoka yo pou goute plas komisè gouvènman an ?

Ayisyen ap mouri pirèd nan lanmè

Lavichè, malsite ki tabli nan peyi Dayiti lakoz ayisyen ap pran kanntè ak espwa yo va rive nan peyi etranje pou jwenn yon lavi miyò. Malerezman se lanmò pifò nan yo jwenn. Se konsa, nan 4 dènye mwa anvan ane 2011 la fini, gen preske 85 moun ki mouri nwaye nan pran ti bato. Sa ki gen chans sove yo, yo retounen mennen yo nan peyi a kote OMI, yon òganziasyon entènasyonal pou migrasyon, te akeyi yo e ba yo swen ki te nesesè.

Se nan sans sa a GARR, (Gwoup pou Apiye Rapatriye ak Refijye) panse moun sa yo pèdi konfyans nan peyi Dayiti, yo toujou panse sa ka mache pi byen pou yo nan yon lòt peyi. GARR mande otorite ki sou pouvwa yo pou bay pèp la yon chans pou yo kapab rete nan peyi yo, pou yo pran byennèt sitwayen ayisyen sou responsablite yo.

GARR mete chapo ba devan tout moun ki twouve lanmò yo nan sikonstans trajik sa a alòske tout jèn fi ak jèn gason sa yo ta kapab mete konesans yo pou travay pou byen peyi a.

Célébration des fêtes de fin d'année : Gaspillage dans la misère !

Par Evens Pierre-Louis

Le gouvernement haïtien dans le contexte des fêtes de fin d'année a décaissé la rondelette somme de 460 millions pour le couple présidentiel. Cet argent alloué à certains ministères ciblés devait également toucher les différentes municipalités de la République et certains parlementaires selon la décision des autorités du pouvoir en place. Les 460 millions de gourdes décaissées, outre l'organisation des bamboches, devaient générer des emplois temporaires pour la fin de l'année 2011 en vue dit-on de permettre à des particuliers de trouver un petit quelque chose à faire pour gagner un peu d'argent. Bref, soulager les couches les plus vulnérables de la société pour l'occasion dite spéciale et baptisée « Noël de solidarité ».


Martelly à Port de Paix à l'occasion de la Noël

Lors de l'annonce officielle du décaissement de ces fonds, le chef du gouvernement, Garry Conille, entouré de quelques-uns de ses ministres, a laissé entendre que le gouvernement qu'il dirige a pleinement conscience de ses devoirs envers la population qui aspire à une existence agréable, sous un toit décent.


Sophia Martelly distribuant des cadeaux à l'occasion des fêtes de fin d'année

On pourrait se demander si la notion de conscience évoquée dans les discours du Premier ministre a été bien choisie quand on considère qu'il y a plus d'un million de compatriotes frappés par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 évoluant aujourd'hui encore sous des tentes bien sales érigés un peu partout dans les zones les plus touchées par la catastrophe.

Peut-on effectivement parler d'Accompagnement social quand on sait que s'il y avait une ferme volonté de la part des autorités, beaucoup de choses auraient déjà été réalisées en cette fin d'année ? Et que les gens qui sont véritablement sinistrés auraient mieux réagi aux micros de la Presse au lieu de vouloir cracher leur colère et leur frustration aux journalistes dépêchés sur les sites d'hébergement.

« Personne ne nous visite encore cette année, nous sommes tous laissés dans notre misère. L'année dernière on se disait que peut-être l'année qui s'en vient apporterait des solutions, mais voilà que c'est le pire qu'on est en train de vivre là maintenant », c'est ce que nous a raconté une jeune dame du camp de Caradeux au Nord de Port-au-Prince. Sa situation est identique à celle de plusieurs centaines de personnes de son âge évoluant dans le même espace.

La célébration des fêtes de fin d'année se veut une tradition que les Haïtiens ne négocient pas. Mais du train où vont les choses l'envie et le goût de célébrer semblent définitivement écarter la grande majorité de la population et ceci depuis pas mal d'années. Tout cela est dû à l'augmentation du taux de chômage dans le pays.

Le président de la République, Michel Joseph Martelly ainsi que la première dame Sophia Martelly, avec une enveloppe de 460 millions de gourdes mise à leur disposition, ont pris eux-mêmes l'initiative de procéder à des distributions de cadeaux aux gens de la rue par-ci et par-là, question de détendre un peu l'atmosphère. Cette forme de distribution que le pouvoir en place pense être de l'accompagnement social a entrainé des déplacements vers d'autres communes cibles où des voitures flambant neuf, des motocyclettes, des enveloppes contenant au moins mille gourdes pour ne citer que ces genres de cadeaux ont fait bien des heureux et malheureux en réalité.

Mais, est-ce de cela qu'on a vraiment besoin en cette fin d'année monsieur le président ?

Considérant le lot de problèmes qui gangrènent les quartiers pauvres du pays en particulier ceux qui ont été gravement touchés par le séisme destructeur dont on s'apprête à commémorer malheureusement le deuxième anniversaire en janvier 2012, considérant cette situation de misère évidente qui vous frappe au visage en empruntant les falaises du Canapé-vert, celles du morne Lazarre, celles de Bourdon aussi pour ne citer que celles-là (les principales avenues de passage du cortège présidentiel), n'y avait-il pas mieux à régler au bénéfice d'une population qui ne demande qu'une parcelle de ce qui lui est réellement dû ?

Interrogé sur le déblocage des 460 millions de gourdes par le gouvernement pour les fêtes de fin d'année. « Et si on investissait cet argent dans le nettoyage des quartiers populaires au lieu de le distribuer comme ça à des particuliers à travers le pays. Cela ne se ramène t-il à du gaspillage quand on pense qu'il y a vraiment plein d'autres bonnes choses dans lesquelles on pourrait investir cet argent. Ne pourrait pas penser à mettre des bibliothèques pour les étudiants de l'université d'Etat d'Haïti au lieu de les inviter à participer à cette rafle qu'ils ont d'ailleurs refusée à l'initiative du bureau de la première dame, Sophia Martelly ? », a déclaré le sénateur Jean Hector Anacacis.

Nombreuses sont les personnalités politiques qui vont dans le même sens que le sénateur en ce qui a trait au décaissement des 460 millions de gourdes qu'on aurait pu utiliser à bien d'autres fins évidemment ce qui aurait peut-être plus de trouble et de grogne sociale.

460 millions de gourdes décaissés du trésor public, gaspillés pour faire du show télévisé, corrompre des parlementaires, les étudiants et faire des présents à des partisans, provoquant ainsi la colère de la population qui croupit dans la vie chère, la misère, le chômage, la maladie, l'insalubrité aurait pu servir à bon escient. Des organisations des quartiers populaires de Fort-National, de Bel-Air, de Cité Soleil, de Lassaline, de Martissant, de Carrefour, de Delmas, de Carrefour-feuille et autres ont déjà organisé différentes formes de manifestions pour exiger des changements dans les conditions de vie de la population. Des dirigeants de ces organisations ont véhémentement critiqué la pratique de corruption ou de « papa bon cœur » dont ont fait montre le président Martelly et sa femme. Alors qu'il a souvent parlé de changement, le président est entré d'emblée dans les anciennes pratiques du duvaliérisme déchu depuis plus de deux décennies.

« Défendre Haïti c'est nous défendre nous-mêmes »


Gilbert Joseph 29 ans, Basile Amos 19 ans et Abel Joseph 20 ans

Communiqué du Comité brésilien

Une nouvelle accusation contre les troupes de la mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) : violences contre trois jeunes haïtiens à Fort-Dimanche, quartier de Port-au- Prince, capitale d'Haiti. De nouveau, une triste nouvelle et cette fois c'est l'armée brésilienne qui est accusée de mauvais traitement à l'égard de trois jeunes Gilbert Joseph 29 ans, Basile Amos 19 ans et Abel Joseph 20 ans. Selon les agences de presse internationales, une enquête a été ouverte concernant une "accusation d'agression commise contre trois jeunes par un groupe de huit membre de la troupe brésilienne".

Cette dénonciation a été rendue publique lors d'une conférence de presse du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH). La presse haïtienne a publié des photos montrant les blessures subies par ces trois jeunes qui mettent en cause les troupes brésiliennes.

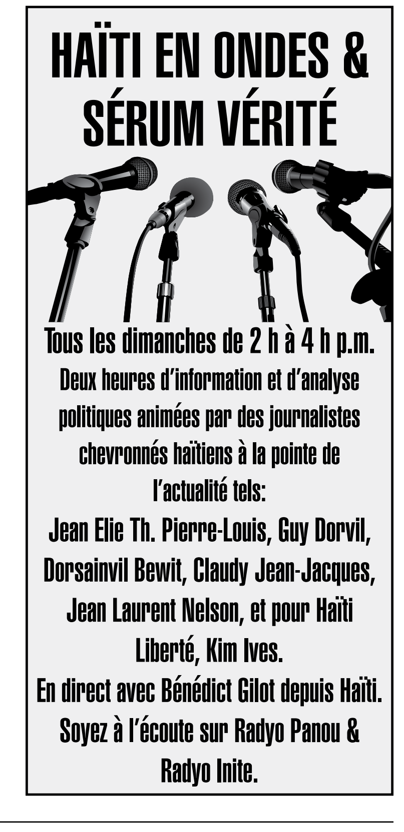
Il ne s'agit pas d'un fait nouveau. A plusieurs reprises le comité "Défendre Haïti c'est nous défendre nous mêmes" a informé le gouvernement brésilien d'innombrables violations des droits de l'homme et de la souveraineté nationale d'Haïti de la part des troupes de la MINUSTAH. Jour après jour, les crimes commis par les troupes de l'ONU sous commandement brésilien, sont plus flagrants. Jour après jour, nous nous apercevons que les troupes brésiliennes n'apportent ni aide ni paix au peuple haïtien, mais vont là-bas pour être entraînées à la torture et à tant d'autres crimes contre le peuple haïtien.

Jour après jour, les commandants de l'armée brésilienne entraînent des jeunes soldats non à la solidarité, mais à la deshumanité. Ce sont les manuels des années de plomb de la dictature militaire qui sont appliqués pour préparer les troupes à agir au Brésil. Ce qu'ils font là-bas, comme l'admettent les commandants de l'armée brésilienne eux mêmes, sert de laboratoire de tactiques militaires appliquées dans les favelas au Brésil.

Nous, comité "Défendre Haïti c'est nous défendre nous mêmes", avons été partie prenante de l'organisation le 5 novembre dernier, à l'assemblée municipale de São Paulo, d'un meeting continental "pour le retrait des troupes de l'ONU", auquel ont participé plus de 600 personnes, venues de 11 Etats du Brésil, avec, à la tribune des représentants de 7 pays (Etats-Unis, Haïti, Bolivie, Argentine, Uruguay, France et Brésil). Ce meeting a réaffirmé l'engagement derrière ce drapeau des diverses organisations syndicales, étudiante et populaires.

Une fois de plus, nous affirmons qu'il faut que cela cesse. Nous nous adressons à la présidente de la République, Dilma Russef et au ministre de la défense Celso Amorim pour exiger que cesse cette honteuse occupation. Le Brésil n'a pas besoin de cette tache sur son histoire. Retirez immédiatement les troupes brésiliennes d'Haïti.

23 décembre 2011



Controverse autour de la publication de la Constitution amendée

Par Isabelle L. Papillon

Le 16 mars 2011, la Constitution du 29 Mars 1987 amendée a été publiée au Journal Officiel, Le Moniteur. Le sénateur Steven Irvenson Benoit cria au scandale puisque sept (7) articles de la Constitution amendée avaient été falsifiés. Ces articles en question concernent les mandats des élus. Selon des parlementaires, c'était le sénateur, Jocelerme Privert, du département des Nippes qui s'était chargé de transmettre ce document à l'Exécutif pour publication. Entretemps, certains parlent de faux en écritures publics qui y ont été glissés et d'autres disent des erreurs matérielles. Dans les deux cas, il y avait des manquements et s'il y en a eu des fautes graves, c'est qu'il y avait un ou des auteurs. Qui pis est, les minutes de la séance en assemblée nationale ont mystérieusement disparu au Parlement. On a dû recourir aux bandes sonores et aux cassettes audiovisuelles pour essayer de repêcher quelques données.

Le 3 Juin 2011, ce texte amendé a été rapporté par le président Michel Martelly alors que le pays continuait à fonctionner sous l'empire de la constitution du 29 Mars 1987. Et depuis, rien n'a été dit sur la question de l'amendement de la Constitution.

Dans l'intervalle, le Parlement s'est mis à réviser le texte sous la supervision de deux organisations de la Société Civile dite minoritaire : Initiative de la Société Civile (ISC), dirigée par Rosny Desroches et Réseau de Défense des Droits Humains, dirigé par Pierre Espérance. Finalement, le lundi 26 décembre 2011, le Parlement a décidé de transmettre le texte amendé ou falsifié au pouvoir exécutif pour la publication à nouveau au Journal officiel. Et alors, le texte va apporter la signature de quel président ! L'ancien président René Préval ou l'actuel président, Michel Joseph Martelly ?

Dans la foulée, les défenseurs de l'amendement entre autres, les sénateurs de l'INITE, les représentants de l'ISC et du RNDDH ne voient aucun problème dans la publication du texte amendé ou falsifié. « Nous avons acheminé le texte au bureau de la Présidence hier (lundi 26 décembre 2011), la version corrigée de l'amendement constitutionnel. Nous avons travaillé avec des experts sur la question, nous avons visionné toutes les cassettes et nous pensons que le document que nous avons envoyé au président de République reflète exactement ce qui a été voté à l'Assemblée nationale.

Lorsque nous avons visionné les cassettes, nous l'avons fait devant des témoins, nous avons d'abord, l'Initiative de la Société Civile qui, depuis le commencement a toujours accompagné le Sénat dans ses démarches, ensuite nous avons le Réseau National de Défense des Droits Humains qui a fait un travail dans ce sens avec nous. Nous attendons maintenant que le président prenne les dispositions nécessaires », a déclaré le président du Sénat, Rodolph Joazile.

Le sénateur des Nippes, Jean William Jeanty ne partage pas ce point de vue. Il se prononce très clairement contre la publication de l'amendement constitutionnel enclenché par la plateforme politique d'INITE. Il s'oppose également à la création de la formation d'un Conseil Electoral Permanent tel qu'il a été conçu par cet amendement. «... nous sommes complètement opposés à la publication de l›amendement constitutionnel pour plusieurs raisons, la première raison c›est que nous croyons qu›elle ne respecte pas la Constitution dans la façon dont cela a été fait, parce que la Constitution depuis son préambule, explique clairement que quelle que soit la décision qui est prise dans le pays, elle doit être prise avec la participation de toutes les personnes or, nous sommes conscients que de la façon dont cet amendement a été fait, il n' y a pas eu de participation, cela a été fait dans la précipitation, dans le désordre au point qu›ils [les parlementaires] ont voté des articles qui n›ont pas été rédigés ce n'est après que la rédaction a été faite, et c›est ce qui explique toute cette confusion.

Comme de fait, lorsqu›il l›a publié [l'amendement] il y a eu un ensemble de députés et de sénateurs qui l'ont contesté et renvoyé. Maintenant, nous apprenons de façon très drôle, qu›il y a une équipe de personnes qui l›ont corrigé. Pour nous c›est un autre scandale, parce que ce n›est pas n›importe qui peut agir sur un acte officiel de cette manière, pour le corriger. De quel droit l›Initiative de la Société Civile, le Président du Sénat, de la Chambre des députés se sont-ils arrogés pour corriger un acte public aussi important qui a été voté? C›est vrai qu›il avait des problèmes, mais une chose faite par l'Assemblée, c›est à l'Assemblée de la corriger, pour



Si l'amendement en français a pu être publié, on aura alors deux constitutions dans un seul pays : La constitution de 1987 en créole et un amendement en français

nous c›est un scandale. D›autant que cette chose, va donner naissance à ce que nous appelons un Conseil Électoral Permanent, alors que pour nous, ce qui devait être fait après ces élections, c›est un bilan réel du dernier processus électoral qui a débouché sur tout ce que nous avons vécu comme problèmes

Ce qui caractérise le Conseil Électoral Permanent, c›est la non-participation, parce que dans l›esprit et dans la lettre de la Constitution, une des choses qui constitue le point fort du Conseil Électoral Provisoire ou Permanent, c›est la participation. Les constitutionnalistes conscients que le pays est un pays fracturé [...] ils voulaient s›assurer que tout le monde pouvait participer pour avoir un Conseil Électoral équilibré.

Maintenant, on va le faire avec essentiellement 10 personnes qui viennent du pouvoir Exécutif. Toutes les conditions sont réunies pour avoir un Conseil Électoral déséquilibré qui va déboucher encore sur une « gargote » électorale [...] nous pensons qu'un consensus national doit être recherché sur différents points pour qu›on trouve une façon de faire les prochaines élections. Il faut que nous mettions en place un Conseil Électoral Provisoire de consensus... [...] nous pouvons toujours nous entendre, pour que ce soit la dernière fois que nous faisons cela, nous entendre sur des mécanismes intermédiaires pour faire un Conseil Électoral Permanent à la longue, mais par rapport aux traumatismes que nous venons de vivre, nous ne pouvons pas aller de l›avant et faire un Conseil Électoral Permanent au risque d'avoir un autre Gaillot Dorsinvil, ou même plusieurs Gaillot Dorsinvil qui auraient un mandat de 10 ans pour continuer à faire des élections et traîner le pays dans une spirale de violence...»

L'ancien constitutionnaliste, Georges Michel, quant a lui a soulevé quatre points forts pour faire tomber l'amendement de la Charte fondamentale d'Haïti. D'abord la question de la langue, la constitution de 1987 a été ratifiée et publiée en français et en créole. La version créole a été publiée dans le numéro 36-A du Mardi 28 Avril 1987 au Journal officiel de la République, Le Moniteur. Alors que l'amendement est fait seulement en français, le président du Sénat, Rodolph Joazile a fait semblant d'ignorer la publication de la version créole. Donc si l'amendement en français a pu être publié, on aura alors deux constitutions dans un seul pays : La constitution de 1987 en créole et un amendement en français. Deuxièmement, un faux en écriture publique est un crime et est sanctionné par la loi. Donc les auteurs de faux devront être punis. Les bureaux du Sénat et de la Chambre des députés ne peuvent s'arroger le droit de corriger un acte public entaché de faux ou d'erreurs.

Troisièmement, il a mis en question l'aspect juridique et moral du texte amendé parce que chaque Chambre a voté un texte différent et en dernier lieu le contenu du texte amendé n'a fait l'objet d'aucun débat dans la Société.

La Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH), dans son rapport de l'année 2011, sur la situation des droits humains en Haïti, s'interroge ainsi sur le processus d'amendement de la constitution de 1987 : « Dans la courte période de la transition présidentielle, la 49e Législature a voté maladroitement le projet d'amendement que l'administration Préval avait présenté à la 48e. Il faut souligner que le processus d'amendement était largement contesté par les acteurs de la société civile haïtienne et des mouvements sociaux car la procédure tracée par la Constitution n'a pas été respectée. A ce titre, la POHDH et d'autres institutions de Droits Humains ont organisé plusieurs conférences en vue de dénoncer la démarche.

Réalisé à la va-vite, le texte amendé publié par l'administration du Président sortant, René PREVAL, a été rempli d'erreurs et de fraudes. Alors, le Président MARTELLY a pris un arrêté pour rentrer le texte amendé. La POHDH croit que toute nouvelle décision de l'administration MARTELLY visant à publier la soi-disant version originale du document amendé constituera un véritable scandale et un complot contre la Nation Haïtienne. »

Dans cet embrouillamini constitutionnel, quels sont les véritables enjeux des parties qui s'affrontent ? Pour certains, la formation du Conseil Electoral Permanent et la constitution amendée ont enlevé le droit à la participation du peuple haïtien à la formation du Conseil Electoral Permanent. Dans la constitution de 1987, l'article 192 se lit ainsi : « Le Conseil Electoral comprend neuf (9) membres choisis sur une liste de trois (3) noms proposés par chacun des Assemblées Départementales : 3 sont choisis par le pouvoir exécutif ; 3 sont choisis par la Cour de Cassation ; 3 sont choisis par l'Assemblée Nationale… » Et dans la constitution amendée l'article 192 est ainsi modifié : « Le Conseil Electoral Permanent comprend neuf (9) membres choisis comme suit : 1) 3 sont choisis par le pouvoir exécutif ; 2) 3 sont choisis par la cour de Cassation ; 3) les 3 autres sont choisis par l'Assemblée Nationale. »

Pour d'autres, le moment est venu de doter le pays d'un Conseil constitutionnel pour que les Haïtiens vivant à l'étranger puissent être intégrés dans la vie nationale.

Suite de la page (4)

« *Depuis le lancement du FNE, les $ 60 millions de dollars [américains] supposés être au compte du gouvernement pour l'éducation n'ont pas été trouvés* », selon Defend Haïti. « *Lors d'une réunion avec le Comité des finances du Sénat en Décembre, le gouverneur de la Banque de la République d'Haïti [Castel Charles] a déclaré que seulement 4,8 millions de dollars [américains] se trouvent au compte de la FNE et qu'aucun retrait n'avait été fait du fonds et que cela représentait tout l'argent collecté à partir des frais de 1,50 $ [américaine] sur les transferts.* ». Les chiffres de M. Castel de 4,8 millions de dollars le mois dernier ont été contredits par l'ancien conseiller en éducation de Martelly, Gaston George Merisier, qui a annoncé le 30 septembre que l'impôt sur les appels téléphoniques et les transferts avait rapporté quelque $28 millions de dollars [américains]. Le FNE a été conçu et est administré par Laurent Lamothe, ministre des Affaires étrangères, sans contrôle parlementaire.

Le gouvernement haïtien « *a dépensé un montant sans précédent d'argent dans une campagne de désinformation* », a rapporté Defend Haiti. « *Les spots de radio et de télévision, les panneaux d'affichage et même les discours du président Martelly, ont affirmé que près d'un million d'enfants sont scolarisés gratuitement.* »

Mais Nau a admis que plus de 54% des 903 000 étudiants que le gouvernement prétend fréquenter l'école gratuitement, étaient déjà inscrits dans le système scolaire national qui est gratuit en Haïti, et que leurs frais d'inscription annuelle de 2,50 $ à 5 $ ont été payés par la Fondation Clinton, et non pas par le FNE.

« *Les 400 000 autres étudiants bénéficient du programme 'Une Éducation Pour Tous', lancé par la Banque mondiale et d'autres banques internationales* », a rapporté Defend Haïti.

En octobre dernier dans une interview à Radio Vision 2000, le sénateur Steven Benoît a dénoncé comme « *illégaux* » les impôts prélevés sur les appels et les transferts d'argent internationaux. Il a déclaré que seuls deux institutions de l'État ont été autorisées à prélever une telle taxe: La Direction générale de Impôts (DGI) et l'Administration générale des douanes (AGD).

Benoit a souvent rejoint le sénateur Moise Jean-Charles en accusant le gouvernement de Martelly de corruption et d'irrégularité financière. En septembre dernier, Jean-Charles a critiqué le président Martelly pour avoir payé $13 000 la nuit pour son hôtel lorsqu'il a assisté à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« *Le chef de l'Etat aurait pu descendre dans un hôtel moins cher comme l'ont fait les représentants de Cuba et du Venezuela* », a dit le sénateur au journal Le Nouvelliste.

Activités Communautaires



Les gradués en computer de la Haitian Family Resource Center HFRC

A tous ceux des adultes et même des jeunes adultes qui en sont intéressés, il est porté à leur connaissance que le training en computer qui se donnait au Haitian Family Resource Center HFRC, 1783 Flatbush Ave à Brooklyn vient d'avoir sa graduation par des certificats remis aux personnes qui avaient suivi les cours.

HFRC remercie bien tous ceux et celles qui en sont sortis gratifiés à cette cérémonie du jeudi 29 décembre 2011 tels : Achille Francesse, Alexis Carolle, Calixte Myrtha, Clitus Lovely, Deshommes Diogène, Douze Fito, Eliassaint Jeffry, Emmanuel Jeanine, Estimé Ghislaine, Jn Jacques Mona, Joseph Pierre, Lemaine Paulenise, Manuel Jn Robert, Noel Claudette, Semexan Jonaze, St Aimé Marie, Symby Irma et Toussaint Alette.

A ce même centre, d'autres services sont dispensés aux récipiendaires comme l'anglais et l'immigration, tous sous la supervision du Rev Vérel Montauban, président, Marilyn Pierre directrice exécutive, et de Judith Polidor coordonnatrice.

Pierre L. Florestal

Outspoken Senator Charges:

Martelly Government a "Cesspool" of Corruption and Nepotism

by Kim Ives

President Joseph Michel "*Sweet Micky*" Martelly is shoveling money out of the national treasury to family and friends through expensive foreign junkets, aircraft rentals, vehicle acquisitions, and irregular withdrawals from Haiti's central bank, according to Moïse Jean-Charles, a Senator representing Haiti's North department.

In a recent speech he gave at a rally of the Lavalas Family party in Brooklyn, NY and in an exclusive interview with *Haïti Liberté*, Jean-Charles pointed to a host of inflated costs and official expenses that he says are funneling millions of dollars from public coffers to the First Family and its close friends.

"*In the past, when a Haitian president traveled abroad, the state would pay him $5,000 per day for expenses,*" Jean-Charles told *Haïti Liberté*. "*Now, President Martelly has quadrupled that per diem to $20,000 a day. When his wife travels with him, she gets $10,000 a day; if his children tag along, they get $7,500 a day each; and for the other people in his entourage, they get $4,000 a day.*"

Jean-Charles said that the per diem expenses are very high because Martelly "*does not travel with 12 people, or with 15 people; he always travels with 30 people.*"

It took President Martelly five months to have a prime minister and a government approved by the Parliament, during which time he made several international trips including to Spain, the U.S., and Chile.

At a Dec. 18 rally to mark the 21st anniversary of Jean-Bertrand Aristide's historic first-round victory in Haiti's Dec. 16, 1990 presidential election, Senator Jean-Charles told some 200 Lavalas Family partisans at St. Jerome church in Brooklyn's East Flatbush neighborhood that eight days after Martelly's inauguration on May 14 "*he had the governor of the central bank give him five bulletproof cars, which cost the Haitian state $2.5 million US.*"



Kim Ives/Haïti Liberté

Haitian Senator Moïse Jean-Charles (left) speaking to a large Haitian meeting in Brooklyn, NY on Dec. 18

Two weeks later, the central bank governor bought 60 Toyota Prado SUVs "*not for state officials, but for [Martelly's] children, for his wife, and for people living with him,*" Jean-Charles told the crowd.

The Senator also chided the Martelly government for renting two helicopters from a U.S. company for which Haiti pays $150,000 monthly. Furthermore, Jean-Charles said, President Martelly has rented a private jet for his travel which costs $1,700 per hour flown.

"*These are the type of costs being incurred by President Martelly, the president of the poorest nation on the continent,*" the Senator said at the Dec. 18 rally.

Jean-Charles did not disclose to *Haïti Liberté* how he learned the information he alleges, but he did say that his sources range from documents to dismayed and disgruntled government ministers.

Several ministers were particularly vexed to receive an invoice from a company which worked closely with First Lady Sophia Martelly sprucing up the ministries' offices with unsolicited Christmas decorations, Jean-Charles said. "*There may be a conflict of interest for the First Lady to be using this company which is close to her, and charging up costs which are outside of her authority,*" he added.

Jean-Charles also questioned how the First Lady's father, Charles "Bébé" St. Rémy, was able "*to go to the Central Bank and release $30 million US on the grounds that he was going to buy fertilizer for peasants*" in Haiti's Artibonite Valley, the senator told the Brooklyn rally. "*Where is the fertilizer?*"

Jean-Charles later told *Haïti Liberté* that he had recently traveled to towns and rural sections around the Artibonite and could find no evidence that any peasants there had received any fertilizer from the funds which St. Rémy withdrew.

President Martelly's 18-year-old son, Sandro Martelly, was also able to go to the Central Bank and have released 60 million gourdes (about $1.5 million US) for a "Presidency Cup" soccer game this past December, the senator charged. "*Does he have the right to do that?*" Jean-Charles asked.

"*President [René] Préval left $1.9 billion US*" when he left office on May 14, said Senator Jean-Charles. "*That money should be in circulation. But not one gourde remains. Where did that money go?*"

A National Palace spokesman did not reply to *Haiti Liberté*'s request for a response to Jean-Charles' charges.

Senator Moïse Jean-Charles first rose to national prominence as the leader of the Milot Peasants Movement (MPM) during the 1980s. Later as the mayor of Milot, the northern city which was home to Henri Christophe's Sans Souci Palace and the Citadelle, Jean-Charles became known for his fierce resistance to the coup d'états of both 1991 and 2004 against Aristide. He later was elected Senator under the banner of Préval's party, since Aristide's Lavalas Family party was disqualified from electoral participation.

"*Martelly always said that we were the 'magouilleurs' (unprincipled ones), that we were incompetent,*" Jean-Charles told the Brooklyn rally. "*But just look at what he's given us today. It is a real cesspool. We have to denounce these things.*"

The senator's charges come at a time when other troubling matters are coming to light. Last week, Martelly's education advisor Dimitri Nau "*admitted that none of the money collected through a tax on international calls and money transfers is being used towards education in Haiti*" as Martelly had claimed, according to the website Defend Haiti in a Jan. 3 dispatch.

Martelly launched the National Fund for Education (FNE) in May 2011 with the goal of collecting $8.5 million per month by taxing all international phone calls in and out of Haiti at 5 cents per minute and all international money transfers which the Haitian diaspora sends back to family members – Haiti's largest source of foreign revenue – at $1.50 per transfer.

"*Since the launch of the FNE, the estimated $60 million [US] expected to be in the government's account for education have not been found,*" according to Defend Haiti. "*In a meeting with the Senate Finance Committee in December, the Governor of the Bank of the Republic of Haiti [Charles Castel] said that $4.8 million [US] were all the dollars in the FNE and that no withdrawals had been made from the fund and that this only accounted for money collected through the $1.50[US] fee on transfers.*"

Castel's figure of $4.8 million last month was contradicted by Martelly's former Education adviser, Gaston George Merisier, who announced on Sep. 30 that the phone call and transfer tax had raised some $28 million [US]. The FNE has been conceived of and administered by Foreign Minister Laurent Lamothe without parliamentary supervision.

The Haitian government "*has spent an unprecedented amount of money on a campaign of misinformation,*" reported Defend Haiti. "*Radio and television commercials, billboards, and even the speeches of President Martelly have claimed that nearly a million children are attending school for free.*"

But Nau admitted that over 54% of the 903,000 students the government claims are going to school for free were already attending Haiti's free national school system, and that their $2.50 to $5 annual registration fee was paid for by the Clinton Foundation, not the FNE.

"*The other 400,000 students are benefitting from an 'Education for All' program launched by the World Bank and other international banks,*" reported Defend Haiti.

Last October in an interview with Radio Vision 2000, Senator Steven Benoit said that the taxes being levied on international calls and international money transfers are "*illegal.*" He said that only two state institutions were authorized to collect such a tax: the General

Directorate of Taxes (DGI) and the General Customs Administration (AGD).

Senator Benoit has often joined Senator Moïse Jean-Charles in accusing the Martelly government of corruption and financial malfeasance. Last September, Jean-Charles criticized President Martelly for paying $13,000 a night for his hotel when attending the UN General Assembly.

"*The chief of State could have gone to a less expensive hotel as the representatives of Cuba and Venezuela did,*" the senator told the Haitian daily *Le Nouvelliste*.

Homicide Rate Study Challenges Mainstream Portrait of a "Violent" Haiti

By Roger Annis

The 2011 Global Study on Homicide by the UN Office on Drugs and Crime (UNODP) has published its world survey for 2011. Its published figures on homicide rates place Haiti very low in comparison to the other countries of the Caribbean and Latin America.

According to the study, Haiti's homicide rate in 2010 was 6.9 per 100,000 people. That compares to Jamaica (highest rate in the Caribbean) at 52, Trinidad at 35, the Bahamas at 28 and the neighboring Dominican Republic at 24. The rate for the U.S. colonies of Puerto Rico and U.S. Virgin Islands (2007 statistics) is 26 and 39, respectively.

The highest murder rates in the world are in Honduras (82), El Salvador (66), Belize (42) and Guatemala (41), all of which are U.S. client states. By comparison, Nicaragua's rate is 13, Mexico's is 20 and Brazil's is 23 (2009 figures). Haiti's rate is only marginally higher than the U.S., which is 5.

The UN report does not contain figures for Haiti for the two years of illegal, foreign-engineered government in 2004 and 2005. But during the four years of elected government from 2000 to 2004, the annual rate was high, between 15 and 20. These were the violent years in which paramilitary forces assaulted ordinary

continued to page (16)

Seven Places Where Haiti's Earthquake Money Did and Did Not Go

by Bill Quigley and Amber Ramanauskas

Haiti, a close neighbor of the U.S. with over nine million people, was devastated by earthquake on Jan. 12, 2010. Hundreds of thousands were killed and many more wounded.

The UN estimated international donors gave Haiti over $1.6 billion in relief aid since the earthquake (about $155 per Haitian) and over $2 billion in recovery aid (about $173 per Haitian) over the last two years.

Yet Haiti looks like the earthquake happened two months ago, not two years. Over half a million people remain homeless in hundreds of informal camps, most of the tons of debris from destroyed buildings still lies where it fell, and cholera, a preventable disease, was introduced into the country and is now an epidemic killing thousands and sickening hundreds of thousands more.

It turns out that almost none of the money that the general public thought was going to Haiti actually went directly to Haiti. The international community chose to bypass the Haitian people, Haitian non-governmental organizations and the Haitian government. Funds were instead diverted to other governments, international non-governmental organizations (NGOs), and private companies.

Despite this near-total lack of control of the money by Haitians, if history is an indication, it is quite likely that the failures will ultimately be blamed on the Haitians themselves in a "*blame the victim*" reaction.

Haitians ask the same question as many around the world: "*Where did the money go?*"

Here are seven places where the earthquake money did and did not go.

One.

The largest single recipient of U.S. earthquake money was the U.S. government. The same holds true for donations by other countries.

Right after the earthquake, the U.S. allocated $379 million in aid and sent in 5000 troops. The Associated Press discovered that of the $379 million in initial U.S. money promised for Haiti, most was not really money going directly, or in some cases even indirectly, to Haiti. They documented in January 2010 that 33 cents of each of these U.S. dollars for Haiti was actually given directly back to the U.S. to reimburse ourselves for sending in our military. Forty two cents of each dollar went to private and public non-governmental organizations like *Save the Children*, the

continued to page (16)



L'explosion de l'Europe est presque inévitable. L'Euro, en tant que monnaie de référence, sera abandonné au profit de monnaies nationales nouvelles ou anciennes accompagnées de dévaluations et de mesures protectionnistes



L'économie des Etats-Unis sombrera dans la récession en 2012 et la "relance sans emplois de 2011" sera suivie d'une hausse importante du chômage en 2012



Occupy Wall Street, un mouvement de masse spontané. Avec moins de ressources, plus de dette et une résistance populaire croissante, les gouvernements ne pourront pas sauver le système



Il y a de grandes raisons de croire que l'année 2012 sera le début d'un décli

La perspective économique, politique et sociale de 2012 est profondément négative. Quasiment tous les économistes orthodoxes de la pensée dominante, sont pessimistes en ce qui concerne l'économie mondiale. Bien que, là aussi, leurs prédictions sous-estiment l'étendue et la profondeur de la crise, il y a de grandes raisons de croire que 2012 sera le début d'un déclin plus important que celui engendré par la Grande Récession de 2008-2009. Avec moins de ressources, plus de dette et une résistance populaire croissante, les gouvernements ne pourront pas sauver le système.

Par James PETRAS

Beaucoup des principales institutions et relations économiques qui ont été la cause et la conséquence de l'expansion capitaliste régionale et mondiale des 30 dernières années sont en train de se désintégrer et de sombrer dans le chaos. Les anciens moteurs économiques de l'expansion globale, les Etats-Unis et l'Union Européenne, ont épuisé leurs ressources et sont clairement en déclin. Les nouveaux centres de croissance, la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie, qui pendant une «courte décennie» ont donné un nouvel élan à la croissance mondiale, arrivent en fin de course, leur décélération est rapide et continuera pendant toute l'année prochaine.

L'explosion de l'Union Européenne

En particulier l'Union Européenne gangrenée par la crise se désintègrera et au lieu des relations croisées actuelles on aura des accords de commerce ou d'investissement bilatéraux ou multilatéraux. L'Allemagne, la France, les Pays-Bas et les pays nordiques essayeront de négocier le virage. L'Angleterre —c'est à dire la Cité de Londres— dans son splendide isolement, basculera en croissance négative, ses organismes financiers s'évertuant à trouver de nouvelles opportunités de spéculation dans les états pétroliers du Golfe et autres «niches». L'Europe centrale et l'Europe de l'est, en particulier la Pologne et la République Tchèque, se rapprocheront de l'Allemagne mais souffriront des conséquences du déclin général des marchés mondiaux. L'Europe du sud (la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie) entreront dans une profonde récession et le règlement de l'énorme dette par des assauts sauvages sur les salaires et les avantages sociaux réduira drastiquement la demande des consommateurs.

Le chômage et le sous-emploi dus à la récession atteindront un tiers des personnes en âge de travailler et cela provoquera des conflits sociaux de longue durée qui s'élargiront en soulèvements populaires. L'explosion de l'Europe est presque inévitable. L'Euro, en tant que monnaie de référence, sera abandonné au profit de monnaies nationales nouvelles ou anciennes, accompagnées de dévaluations et de mesures protectionnistes. Le nationalisme sera à l'ordre du jour. Les Banques allemandes, françaises et suisses subiront d'énormes pertes sur les prêts consentis au Sud. Leur sauvetage engloutira des sommes énormes, clivant les sociétés allemandes et françaises en opposant les contribuables majoritaires aux banquiers. Le militantisme syndical et le pseudo «populisme» de droite (néo-fascisme) intensifieront les luttes nationalistes et les luttes de classe.

Une Europe fragmentée et socialement déchirée sera moins susceptible de se joindre à une opération militaire israélo-étasunienne d'inspiration israélienne contre l'Iran (ou même la Syrie). L'Europe en crise s'opposera à une attitude agressive des Etats-Unis à l'égard de la Russie et de la Chine.

Etats-Unis : La récession revient pour de bon

Les Etats-Unis subiront les conséquences de leur énorme déficit fiscal et ne seront pas capables de contrecarrer financièrement la récession mondiale de 2012. Ils ne pourront pas non plus «externaliser» leur solution de la crise en se tournant vers l'Asie auparavant dynamique car la Chine, l'Inde et le reste de l'Asie sont en perte de vitesse économique. La Chine aura une croissance bien inférieure à ses 9% habituels. L'Inde passera de 8% à 5% ou moins encore. De plus, la politique militaire «d'encerclement» pratiquée par le régime d'Obama et sa politique économique d'exclusion et de protectionnisme écarteront la possibilité que la Chine contribue à la relance.

Le militarisme aggrave le déclin économique

Les Etats-Unis et l'Angleterre seront les plus grands perdants de la reconstruction économique de l'Irak après la guerre. Les entreprises étasuniennes et anglaises obtiendront moins de 5% des 186 milliards de projets d'infrastructures (Financial Times, 12/16/11, p 1 et 3). Ce sera sans doute la même chose en Libye et ailleurs. L'armée impériale étasunienne détruit un adversaire, creuse sa dette pour le faire, et des pays qui n'ont pas pris part au conflit récoltent les juteux contrats de la reconstruction économique d'après guerre.

L'économie des Etats-Unis sombrera dans la récession en 2012 et la «relance sans emplois de 2011» sera suivie d'une hausse importante du chômage en 2012. En fait la force de travail toute entière se contractera au fur et à mesure que ceux qui ne touchent plus d'indemnités de chômage cesseront de s'inscrire.

L'exploitation des travailleurs («la productivité») s'intensifiera à mesure que les capitalistes forceront les travailleurs à travailler toujours plus pour un salaire toujours moindre, creusant ainsi le fossé entre les salaires et les profits.

La récession économique et la hausse du chômage seront accompagnées de coupes sauvages dans les programmes sociaux pour subventionner les banques et les industries en difficulté. Les débats entre les partis politiques porteront sur l'importance des coupes qu'il faut imposer aux travailleurs et aux retraités pour gagner «la confiance» des actionnaires. Confronté à des choix politiques aussi limités, l'électorat réagira en ne réélisant pas les dirigeants sortants, en s'abstenant de voter et en organisant des mouvements de masse spontanés comme "Occupy Wall Street". L'insatisfaction, l'hostilité et la frustration domineront la culture. Les démagogues du Parti Démocratique se serviront de la Chine comme bouc émissaire ; les démagogues du Parti Républicain blâmeront les immigrants. Et les deux partis fulmineront contre les «fascistes islamistes», en particulier contre l'Iran.

Nouvelles guerres au milieu des crises : les sionistes tirent les ficelles

Les «52 présidents des principales organisations juives étasuniennes» et leurs partisans «Israël avant tout» du Congrès Etasunien, du Département d'Etat, du Trésor et du Pentagone inciteront à la guerre contre l'Iran. S'ils parviennent à leurs fins, il y aura une explosion régionale et une dépression mondiale. Etant donné la capacité du régime extrémiste israélien à obtenir du Congrès Etasunien et de la Maison Blanche une adhésion inconditionnelle à tous ses plans belliqueux, on ne peut écarter l'éventualité d'une aussi terrible catastrophe.

Chine : Les mécanismes compensatoires en 2012

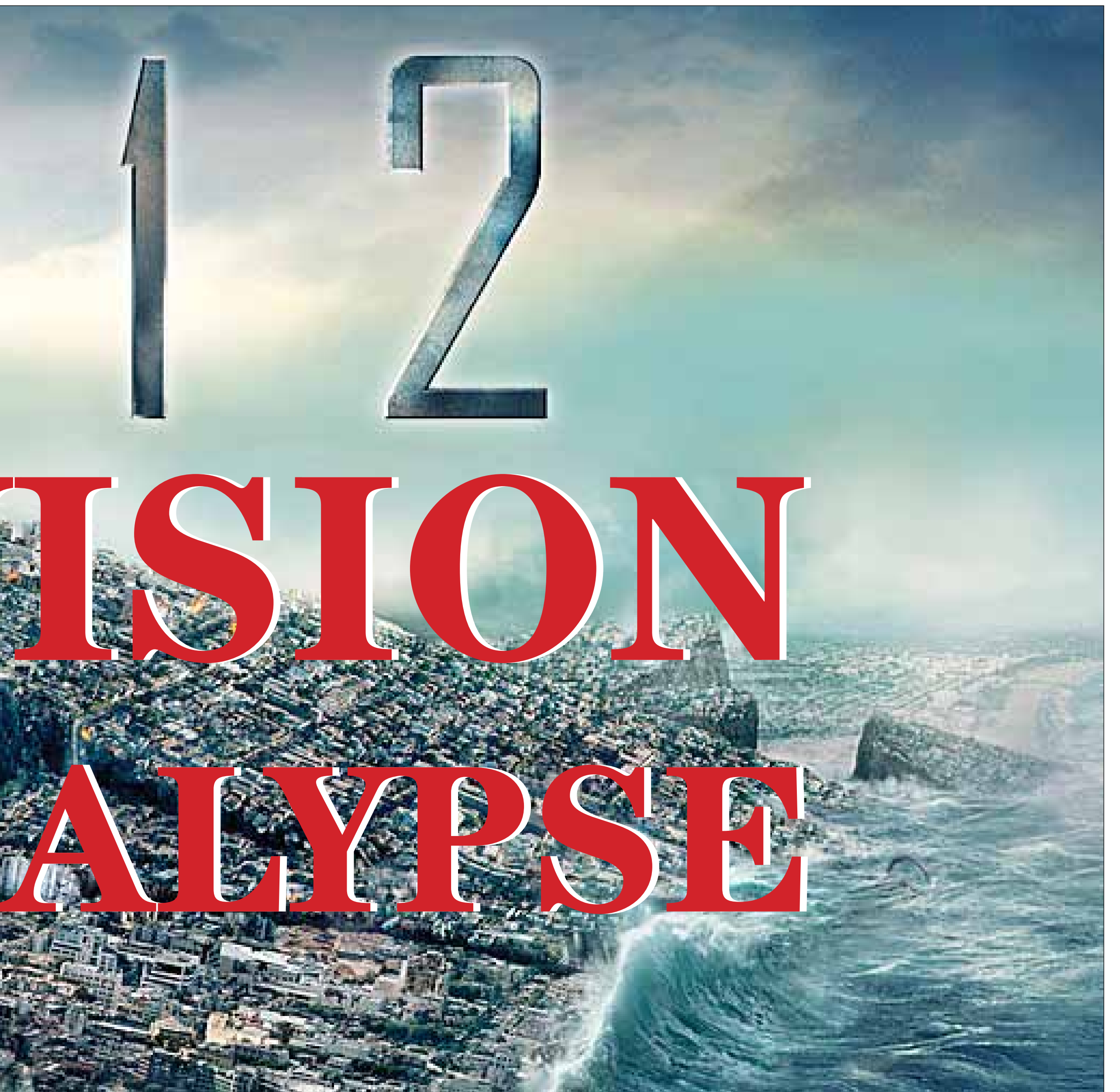
Les Etats-Unis subiront les conséquences ... pas capables de contrecarrer financiè

La Chine affrontera la récession mondiale de 2012 avec plusieurs options disponibles pour diminuer son impact. Beijing peut modifier sa production et produire des marchandises et des services pour les 700 millions de consommateurs qui ne sont pas pris dans la tourmente économique. En augmentant les salaires, les services sociaux et la qualité de l'environnement, la Chine peut compenser la perte des marchés étrangers. La croissance économique de la Chine, qui s'origine en grande partie dans la spéculation du marché immobilier, sera affectée par l'éclatement de la bulle. Un recul sévère s'ensuivra provoquant des pertes d'emplois, des faillites municipales et l'augmentation des conflits sociaux et des conflits de classes. Cela pourra entraîner soit une plus grande répression soit une démocratisation graduelle. L'issue affectera profondément les relations commerciales de la Chine. La crise économique renforcera probablement le contrôle de l'Etat sur le marché.



La Russie affronte la crise

L'élection du Président Poutine diminuera le soutien de la Russie aux soulèvements et aux sanctions fomentés par les Etats-Unis contre les alliés et les partenaires commerciaux de la Russie. Poutine se rapprochera de la Chine et bénéficiera de l'éclatement de l'Europe et de



n plus important que celui engendré par la Grande Récession de 2008-2009



Obama prépare le terrain pour une guerre plus importante au Moyen-Orient en déplaçant des troupes d'Irak et d'Afghanistan pour les concentrer sur l'Iran



La classe financière dominante anglaise, isolée de l'Europe, mais dominante en Angleterre, obligera le gouvernement conservateur à "réprimer" les révoltes populaires et syndicales



s de leur énorme déficit fiscal et ne seront rement la récession mondiale de 2012

l'affaiblissement de l'OTAN.

L'opposition russe soutenue par les médias occidentaux utilisera son poids financier pour discréditer Poutine et promouvoir le boycott des investissements, ce qui ne les empêchera pas de perdre largement les élections présidentielles. La récession mondiale affaiblira l'économie russe et la forcera à choisir entre les nationalisations ou l'utilisation croissante des fonds de l'Etat pour tirer d'affaire les oligarques influents.

La transition 2011-2012 : De la récession et la stagnation régionales aux crises mondiales

L'année 2011 a posé les fondations de l'explosion de l'Union Européenne. Les crises ont commencé avec la déconfiture de l'Euro, la stagnation aux Etats-Unis et la déferlante dans le monde des manifestations populaires contre les indécentes inégalités. Les événements de 2011 ont donné un aperçu de ce que nous prépare 2012 : des guerres commerciales débridées entre les principales puissances, l'exaspération des luttes entre impérialistes et la perspective de soulèvements populaires qui tournent en révolutions. De plus, l'escalade de la fièvre belliciste orchestrée par les sionistes contre l'Iran en 2011 laisse présager la plus terrible guerre régionale depuis le conflit étasuno-indo-chinois. Les campagnes électorales et les résultats des élections aux Etats-Unis, en France et en Russie aggraveront les conflits mondiaux et les crises économiques.

En 2011 le régime Obama a initié une politique de confrontation militaire avec la Russie et la Chine et des politiques destinées à gêner et retarder la montée de la Chine en tant que puissance économique mondiale. A cause de l'aggravation de la récession économique et du déclin des marchés étrangers surtout en Europe, une guerre commerciale d'envergure éclatera. Washington poursuivra une politique agressive visant à limiter les exportations et les investissements chinois. La Maison Blanche intensifiera ses efforts pour empêcher le commerce et les investissements de la Chine en Asie, en Afrique et ailleurs. On peut s'attendre à des efforts renouvelés de la part des Etats-Unis pour exploiter les conflits ethniques et populaires intérieurs de la Chine et augmenter sa présence militaire le long des côtes chinoises. Une provocation majeure ou des incidents montés de toutes pièces ne sont pas à exclure. Tout cela pourrait mener en 2012 au nationalisme fanatique et à une nouvelle et coûteuse «Guerre Froide». Obama a fourni le cadre et la justification d'une confrontation à grande échelle et de longue durée avec la Chine. Ce sera un effort désespéré pour maintenir l'influence étasunienne et ses positions stratégiques en Asie. Le «quadrilatère de pouvoir» de l'armée étasunienne —les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Corée— avec le soutien des satellites philippins, essayera de détruire les liens commerciaux de la Chine au moyen de la puissance militaire de Washington.

Europe : Intensification de l'austérité et de la lutte des classes

Les programmes d'austérité imposés à l'Europe, de l'Angleterre à la Lettonie en passant par l'Europe du Sud, seront la marque de 2012. Des licenciements massifs dans le secteur public et des salaires et des offres d'emploi en réduction dans le privé engendreront une guerre continuelle entre les classes sociales et la remise en question des régimes. Les «politiques d'austérité» du Sud provoqueront une incapacité de payer la dette qui entraînera la faillite de banques françaises et allemandes. La classe financière dominante anglaise, isolée de l'Europe, mais dominante en Angleterre, obligera le gouvernement conservateur à «réprimer» les révoltes populaires et syndicales. Un nouveau style de règle autocratique néo-thatcherienne verra le jour ; l'opposition syndicale formulera des revendications de pure forme tout en serrant la bride à la populace rebelle. En un mot, les politiques sociales économiques régressives développées en 2011 ont préparé le cadre dans lequel de nouveaux régimes policiers pourront réprimer dans le sang les travailleurs et les jeunes chômeurs sans avenir.

Les guerres qui vont sonner le glas de «l'Amérique telle que nous la connaissons»

Aux Etats-Unis, Obama a préparé le terrain pour une guerre plus importante au Moyen-Orient en déplaçant des troupes d'Irak et d'Afghanistan pour les concentrer sur l'Iran. Pour déstabiliser l'Iran, Washington multiplie les opérations militaires et civiles secrètes contre les alliés de l'Iran, en Syrie, au Pakistan, au Venezuela et en Chine. Voilà les ingrédients de la stratégie belliqueuse israélo-étasunienne contre l'Iran : des guerres dans les états voisins, des sanctions économiques internationales, des attaques cybernétiques pour mettre à mal les industries vitales et des assassinats ciblés de savants et d'officiels militaires. Le projet en son entier, de sa planification à son exécution, peut être attribué, sans risque d'erreur, à la configuration du pouvoir sioniste qui tient les positions stratégiques dans l'Administration étasunienne, les médias dominants et la «société civile». Une analyse systématique des politiciens étasuniens du Congrès qui promeuvent et mettent en oeuvre la politique de sanctions montre que les rôles principaux sont tenus par des méga-sionistes (les adeptes du «Israël avant tout») comme Ileana Ros-Lehtinen et Howard Berman, Dennis Ross à la Maison Blanche, Jeffrey Feltman au Département d'Etat et Stuart Levy et son remplaçant David Cohenson au Trésor. La Maison Blanche est entièrement aux mains des collecteurs de fonds sionistes et fait ce que veulent les 52 présidents des principales organisations juives étasuniennes.

La stratégie israélo-sioniste est d'encercler l'Iran, de l'affaiblir économiquement et de l'attaquer militairement. L'invasion de l'Irak a été la première guerre des Etats-Unis au bénéfice d'Israël ; la guerre de Libye, la seconde ; la guerre par personnes interposées contre la Syrie, la troisième. Ces guerres ont détruit les adversaires d'Israël ou sont en passe de les détruire. En 2011, les sanctions économiques destinées à créer de l'agitation intérieure en Iran ont été la principale arme sélectionnée. La campagne pour les sanctions internationales a mobilisé toute l'énergie des lobbys sionistes. Ils n'ont rencontré aucune résistance dans les médias dominants, ni au Congrès, ni dans les bureaux de la Maison Blanche. La Configuration de Pouvoir Sioniste (CPS) n'a pas été l'objet de la moindre critique de la part des groupuscules, mouvements ou journaux de la gauche progressiste, à part quelques notables exceptions.



Regardez maman, il n'y a plus d'avenir !

Le repositionnement des troupes étasuniennes de l'Irak aux frontières de l'Iran, les sanctions et l'influence grandissante de la cinquième colonne israélienne aux Etats-Unis signifient que la guerre va s'étendre aux Moyen-Orient. Cela implique sans doute une attaque aérienne «surprise» de missiles par les forces étasuniennes. Elle sera justifiée par une prétendue «attaque nucléaire imminente» inventée par le Mossad israélien et transmise dans les termes exacts par le CPS à ses laquais du Congrès étasunien et de la Maison Blanche pour être officialisée et diffusée au monde entier. Ce sera une guerre meurtrière, sanglante et longue au profit d'Israël ; les Etats-Unis en paieront le prix militaire direct et le reste du monde paiera un prix économique élevé. La guerre étasunienne fomentée par les sionistes fera évoluer la récession du début de 2012 en une profonde dépression vers la fin de l'année et provoquera sans doute des soulèvements populaires massifs.

Conclusion

Tout indique que 2012 sera une année déterminante dans la crise économique dévastatrice qui s'étend de l'Europe et des Etats-Unis vers l'Asie et leurs états-clients d'Afrique et d'Amérique Latine. La crise sera vraiment mondiale. Les conflits entre les pays impérialistes et les guerres coloniales saperont touts les efforts pour mettre fin à la crise. En réaction, des mouvements de masse verront le jour et on peut espérer que les manifestations et les soulèvements se transforment avec le temps en révolutions sociales et que le pouvoir change de camp.

Petraslahaine.org
24 décembre 2011
Traduction : Dominique Muselet
LGS 1er janvier 2012

Raul Castro Ruz devant l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire cubain !

Discours prononcé par le général d'armée Raul Castro Ruz, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la 8e Période ordinaire de Sessions de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 23 décembre 2011, « An 53 de la Révolution »

Au milieu des va-et-vient de la crise financière mondiale, l'économie cubaine a montré un comportement acceptable et soutenu.

Camarades,

La 8e période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale qui prend fin aujourd'hui, a adopté le plan de l'économie et la Loi du budget pour l'année 2012. Par ailleurs, les députés ont reçu de nombreuses informations sur la marche du processus de mise en œuvre des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, adoptées par le 6e Congrès. Et le président du Tribunal suprême et le Procureur général de la République ont présenté leur bilan au Parlement.

Cette session a été précédée de la Réunion élargie du Conseil des ministres, le 16 décembre, et de la tenue, le mercredi 21, du 3e Plénum du Comité central du Parti, ainsi que du travail des 12 commissions permanentes du Parlement, depuis mardi dernier. C'est pourquoi, je ne m'étendrai pas sur les sujets analysés et je n'aborderai que certaines questions fondamentales.

Au milieu des va-et-vient de la crise financière mondiale, l'économie cubaine a montré un comportement acceptable et soutenu, le Produit intérieur brut s'est accru de 2,7% – moins du 3,0% escompté –, notamment en raison de la non-exécution de certains ouvrages et de manquements dans la production de certains produits agricoles, dans l'industrie alimentaire et dans celle des matériaux de construction.

De même, en 2011 s'est amorcée la relance graduelle de la production sucrière, nous avons dépassé le chiffre record de touristes étrangers, et nous sommes parvenus à préserver l'équilibre monétaire interne et la dynamique favorable dans le rapport productivité-salaire moyen. D'un point de vue structurel, l'économie s'améliore grâce à une répartition plus adéquate des investissements, avec un accent particulier sur les investissements à caractère productif et d'infrastructure.

Nous continuons d'avancer en vue de restaurer la crédibilité internationale de notre économie, dans le respect le plus strict de nos obligations financières issues de la renégociation de nos dettes envers les principaux créanciers, une politique que nous entendons renforcer.

Le 18 décembre de l'année dernière, en prenant la parole devant ce même Parlement, j'ai déclaré qu'avant de boucler l'année 2011 nous aurions complètement éliminé les limitations de transferts depuis des banques cubaines vers l'étranger en faveur des fournisseurs étrangers.

Nous pouvons affirmer aujourd'hui que nous avons tenu cet engagement, et que nous avons pris des dispositions pour éviter de nouvelles rétentions à l'avenir, sauf en cas de circonstances exceptionnelles.

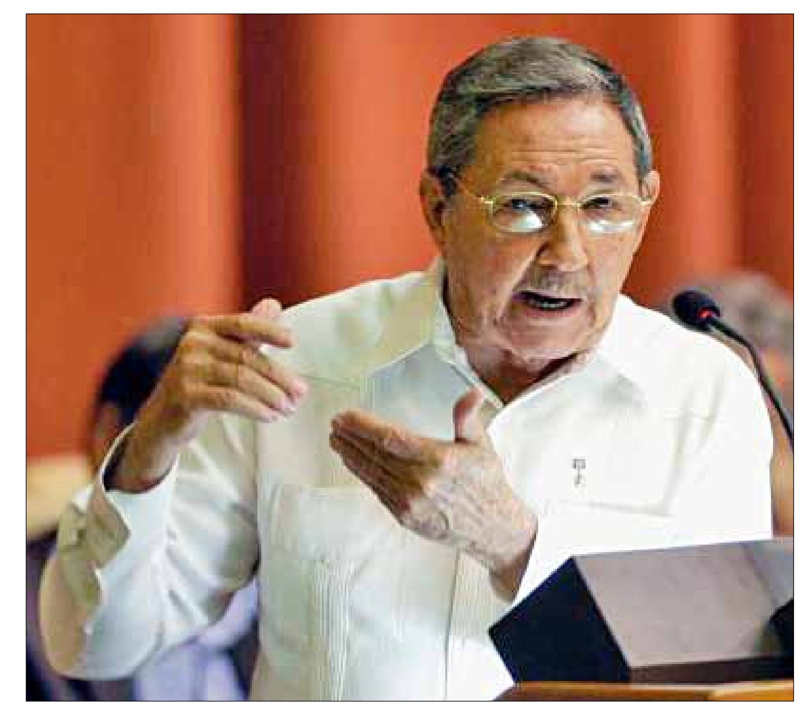
Le plan de l'économie pour l'année prochaine a été confectionné en conformité avec les Orientations adoptées par le 6e Congrès du Parti, et il a un niveau qualitativement supérieur en ce qui concerne la conciliation des demandes entre producteurs et clients. Cependant, les tensions financières persisteront, ce qui nous oblige à continuer de diminuer les dépenses de tout type, et de préserver l'une de nos premières sources de revenus. Le Produit intérieur brut devra augmenter de 3,4%.

Même si nous espérons augmenter nos productions nationales d'aliments, notamment le riz et les graines, afin de diminuer les importations de ces produits dont les prix ont tendance à augmenter, on peut dire que les importations d'aliments s'élèveront à un peu plus de 1,7 milliard de dollars. Une telle réalité démontre avec éloquence la nécessité d'avancer solidement dans le but de mettre en production toutes les terres encore en friche ou mal exploitées.

Le déficit du budget de l'État se maintiendra au même niveau qu'en 2011, soit 3,8% du Produit intérieur brut, tout en assurant rationnellement les services gratuits à la population en matière d'éducation, de culture et de sport, ainsi qu'en matière de sécurité sociale, de même que les subventions au panier de la ménagère réglementé et aux personnes aux revenus insuffisants pour acheter des matériaux de construction, entre autres.

Je suis convaincu que la corruption est aujourd'hui l'un des principaux ennemis de la révolution

Passant à une autre question étroitement liée au fonctionnement



Le général d'armée Raul Castro Ruz, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres, à la 8e Période ordinaire de Sessions de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire, le 23 décembre 2011, « An 53 de la Révolution »

économique de la nation, et qui a été maintes fois évoquée, y compris dans le Rapport central au 6e Congrès, des les Orientations – concrètement à l'alinéa 10 –, dans plusieurs interventions au Parlement et dans de nombreuses réunions du Conseil des ministres, nous n'observons pas les progrès escomptés. Il s'agit du rôle essentiel des contrats dans les rapports entre les entreprises, les unités subventionnées et les formes non étatiques de gestion ; cela se reflète dans la situation déficiente des recouvrements et des paiements, ce qui entraîne un désordre des finances internes et favorise les actes délictueux et la corruption.

Ceci s'est manifesté, pour ne citer qu'un exemple, dans l'affaire des fournitures frauduleuses de produits agricoles aux marchés de la capitale, des fournitures qui n'ont jamais existé, ni n'avaient été cultivées, ce qui a entraîné des pertes pour plus de 12 millions de pesos à cause des actes délictueux de dirigeants, de fonctionnaires et autres travailleurs des entreprises étatiques de commercialisation, ainsi que de petits agriculteurs qui ont servi d'hommes de paille. Ces personnes devront répondre de leurs actes devant la justice administrative et pénale, en fonction de la gravité des faits.

Je fais mention de ceci pour illustrer la nécessité de faire en sorte que nous, les dirigeants aux différents échelons, depuis la base jusqu'aux plus hauts postes du pays, nous assumions une conduite ferme face à l'indiscipline et au manque de contrôle des recouvrements et des paiements, qui constituent l'une des causes et l'une des principales conditions qui encouragent le délit. Je suis convaincu que la corruption est aujourd'hui l'un des principaux ennemis de la Révolution, et qu'elle est beaucoup plus nuisible que l'activité subversive et d'ingérence du gouvernement des États-Unis et de ses alliés à l'intérieur et en dehors du pays.

La Cour des comptes de la République, le Ministère public et les organes spécialisés du ministère de l'Intérieur ont pour instruction de combattre ce fléau avec toute la sévérité que nos lois autorisent, comme à un moment donné ils ont combattu le trafic de drogue naissant, à partir de janvier 2003.

Dans cette bataille stratégique, nous avons amélioré la coordination, la cohésion et la rigueur dans la lutte contre le délit, et nous commençons à en voir les résultats, aussi bien en ce qui concerne les délits dits « en col blanc » que ceux commis par des dirigeants et des fonctionnaires cubains et étrangers liés au commerce extérieur et aux investissements étrangers, ainsi que dans les forfaits commis par des délinquants communs de connivence avec des dirigeants administratifs et des employés de dépendances étatiques dans les processus de production, le transport et de distribution dans des entités de l'industrie alimentaire, le commerce, la gastronomie, le système du logement et les ministères de l'Industrie de base et de l'Agriculture.

Précisément, dans le secteur agricole, depuis le 1er août de cette année, nous avons considérablement intensifié la lutte contre le vol et l'abattage du bétail, ainsi que contre la commercialisation illicite de viande bovine sur le marché noir, un phénomène qui au fil des ans s'était développé dans une certaine impunité, provoquant de graves dommages aux producteurs étatiques et privés, sur les plans économique, moral et social.

La Police nationale révolutionnaire et d'autres forces du ministère de l'Intérieur, en coopération étroite avec les organisations politiques et de masses, ont assumé avec professionnalisme et systématicité la mission d'éradiquer définitivement le vandalisme dans les campagnes cubaines, un délit commis avec la complicité de bouchers d'abattoir, de dirigeants et de spécialistes d'entreprises d'État, d'unités de base de production coopérative, de petits agriculteurs, de vétérinaires et de directeurs municipaux et d'autres fonctionnaires censés veiller à la croissance du cheptel du pays, je parle ici du Centre de contrôle de l'élevage, plus connu par ses sigles CENCOP.

Je pense qu'il est bon de rappeler qu'il ne s'agit pas d'une campagne de plus, comme cela a pu arriver par le passé lorsque les actions visant à rétablir l'ordre, au fil du temps, se sont estompées pour céder la place à la routine et la superficialité, donnant raison à ceux qui disaient que les choses reviendraient au point où elles se trouvaient auparavant, et qu'ils pourraient s'enrichir au dépend du patrimoine de notre peuple.

Je puis vous assurer que cette fois nous allons en finir avec les vandales de nos campagnes, comme nous l'avons fait avec les trafiquants de drogue, et ils ne referont plus surface car nous sommes décidés à faire respecter les instructions émanant du gouvernement et des accords du Congrès du Parti. Il en va de même pour les bureaucrates corrompus, ceux qui sont arrivés à leur poste à coup de simulation et d'opportunisme et qui s'en servent encore aujourd'hui pour accumuler des fortunes, tout en pariant sur une éventuelle défaite de la Révolution.

Mercredi, au Plénum du Comité central, nous avons examiné ces facteurs en profondeur et nous avons projeté une série de documentaires et d'interrogatoires réalisés à des délinquants en col blanc. Le moment viendra où, camarades députés, vous pourrez visionner ces documentaires qui vous seront projetés dans chaque province, y compris à d'autres dirigeants.

Nous avons très présente à l'esprit la mise en garde de Fidel, faite le 17 novembre 2005 au Grand amphithéâtre de l'Université de La Havane, il y a un peu plus de six ans, lorsqu'il affirmait que le pays pouvait s'autodétruire « car aujourd'hui l'ennemi en est incapable. Nous pouvons le détruire et ce serait notre faute », concluait alors le chef de la Révolution à cette occasion. C'est pourquoi il y a deux jours, au 3e Plénum du Comité central, nous avons pris la décision dont je vous viens de vous parler, à savoir d'en finir avec ce fléau parasitaire.

Au nom du peuple et de la Révolution, nous avertissons que, dans le cadre de la loi, nous serons implacables !

En ce qui concerne la politique migratoire, je réaffirme notre volonté intangible d'introduire progressivement les changements dans cette problématique complexe

C'est avec cette même détermination de restaurer la discipline sociale dans notre pays que nous travaillons au processus de mise en œuvre des Orientations de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution, que nous avons débattu à l'actuelle session de l'Assemblée nationale, car il ne fait aucun doute que devant le tableau que je décris il serait très difficile d'actualiser notre Socialisme.

La Commission permanente pour la mise en œuvre et le développement des Orientations a fourni une large information sur la marche de ses travaux et sur l'adoption d'un ensemble de décisions dans le cadre des accords du Congrès du Parti. Je n'en ferai pas un inventaire, car il ne s'agit que des premiers pas. Les questions essentielles sont encore en suspens, ce qui ne veut pas dire que nous n'avançons pas au rythme prévu.

Nous continuerons de matérialiser tout ce qui a été prévu, sans hâte, mais sans pause, avec l'intégralité et la gradualité requises, sans précipitation et sans improvisation, en contribuant à dépasser la vieille mentalité dogmatique et en corrigeant opportunément les erreurs que nous pourrions commettre. Nous ne négligerons pas un seul instant l'unité de la majorité des Cubains autour du Parti et de la Révolution, cette unité qui nous a permis d'arriver jusqu'ici, et de continuer d'aller de l'avant dans la construction de notre Socialisme.

Comme il fallait s'y attendre, les exhortations – bien ou malintentionnées – n'ont pas manqué pour nous inviter à presser le pas, et certains veulent même nous imposer la séquence et la portée des mesures à adopter comme s'il s'agissait que quelque chose d'insignifiant et non pas du destin de la Révolution et de la Patrie.

Après l'autorisation concernant l'achat et la vente des voitures privées et des logements, beaucoup ont jugé urgente l'application d'une nouvelle politique migratoire, oubliant les circonstances exceptionnelles que traverse

Suite à la page (15)

Israël installe ses industries de mort au coeur de New-York

Le 19 décembre dernier, le maire de New York Michael Bloomberg a annoncé la création d'un nouveau campus de plus de 350 000 mètres carrés spécialisé dans l'ingénierie et les sciences appliquées au cœur de la ville de New York. La Cornell University basée à New-York et le Technion, Institut israélien de Technologie, ont été sélectionnés pour superviser la nouvelle institution.

Par Max Blumenthal



Véritables criminels en cols blancs, le président de l'Université Cornell, David J. Skorton (centre) et le président du Technion-Israel Institute of Technology, Lavie Peretz (gauche) serrent la main du maire de New York, Michael Bloomberg, à la fin d'une conférence de presse - Photo : Reuters/ Eduardo Munoz

«Grâce à ce partenariat exceptionnel et à une proposition révolutionnaire de Cornell et du Technion, l'objectif de New York de devenir le leader mondial dans l'innovation technologique est désormais à portée de main », a proclamé Bloomberg. « Lorsque les gens regarderont derrière eux dans une centaine d'années, je crois qu'ils se souviendront de ce jour comme d'un moment-clé dans la transformation de l'économie de la ville, » a déclaré Robert K Steel, adjoint au maire.

Le partenariat Cornell-Technion se traduira par un nouveau campus universitaire flambant neuf sur la Roosevelt Island, une tranche inactive et longtemps négligée de terre entre les quartiers de Manhattan et de Queens. Une subvention de 350 millions de dollars venue du philanthrope Charles Feeney, complétée de 100 millions de dollars de fonds publics américains, permettra de financer la construction du campus. Le projet conjoint a été attribué après une compétition très médiatisée entre plusieurs universités de premier plan, et a été accueillie avec enthousiasme par le bureau du maire, ce qui lui a valu une couverture dans le New York Times. Toutefois, ni Bloomberg ni le Times n'ont pris la peine de mentionner quelques faits qui pourraient avoir choqué les contribuables locaux cantonnés dans le financement du projet.

Présenté comme une initiative normale de recherche et de développement qui promet de produire des milliers d'emplois et des centaines d'entreprises « spin-off » [issues de l'institution] de haute technologie, le campus de Cornell-Technion sera une aubaine pour le complexe militaro-industriel des États-Unis et d'Israël.

Pendant des décennies, le Technion a fourni les cerveaux nécessaires à la création des mécanismes complexes de contrôle au profit Israël, afin d'asseoir son emprise sur la Palestine. Grâce à son partenariat avec l'industrie israélienne de l'armement en plein essor, les créations du Technion ont été intégrées dans des forces armées dans le monde entier. Selon la formule du chercheur israélien Shir Hever, le Technion « s'est complètement enrôlé dans l'armée ».

En 2008, le Technion a signé un accord de recherche avec Elbit Systems, le géant israélien pour la production d'armes et de systèmes de sécurité. Elbit est plus connu pour la fourniture du système de surveillance pour le mur de séparation israélien, une barrière de béton longue de 760 km qui s'avance dans la Cisjordanie occupée et qui permet l'annexion par Israël de dizaines de milliers de dunums de terres palestiniennes. La société produit également des drones militaires qui ont été achetés par le Brésil et les forces aériennes américaines. Les responsables d'Elbit organisent régulièrement des séminaires de recrutement pour les étudiants ambitieux du Technion.

Ces dernières années, le Technion s'est distingué dans le domaine de la robotique pour les systèmes d'armes, le développement de certains des plus récents drones aériens et véhicules de combat sans pilote, grâce à sa filiale « Arlene and Arnold Goldstein UAV & Satellite Center ».

Voici quelques créations de Technion destinées à renforcer l'occupation israélienne et à accroître la puissance en violence des véhicules blindés et avions sans pilote dans les guerres américaines et israéliennes en cours :

1 - Le bulldozer D-9 « Black Thunder » sans conducteur

Le bulldozer blindé est une arme essentielle de l'occupation israélienne, qui a contribué à la démolition de 25000 maisons palestiniennes depuis 1967, selon le Comité israélien contre les démolitions de maisons. A certaines occasions, des bulldozers ont été attaqués par des combattants de la résistance et des enfants palestiniens lanceurs de pierres. Mais grâce à l'esprit novateur du Technion, qui se vante d'être le pionnier du bulldozer sans pilote, l'armée israélienne peut démolir des maisons, des oliveraies et des tunnels sans aucun risque pour la sécurité physique de ses soldats. Comme Yaakov Katz, correspondant au Jerusalem Post pour les affaires militaires l'a rapporté : « Le commandement des forces terrestres de Tsahal prévoit de doubler le nombre de bulldozers D9 blindés sans pilote dans l'arsenal de l'unité d'ingénierie après que le véhicule ait fourni des résultats exceptionnels lors de l'opération Plomb durci dans la Bande de Gaza en janvier [2009] ».

2 - Le drone « furtif UAV »

Selon le site Web de la American Technion Society, en 2010 les étudiants du Technion ont conçu « un drone 'furtif' conçu pour voler jusqu'à 2977 kms sans ravitaillement. Il peut transporter deux 'bombes intelligentes' de 499 kg chacune, et être équipé de différents capteurs (électro-optique, infrarouge et radar) pour permettre le fonctionnement dans l'obscurité et sous toutes conditions climatiques ». L'arme semble être une version sans pilote du B-2 américain « Spirit », connu aussi comme le bombardier furtif.

Selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme, l'armée israélienne a assassiné avec ses drones 825 Palestiniens dans la bande de Gaza depuis 2006. La New America Foundation, un groupe d'études basé à Washington DC, a rapporté que l'armée américaine a assassiné plus de 1800 civils et militants au Pakistan pendant la même période.

3 - Le mini-drone « Dragonfly UAV »

Des drones de taille réduite, contrôlables à distance et capables de voler par les fenêtres dans des maisons et des bâtiments pour des opérations délicates d'espionnage sont la dernière folie de la technologie des drones. Les étudiants du Technion ont récemment conçu un drone de 9 pouces (23cm) de long et d'une envergure de 7,9 pouces (20cm), dans un design rappelant une libellule. « La vitesse de l'avion relativement faible lui permet d'entrer facilement dans les pièces même par de petites fenêtres et de renvoyer des images grâce à un appareil photo miniature, » déclare le site Web de la American Technion Society.

Alors que l'industrie en Amérique est à l'agonie, les villes autrefois industrialisées veulent des projets high-tech en recherche et développement afin de stimuler leur économie à court de liquidités tout en remplissant des centres urbains à l'abandon avec une « knowledge class » jeune et en pleine ascension. Le campus de Cornell-Technion NYC, par ses liens directs avec le complexe militaro-industriel américain et l'occupation israélienne, révèle les dessous inquiétants d'un modèle en apparence progressiste de la rénovation urbaine.

Au nom de la transformation de l'économie de la ville de New York, les contribuables ont été enrôlés dans l'univers inquiétant des guerres robotiques « asymétriques », dans lesquelles des cibles humaines sans visage sont liquidées par télécommande. Toute une génération d'étudiants ambitieux à la recherche de carrières dans les domaines de l'ingénierie et des sciences, peut bénévolement fournir ses talents à l'occupation israélienne sans jamais avoir sous les yeux les conséquences de ses réalisations.

Al-Akhbar 24 décembre 2011
Info Palestine 28 décembre 2011

Les Etats-Unis contre tout le monde

Par Immanuel Wallerstein

Il fut un temps où les Etats-Unis avaient beaucoup d'amis, ou du moins beaucoup d'alliés obéissants. De nos jours, ce pays semble ne connaître que des adversaires, et de toutes les couleurs politiques. Qui plus est, il ne semble pas vraiment sortir à son avantage des affrontements qu'il a avec eux.

Revenons sur ce qui s'est passé en novembre 2011 et dans la première quinzaine de décembre. Les Etats-Unis ont eu des confrontations avec la Chine, le Pakistan, l'Arabie saoudite, Israël, l'Iran, l'Allemagne et l'Amérique latine. On ne peut pas dire qu'ils aient tiré le meilleur parti d'aucune de ces disputes.

Le monde a interprété la présence et les annonces de Barack Obama en Australie comme un défi visant ouvertement la Chine. Il a assuré le Parlement australien de la détermination des Etats-Unis à « allouer les ressources qui sont nécessaires au maintien de [leur] forte présence militaire dans la région ». A cette fin, les Etats-Unis vont déployer 250 marines sur la base aérienne de Darwin (et peut-être augmenter à l'avenir ce contingent à 2500 soldats).

Ce n'est là qu'un exemple parmi beaucoup d'autres dans la région de démonstration de la puissance militaire étasunienne. Tandis que les Américains se retirent (de leur propre chef ou contraint et forcé) du Moyen-Orient pour des raisons à la fois politiques et budgétaires, ils montrent leurs muscles dans la zone Asie-Pacifique. Est-ce bien crédible quand on connaît les réticences grandissantes de l'opinion publique américaine quant à des engagements extérieurs et ses demandes pressantes de réduction des dépenses publiques, y compris militaires ? A ce jour, la « réponse » de la Chine a été pour ainsi dire une non-réponse, comme pour dire que le temps était de son côté, même lorsqu'il s'agit de ses relations avec les Etats-Unis, ou peut-être plus exactement surtout lorsqu'il s'agit de ses relations avec les Etats-Unis.

Ensuite, le Pakistan. Les Etats-Unis lui ont lancé un défi. Le pays doit cesser d'être aux petits soins avec ses mouvements islamistes. Il doit cesser son travail de sape du gouvernement Karzaï en Afghanistan et arrêter de menacer l'Inde d'une action militaire au Cachemire. Sinon quoi ? C'est bien là le problème. Il semblerait, à en croire des documents confidentiels, que les Etats-Unis réfléchissaient à mettre en action le dernier ami qu'il leur reste au Pakistan, l'actuel président Asif Ali Zardari, pour qu'il limoge le chef de l'armée, le général Ashfaq Parvez Kayani. En guise de réponse, ce dernier s'est débrouillé pour que le président Zardari aille subir des examens médicaux à Dubaï. Le coup d'Etat que préparaient les Etats-Unis en sous-main a tourné court. Et si les Etats-Unis s'avisaient de répliquer en coupant les vivres de l'aide financière, la Chine serait toujours là pour prendre leur place.



Barack Obama en compagnie du Gouverneur général de l'Australie Madame Quentin Bryce et le Général Peter Cosgrove

Au Moyen-Orient, le président Obama veut, par-dessus tout, que rien de dramatique ne se produise entre Israël et les Palestiniens d'ici sa réélection, au minimum. Cela ne remplit pas vraiment les attentes de l'Arabie saoudite ou du premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. D'où le

Suite à la page (18)

Empoisonnement d'état en Guadeloupe : on continue !!



Le LKP est un collectif guadeloupéen qui regroupe une cinquantaine d'organisations syndicales, associatives, politiques et culturelles de la Guadeloupe

Le LKP dénonce les dérogations d'épandages de pesticides comme une violence coloniale

Malgré l'interdiction de l'épandage aérien en France et en Europe, les citoyens de seconde zone des DOM auront leur «dérogation», accordée par le préfet de région, et pourront continuer a se faire sulfater par les gros planteurs de bananes ! 4 ans après le scandale de la chlordécone, dont l'usage interdit en métropole a de fait continué jusqu'en 2005 ou 2007, et dont les victimes ne sont toujours pas indemnisées. Une occasion de revenir sur la situation quotidienne en Guadeloupe, et sur le travail mené par le LKP, qui 3 ans après les «44 jours» se bat pour la justice et l'égalité, et affronte une véritable «vendetta» de la part de l'état.

Nous diffusons ci-dessous un communiqué du LKP (lyannaj Kont Pwofitasyon : «alliance contre les profiteurs»), qu'on peut trouver par exemple sur le site de l'Union général des Travailleurs de la Guadeloupe : - http://ugtg.org/article_1685.html. ou le LKP dénonce l'autorisation accordée aux planteurs de bananes de procéder à l'épandage aérien d'un pesticide destiné à lutter contre un champignon, mais dont on redoute les effets sur la santé et sur l'environnement.

Cette dérogation intervient 4 ans après le scandale de la Chlodécone, autre pesticide hautement toxique. Son utilisation a pollué l'ensemble de l'écosystème antillais et se retrouve à des concentrations supérieures à 100 fois la norme, notamment dans les eaux et les sols. Traité localement depuis 2001, ce scandale est resté sans écho en France métropolitaine jusqu'à la création de la commission qui a abouti au rapport parlementaire de 2005 suite à l'action du député de la Martinique, Philippe Edmond-Mariette à l'Assemblée nationale française. Selon le BRGM*, du fait des 1 250 tonnes de chlordécone épandues avant que l'usage ne soit définitivement interdit (1993) la pollution ne devrait disparaître que dans 7 000 ans. On peut trouver énormément d'info sur le scandale de la chlordécone dans le dossier spécial que lui a consacré Montray-créole :

- http://www.montraykreyol.org/spip.p... et sur wikipedia
- (http://fr.wikipedia.org/wiki/Chlord...)

Le LKP, on s'en souvient est un collectif guadeloupéen qui regroupe une cinquantaine d'organisations syndicales, associatives, politiques et culturelles de la Guadeloupe. Ce collectif est à l'origine de la grève générale de 2009 qui a touché l'île entre le 20 janvier et le 4 mars, les «44 jours». Tout le récit du mouvement est disponible sur le blog de Frederic Gircour chien créole http://chien-creole2.blogspot.com/ (qui a pris la suite de chien-creole.blogspot.com). Depuis ces évènements qui avaient débouché sur la signature d'un accord inter - professionnel sur l'augmentation



Elie DOMOTA

des bas salaires, le LKP dénonce régulièrement la répression contre ses membres et les reniements des autorités locales et métropolitaines quant à la mise en application de ces accords. Ainsi on peut lire, dans un communiqué paru sur antilla-blog, qui appelait à la manif du 24 novembre contre la répression : http://www.antilla-blog.com/2011/11...

- « l'Etat français mène une véritable vendetta contre les Travailleurs et le peuple de Guadeloupe. Les convocations devant la gendarmerie, devant la police, devant les tribunaux pleuvent. Les militants UGTG sont particulièrement visés par ces procédures.»

Communiqué LKP : A propos de la dérogation sur l'épandage aérien en Guadeloupe

« Le Ministre de l'Agriculture, Bruno LEMAIRE, a annoncé Mardi 13 avoir donné son autorisation pour des traitements par épandage aérien dans les DOM afin de lutter contre un champignon qui menace la récolte de bananes », selon une dépêche AFP du même jour. Une fois de plus, c'est avec le plus grand mépris pour les Travailleurs et les Peuples de Guadeloupe et Martinique, que l'Etat Français accorde une nouvelle dérogation aux lobbies des gros planteurs de bananes. Bruno LEMAIRE les autorise donc à déverser des tonnes de produits chimiques nocifs à la santé humaine par voie aérienne et cela dans le but de préserver leurs profits financiers.

Ainsi, malgré l'interdiction de l'épandage aérien en France et en Europe, l'Etat Français a choisi de distribuer des dérogations aux pwofitan davwa nou pa moun. Et pour se décharger de toute responsabilité, l'Etat organise une enquête publique « discrète voire secrète » pou okenn moun pa vini di yo pa dakò, en mettant un dossier à la disposition du public en préfecture. Dans la pratique, c'est un véritable parcours du combattant pour consulter ce fameux document. Men pli bèl la ka vini. Cette consultation n'est qu'un leurre pour nous donner l'illusion de participer à un quelconque débat démocratique. En vérité, nou adan on bal makak. La consultation en Guadeloupe se termine le 23 décembre et pourtant le ministre de l'agriculture de la France a d'ores et déjà annoncé la décision d'autoriser l'épandage aérien. Nou pa moun !

Ces pratiques dérogatoires nous rappellent étrangement l'empoisonnement à la chloredécone. En effet, pour préserver les intérêts financiers des pwofitan, l'Etat Français n'hésita pas à accorder pendant 20 ans, toutes les autorisations et dérogations nécessaires pour nous empoisonner.

Travailleurs, Peuple de Guadeloupe :

- Refusons de laisser ces mêmes assassins nous tuer encore une fois ;
- Refusons l'empoisonnement des nos terres, de nos êtres, de nos vies et de celles des générations futures ; Wi :
- Ce sont les mêmes que l'on retrouve dès qu'il s'agit de profits financiers au mépris de la santé humaine avec la pleine et entière bénédiction de l'Etat et des institutions locales ;
- Ce sont les mêmes qui nous ont empoisonnés à la chloredécone ;
- Ce sont encore les mêmes que l'on retrouve dans le fameux dossier du téléphérique de la Soufrière.

SA YO VLÉ : SÉ ANPWAZONÉ NOU, ANPWAZONÉ VI A TIMOUN ANNOU É VOLÉ TÈ A PÉYI A POU FÈ LAJAN. NON, Gwadloup sé tan nou, a pa ta yo. Nou paka lésé yo fè sa yo vlé nan péyi annou.

LKP demande à tous les Guadeloupéens, à tous ceux qui aiment la Guadeloupe à s'opposer par tous moyens à la lapidation de notre patrimoine naturel et à l'empoisonnement de nos êtres ;

NON AU MEPRIS – NON A L'EPANDAGE AERIEN – NON AU TELEPHERIQUE

Pou LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Elie DOMOTA

Lapwent, 13 Désanm 2011Sur le scandale de la pollution à la chlordécone

Primitivi 3 janvier 2012

NDLR. Le **BRGM** (Bureau de recherches géologiques et minières) est l'organisme public français référent dans le domaine des sciences de la Terre pour la gestion des ressources et des risques du sol et du sous-sol.

Des président(e)s particulièrement vulnérables au cancer ?



Conspirationnisme ! Pour étayer ce nouvel anathème qui copine avec populisme, confusionnisme, les médias nous répètent que ce fou, ce fantasque, ce primate (comme dirait Alexandre Adler) de Chavez prétend que les USA inoculent le cancer à leurs opposants étrangers en Amérique-latine. Chavez étant déjà classé dans la rubrique «dictateur» par nos médias qui ne veulent pas voir qu'il est le dirigeant le mieux élu et ré-élu du continent américain, que les partis d'oppositions et les médias de droite foisonnent au Venezuela, il reste à le décrire comme un fou.

Par Oscar FORTIN

L'US Army, ambassadrice de la «plus grande démocratie du monde» attaquant un pays voisin pour le débarrasser d'un dictateur fou, qui serait contre ?

En vérité, Chavez a posé une question pertinente et n'en donne pas la réponse, car, pas plus que nous, il ne la connaît.

En moins de deux ans, cinq des plus importants chefs d'État en Amérique Latine sont atteints par un cancer, mettant leur vie en danger.

Ce fut d'abord, l'actuel président du Paraguay, Fernando Lugo, vint par la suite l'actuelle présidente du Brésil, Dilma Roussef alors qu'elle se préparait à sa compagne présidentielle. Le troisième cas est celui d'Hugo Chavez, président du Venezuela, suivi de celui d'Ignacio Lula, ex président du Brésil et toujours très influent en Amérique latine et dans le monde. Le tout dernier cas est celui de la présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner Fernandez nouvellement élue avec le plus haut pourcentage jamais atteint dans l'histoire du pays.

Qu'ont-elles en commun ces personnes ? Quatre d'entre elles assument présentement des responsabilités de chefs d'État et le cinquième, ex chef d'État, Luis Ignacio Lula, est pressenti par plusieurs pour occuper des fonctions importantes dans le processus d'intégration de l'Amérique latine et éventuellement au sein de la Communauté des états latinos américains et des Caraïbes (CELAC), récemment fondée par l'ensemble des 33 chefs d'États de la région. Ils ont également en commun d'œuvrer pour une société plus juste, une démocratie plus participative et une unité régionale plus forte et plus indépendante.

Ils sont tous et toutes de grands démocrates, comptant sur un fort appui populaire. Ils sont tous et toutes de foi chrétienne, ne pouvant, de ce fait, être considérés comme des communistes, athées, n'ayant aucune croyance en Dieu. Les arguments largement utilisés au siècle dernier pour combattre les groupes révolutionnaires et, dans le cas du Chili, un gouvernement démocratique. Forts de leur démocratie et de leur foi, les adversaires doivent trouver d'autres motifs de propagande pour les discréditer et d'autres astuces dont ils ont seuls le secret pour s'en débarrasser. Les assassinats qui se vendaient relativement bien à l'opinion publique dans les années 1960-1980, ne peuvent plus l'être aussi facilement dans les temps que nous vivons. Il faut tout de même sauver l'image d'une certaine morale. Si tuer un communiste était œuvre juste, tuer un croyant l'est beaucoup moins.

Toujours est-il que devant cette épidémie de cancers chez les Présidents et Présidentes, Chavez s'est interrogé de la façon suivante : « Serait-il étrange qu'ils aient développé une technologie pour inoculer le cancer sans que personne n'en soit au courant ? » Cette phrase de Chavez, totalement sous forme interrogative et sans identifier qui que ce soit, a fait le tour du monde, enveloppée et coiffée, toutefois, de toutes les insinuations possibles. En somme, Chavez, ce radical, évoque l'existence d'une technologie américaine visant à inoculer le cancer et les Etats-Unis en seraient les instigateurs. Bien que cela puisse être possible, Chavez prend bien soin de s'en tenir à une interrogation et à n'accuser aucun pays.

Il s'agit d'un évènement rarement vu, touchant dans une même période les principaux leaders d'une Amérique latine en éveil et en transformation profonde. Nous savons que les adversaires de cette mutation profonde ne négligent aucun moyen pour faire échouer pareil projet. Il est certain que si pareille technologie existait, ces adversaires seraient les premiers à en faire usage. Ce ne sont pas des considérations morales ou éthiques qui les en empêcheraient. S'ils ont été capables, par le passé, d'assassinats les plus atroces (Plan Condor), ils seraient encore mieux disposés pour ce type d'assassinats mieux couverts et comme plus naturels. Un assassinat sans péché et sans mauvaise conscience.

Point n'est besoin d'être extrémiste et radical, comme les médias officiels veulent le suggérer, pour soulever la question qu'a soulevé Chavez.

Québec, le 29 décembre 2011
LGS 31 décembre 2011

Suite de la page (12)

Cuba, sous le siège que représente la politique d'ingérence et subversive du gouvernement des États-Unis, toujours à l'affût de n'importe quel moyen lui permettant d'atteindre les objectifs que nous lui connaissons.

Le 1er août dernier, j'ai publiquement abordé la question devant ce Parlement, et j'ai expliqué que nous travaillions à l'actualisation de la politique migratoire en vigueur, et que nous progressions dans la reformulation et l'élaboration de normes et de réglementations, conformément aux conditions du présent et de l'avenir prévisible. Je réitère aujourd'hui toutes et chacune des opinions qui ont été avancées à cette occasion, ainsi que notre volonté intangible d'introduire progressivement les changements requis dans cette problématique complexe, sans cesser d'évaluer dans leur intégralité les effets favorables et défavorables de chaque pas que nous ferons.


Le 18 décembre de l'année dernière, en prenant la parole devant ce même Parlement, j'ai déclaré qu'avant de boucler l'année 2011 nous aurions complètement éliminé les limitations de transferts depuis des banques cubaines vers l'étranger en faveur des fournisseurs étrangers

Je consacrerai maintenant quelques minutes à la politique étrangère.

2011 a été une année convulsée pour le monde. Nous remarquons aujourd'hui des tendances de plus en plus dangereuses et réactionnaires, alors que les expressions de résistance et de protestation populaire contre le capitalisme néolibérale ne cessent de croître.

Les mécanismes des Nations unies, créés pour préserver la paix et la sécurité, ont été manipulés pour imposer à la planète la tyrannie des États-Unis, qui assument comme modèle le « changement de régime », la violation des principes du Droit international et se servent des grands groupes financiers et médiatiques pour attiser la haine et la violence.

Entre-temps, dans des dizaines de villes des États-Unis et d'Europe, le message des « indignés » appelant à mettre fin aux inégalités croissantes dans les pays capitalistes bénéficie d'un soutien grandissant.

Nous exhortons ces gouvernements qui n'hésitent pas à donner des leçons de démocratie, de droits de l'Homme, de liberté de presse, etc., à écouter leurs revendications légitimes, à consulter leurs peuples sur les politiques économiques et les mesures d'ajustement, et à prendre en compte l'opinion publique et de renoncer aux brutales répressions qui sont fréquemment lancées contre les manifestations d'étudiants, de professionnels, d'immigrés, d'ouvriers et d'autres minorités.

Entre-temps, Notre Amérique avance vers l'intégration et la souveraineté régionale, comme l'a prouvé la création, à Caracas, le 2 décembre dernier, de la Communauté des États d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC), ce qui constitue l'événement institutionnel le plus important de l'hémisphère pendant les deux siècles depuis l'indépendance.

Cuba a reçu l'honneur d'être élue à l'unanimité à la présidence de la CELAC en 2013, et pour accueillir son troisième Sommet prévu à la fin de cette même année. C'est une revendication de toute l'Amérique latine et de la Caraïbe, dont les peuples ont invariablement encouragé la lutte héroïque des Cubains.

Quelques jours plus tard, à Trinité-et-Tobago, notre pays exprimait sa reconnaissance pour la solidarité des frères caribéens au Sommet Caricom-Cuba.

Le Conseil d'Etat, dans un geste humanitaire et souverain, a décidé d'amnistier plus de 2 900 condamnés

Avant la Semaine sainte nous recevrons la visite apostolique de Sa Sainteté le Pape Benoît XVI, chef d'État de la Ville du Vatican et Souverain Pontife de l'Église catholique.

Notre peuple et notre gouvernement auront l'honneur d'accueillir Sa Sainteté avec affection et respect. Les Cubains n'ont pas oublié les sentiments d'amitié et de respect que nous a procurés en 1998 la présence dans notre pays du Pape Jean-Paul II.

Par ailleurs, dans la mesure où grandit l'œuvre internationale et la reconnaissance majoritaire de la Révolution cubaine, jamais le discrédit de la politique des États-Unis envers notre région n'a été aussi grand, de même que la condamnation dans le monde, au sein de la société nord-américaine, et parmi l'émigration cubaine, du blocus économique, politique et médiatique génocide exercé contre Cuba.

Nous actualisons notre Socialisme, en changeant tout ce qui doit l'être, alors que le gouvernement des États-Unis reste accroché au passé.

Barack Obama, le 11e président des États-Unis depuis 1959, semble ne pas comprendre que Cuba a consenti d'énormes et longs sacrifices pour conquérir son indépendance au XIXe siècle, pour défendre sa liberté à Playa Giron en 1961, pendant la Crise des missiles d'octobre 1962, aux débuts de la Période spéciale durant la dernière décennie du XXe siècle, et pendant toutes ces années du XXIe siècle. On a parfois l'impression qu'il n'est même pas informé du fait que, face à cette réalité, son gouvernement a dû renoncer aux prétextes les plus éculés pour tenter de justifier le blocus, et en inventer d'autres chaque fois plus insoutenables.

Sereinement et patiemment, nous nous appliquerons à exécuter les accords du Congrès en cette année d'élections aux États-Unis. Nous savons que le blocus continuera et que les financements destinés à transformer une poignée de mercenaires en une force déstabilisatrice augmenteront, mais ceci n'ôte pas le sommeil à un peuple révolutionnaire comme le nôtre, un peuple instruit, armé et libre qui ne renoncera jamais à se défendre (Applaudissements).

Même si l'immobilisme du gouvernement des États-Unis et son manque de volonté politique pour améliorer les relations encouragent les secteurs les plus réactionnaires à mener de nouvelles provocations et actions agressives, Cuba maintient sa proposition d'avancer vers une normalisation de ses liens avec les États-Unis et de développer la coopération dans toutes les sphères susceptibles de profiter aux deux peuples.

Les liens familiaux et les échanges limités entre nos deux pays nous démontrent combien leur expansion serait profitable à tous, sans les obstacles et les conditions imposés par le gouvernement des États-Unis, qui subordonne tout progrès à sa politique d'hostilité et d'ingérence pour rétablir sa domination sur Cuba. Avant de conclure, je tiens à informer cette Assemblée que le Conseil d'État, dans un geste humanitaire et souverain, a décidé d'amnistier plus de 2 900 condamnés.

Parmi ceux-ci figurent des femmes, des malades, des personnes âgées de plus de 60 ans, ainsi que des jeunes, qui ont amélioré leur niveau d'instruction et leurs possibilités de réinsertion sociale.

Cette amnistie ne concerne pas, sauf de rares exceptions, les personnes condamnées pour des délits d'espionnage, terrorisme, assassinat, homicide, trafic de drogue, pédérastie avec violence, violation ou corruption de mineurs, et vol avec effraction dans un lieu habité. Cependant, certaines personnes condamnées pour des délits contre la Sécurité de l'État et ayant purgé une bonne partie de leur peine et ayant affiché une bonne conduite seront libérées.

Systématiquement et dans des proportions annuelles supérieure à celles comprises dans cette amnistie, le Tribunal suprême populaire, le Ministère public de la République et les organes spécialisés du ministère de l'Intérieur, en vertu des dispositions juridiques en vigueur, évaluent et décident de la remise en liberté anticipée de personnes condamnées, en tenant compte de leur comportement, des particularités des délits commis et des conditions familiales et de santé. À ces aspects se sont joints cette année de nombreuses requêtes de familles et de diverses institutions religieuses, dont le Conseil des Églises de Cuba et la Conférence des évêques catholiques de Cuba, par l'intermédiaire de leur président.

Il a également été tenu compte de la prochaine visite à Cuba du Pape Benoît XVI, et de la commémoration du 400e anniversaire de la découverte de l'image de la Vierge de la Caridad del Cobre.

L'amnistie entrera en vigueur dans les prochains jours, comme un nouveau témoignage de la générosité et de la force de la Révolution cubaine.

Nous tenons aussi à faire part de notre disposition à accorder la remise en liberté anticipée à 86 ressortissants étrangers, de 25 pays, y compris de 13 femmes, condamnés par nos tribunaux pour des délits commis à Cuba, avec la condition préalable que les gouvernements de leurs pays d'origine accepteront leur rapatriement.

Nous transmettrons prochainement, par voie diplomatique, et à travers les autorités compétentes, les informations à ce sujet.

Pour conclure, quelques jours avant la fin de cette année de travail intense, je tiens à adresser à notre peuple, et en premier lieu à nos courageux Cinq Héros et à leurs vaillantes familles, mes chaleureuses félicitations pour le Nouvel an et pour un nouvel anniversaire du triomphe de la Révolution.

En janvier, nous attend la 1ère Conférence nationale du Parti, si bien qu'il n'y aura pas beaucoup de temps pour se reposer.

C'est tout. Merci beaucoup.

(Ovation)

Granma 28 Décembre 2011

Suite de la page (12)

seule vraie démission en réalité, celle du commissaire Lionel Constant Bourgoin.

Il faut admettre que cette démission fait suite à l'arrêté présidentiel en date 29 décembre 2011, dissolvant le Conseil Electoral Provisoire (CEP). Et à la tentative de Me Thierry Mayard-Paul, le Ministre de l'Intérieur, d'interdire le vendredi 30 décembre 2011 à Gaillot Dorsinvil, l'ex Président du Conseil Électoral Provisoire (CEP) de quitter le pays pour la Floride et au refus du Commissaire de procéder à l'arrestation de ce dernier [en l'absence de mandat à cet effet].

Selon Osner Févry l'avocat de Gaillot Dorsinvil, son client allait laisser le pays mais il a été contraint d'abandonner l'avion et de retourner à l'aéroport. «... Le Ministre de l'intérieur a appelé M. Jean Marc Maurice Flambert, le Directeur Général de l'Office National de l'Aviation Civile pour lui demander de bloquer l'avion d'American Airlines qui allait partir, les portes fermées, le moteur en marche et qui s'apprêtait à décoller, et dans lequel se trouvait mon client à la place 4F. Celui-ci a été contraint de laisser l'avion, de regagner la piste et de rentrer de nouveau à l'aéroport. Sa valise lui a été restituée et l'avion a finalement décollé avec beaucoup de retard.

Le Commissaire du Gouvernement a gardé tout son calme et répondu à ceux qui faisaient des pressions sur lui, qu'il y a un ordre de la justice, qu'il y a eu une décision rendue le 22 août 2011, qui a annulé tous les mandats, ordres et autres, notamment les interdictions de départs contre les conseillers Ribel Pierre, Gaillot Dorsinvil et Léonel Raphaël, affirmant qu'il n'était pas question d'amener M. Dorsinvil au Parquet, ni qu'il n'arrête M. Dorsinvil et qu'il n'était pas question non plus, de l'interdire de laisser le pays »


Le Ministre de l'intérieur Thierry Mayard-Paul au visage plutôt cynique. Un autre Roger Lafontant ?

Contrairement à l'idée véhiculée par le ministre de la justice, Michel Brunache, insinuant qu'il a forcé le commissaire du gouvernement à démettre de ses fonctions, c'est archi-faux. Le commissaire s'est démis de son propre gré.

D'autre part, puisque que le ministre Paul a appelé lui même la direction de l'aéroport, lui intimant l'ordre de faire descendre de l'avion le président du CEP, Gaillot Dorsainvil ; il est tout à fait probant qu'il récidive l'acte commis sur le député Anel Bélizaire, alors qu'il prétendait être à l'aéroport le 27 octobre 2011 pour accompagner sa femme qui devait laisser le pays, à la seule différence que cette fois, l'ordre est donné au téléphone. On attend qu'une autre version du ministre Paul vienne déballer cette nouvelle histoire qui commence déjà cette semaine.

En remplacement de maître Bourgoin, la doyenne du Tribunal Civil de Port-au-Prince, maître Evelyne Casimir a procédé mardi après-midi à l'installation pour combien de temps encore d'un nouveau commissaire du gouvernement, il s'agit re Jean Renel Sénatus.

Suite de la page (4)

choses qui doivent marcher ensemble et, nous demandons à tous les amis d'Haïti de nous aider pour que cela soit bien fait.

Mais 2012 apportera d'autres changements également, les élections qui viennent vont impliquer chaque section, chaque commune, chaque département, c'est ce qui va permettre au peuple, d'avoir de bons représentants qui vont défendre ses intérêts, réaliser la décentralisation, que tout le pays attend ; c'est comme ça que la démocratie va être établie et que les institutions vont être renforcées. C'est la seule façon, il n'y a pas d'autres routes pour que la reconstruction se fasse, pour que le développement du pays arrive, à travers la création d'emplois, de nouvelles entreprises, du développement de l'agriculture. Ce sont les nouveaux combats et défis, le combat pour l'éducation, pour l'environnement que nous tous haïtiens, pas seulement moi-même, que nous tous haïtiens, nous devons mener aujourd'hui. Je compte sur vous, je compte sur vous tous, mon peuple, pour, main dans la main, nous nous levions, pour qu'Haïti soit plus belle. Ce pays est trop riche pour être pauvre. Que le bon Dieu vous bénisse. »

Tel a été le discours du premier mandataire de la Nation, à l'occasion du 208e anniversaire de son Indépendance sous les bottes sales et indignes des occupants de l'ONU. Alors que dans l'acte de l'Indépendance, lu aux Gonaïves le premier janvier 1804, il est clairement dit que le peuple haïtien prononça le serment de renoncer à jamais à l'occupation étrangère, de mourir plutôt que de vivre sous la domination l'exploitation étrangère et de combattre jusqu'au dernier soupir pour l'Indépendance. Les généraux ont uni leur voix au peuple haïtien pour débarrasser le pays de la colonisation européenne. Tandis qu'aujourd'hui, les autorités du pays ont délibérément choisi de se mettre du côté des occupants pour détruire tout ce qui reste de l'Indépendance et de la dignité du peuple haïtien. Quelle honte !

Seven Places Where...

continued from page (9)
UN World Food Program and the *Pan American Health Organization*. Hardly any went directly to Haitians or their government.

The overall $1.6 billion allocated for relief by the U.S. was spent much the same way according to an August 2010 report by the U.S. Congressional Research Office: $655 million was reimbursed to the Department of Defense; $220 million to Department of Health and Human Services to provide grants to individual U.S. states to cover services for Haitian evacuees; $350 million to USAID disaster assistance; $150 million to the U.S. Department of Agriculture for emergency food assistance; $15 million to the Department of Homeland Security for immigration fees, and so on.

International assistance followed the same pattern. The UN Special Envoy for Haiti reported that of the $2.4 billion in humanitarian funding, 34% was provided back to the donor's own civil and military entities for disaster response, 28% was given to UN agencies and NGOs for specific UN projects, 26% was given to private contractors and other NGOs, 6% was provided as in-kind services to recipients, 5% to the international and national Red Cross societies, 1% was provided to the Haitian government, four tenths of 1% of the funds went to Haitian NGOs.

Two.

Only 1% of the money went to the Haitian government.

Less than a penny of each dollar of U.S. aid went to the Haitian government, according to the Associated Press. The same is true with other international donors. The Haitian government was completely bypassed in the relief effort by the U.S. and the international community.

Three.

Extremely little went to Haitian companies or Haitian non-governmental organizations

The Center for Economic and Policy Research, the absolute best source for accurate information on this issue, analyzed all the 1490 contracts awarded by the U.S. government after the January 2010 earthquake until April 2011 and found only 23 contracts went to Haitian companies. Overall, the U.S. had awarded $194 million to contractors, $4.8 million to the 23 Haitian companies, about 2.5% of the total. On the other hand, contractors from the Washington, DC area received $76 million or 39.4% of the total.

In fact Haitians had a hard time even getting into international aid meetings. *Refugees International* reported that locals were having a hard time even getting access to the international aid operational meetings inside the UN compound. "*Haitian groups are either unaware of the meetings, do not have proper photo-ID passes for entry, or do not have the staff capacity to spend long hours at the compound.*" Others reported that most of these international aid coordination meetings were not even being translated into Creole, the language of the majority of Haiti's people!

Four.

A large percentage of the money went to international aid agencies, and big, well-connected NGOs.

The American Red Cross received over $486 million in donations for Haiti. It says two-thirds of the money has been contracted to relief and recovery efforts, though specific details are difficult to come by. The CEO of American Red Cross has a salary of over $500,000 per year.

Look at the $8.6 million joint contract between the U.S. Agency for International Development (USAID) with the private company CHF for debris removal in Port au Prince. CHF is politically well-connected international development company with annual budget of over $200 million whose CEO was paid $451,813 in 2009. CHF's connection to Republicans and Democrats is illustrated by its board secretary, Lauri Fitz-Pegado, a partner with the Livingston Group LLC. The Livingston Group is headed by the former Republican Speaker-designate for the 106th Congress, Bob Livingston, doing lobbying and government relations. Ms. Fitz-Pegado, who apparently works the other side of the aisle, was appointed by President Clinton to serve in the Commerce Department and served as a member of the foreign policy expert advisor team on the Obama for President Campaign. CHF "*works in Haiti out of two spacious mansions in Port-au-Prince and maintains a fleet of brand new vehicles*" according to *Rolling Stone*.

Rolling Stone, in an excellent article by Janet Reitman, reported on another earthquake contract, a $1.5 million contract to the NY-based consulting firm Dalberg Global Development Advisors. The article found Dalberg's team "*had never lived overseas, didn't have any disaster experience or background in urban planning… never carried out any program activities on the ground…*" and only one of them spoke French. USAID reviewed their work and found that "*it became clear that these people may not have even gotten out of their SUVs.*"

Presidents George W. Bush and Bill Clinton announced a fund-raising venture for Haiti on Jan. 16, 2010. As of October 2011, the fund had received $54 million in donations. It has partnered with several Haitian and international organizations. Though most of its work appears to be admirable, it has donated $2 million to the construction of a Haitian $29 million for-profit luxury hotel.

"*The NGOs still have something to respond to about their accountability, because there is a lot of cash out there,*" according to Nigel Fisher, the UN's chief humanitarian officer in Haiti. "*What about the $1.5 to $2 billion that the Red Cross and NGOs got from ordinary people, and matched by governments? What's happened to that? And that's where it's very difficult to trace those funds.*"

Five.

Some money went to for-profit companies whose business is disasters.

Less than a month after the quake hit, the U.S. Ambassador Kenneth Merten sent a cable subtitled "*THE GOLD RUSH IS ON*" as part of his situation report to Washington. In this Feb. 1, 2010 document, made public by *The Nation, Haiti Liberté,* and Wikileaks, Ambassador Merten reported the President of Haiti met with former General Wesley Clark for a sales presentation for a Miami-based company that builds foam core houses.

Capitalizing on the disaster, Lewis Lucke, a high ranking USAID relief coordinator, met twice in his USAID capacity with the Haitian Prime Minister immediately after the quake. He then quit the agency and was hired for $30,000 a month by a Florida corporation Ashbritt (known already for its big no-bid Katrina grants) and a prosperous Haitian partner to lobby for disaster contracts. Locke said "*it became clear to us that if it was handled correctly the earthquake represented as much an opportunity as it did a calamity…*" Ashbritt and its Haitian partner were soon granted a $10 million no bid contract. Lucke said he was instrumental in securing another $10 million contract from the World Bank and another smaller one from CHF International before their relationship ended.

Six.

A fair amount of the pledged money has never been actually put up.

The international community decided it was not going to allow the Haiti government to direct the relief and recovery funds and insisted that two institutions be set up to approve plans and spending for the reconstruction funds going to Haiti. The first was the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC) and the second is the Haiti Reconstruction Fund (HRF).

In March 2010, UN countries pledged $5.3 billion over two years and a total of $9.9 billion over three years in a conference March 2010. The money was to be deposited with the World Bank and distributed by the IHRC. The IHRC was co-chaired by Bill Clinton and the Haitian Prime Minister. By July 2010, Bill Clinton reported only 10% of the pledges had been given to the IHRC.

Seven.

A lot of the money which was put up has not yet been spent.

Nearly two years after the quake, less than 1% of the $412 million in U.S. funds specifically allocated for infrastructure reconstruction activities in Haiti had been spent by USAID and the U.S. State Department and only 12% has even been obligated according to a November 2011 report by the U.S. Government Accountability Office.

The performance of the two international commissions, the IHRC and the HRF has also been poor. The *Miami Herald* noted that as of July 2011, the $3.2 billion in projects approved by the IHRC only five had been completed for a total of $84 million. The IHRC, which was severely criticized by Haitians and others from its beginning, has been effectively suspended since its mandate ended at the end of October 2011. The HRF was set up to work in tandem with the IHRC, so while its partner is suspended, it is not clear how it can move forward.

What to do

The effort so far has not been based a respectful partnership between Haitians and the international community. The actions of the donor countries and the NGOs and international agencies have not been transparent so that Haitians or others can track the money and see how it has been spent. Without transparency and a respectful partnership, the Haitian people cannot hold anyone accountable for what has happened in their country. That has to change.

The UN Special Envoy to Haiti suggests the generous instincts of people around the world must be channeled by international actors and institutions in a way that assists in the creation of a "*robust public sector and a healthy private sector.*" Instead of giving the money to intermediaries, funds should be directed as much as possible to Haitian public and private institutions. A "*Haiti First*" policy could strengthen public systems, promote accountability, and create jobs and build skills among the Haitian people.

Respect, transparency and accountability are the building blocks for human rights. Haitians deserve to know where the money has gone, what the plans are for the money still left, and to be partners in the decision-making for what is to come.

After all, these are the people who will be solving the problems when the post-earthquake relief money is gone.

Bill Quigley *teaches at Loyola University New Orleans, is the Associate Legal Director at the Center for Constitutional Rights and volunteers with the Institute for Justice and Democracy in Haiti.* ***Amber Ramanauskas*** *is a lawyer and human rights researcher. A more detailed version of this article with full sources is available. Bill can be reached at quigley77@gmail.com. Amber can be reached at gintarerama@gmail.com.*

http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/statistics/Homicide/Globa_study_on_homicide_2011_web.pdf

continued from page (9)

Haitians and governing institutions in the destabilizing prelude to the overthrow of President Jean-Bertrand Aristide government in February 2004.

The Global Study on Homicide brings together global, regional, national and sub-national homicide data in one publication. While not necessarily indicative of overall, relative crime figures in each country, it is perhaps the closest that is readily available.

Homicide is a very specific, illegal act, the "crime of crimes" that is easily quantified. Other violent crime statistics compiled by the UNODP have two great disadvantages. One, the organization's reporting from countries is incomplete. Two, definitions and measurements of the different categories of violent crime vary from country to country, as does the capacity to record them.

'Violence' as justification for military occupation

The foreign military intervention that facilitated Aristide's overthrow in 2004 and became institutionalized through the UN Security Council-mandated military force called MINUSTAH. The UN has always justified its actions by saying that foreign soldiers are needed to save Haitians from themselves. Officials of the United Nations in Haiti as well as the embassies of the U.S., Canada and Europe never cease to claim that Haiti is permanently threatened with descent into chaos and violence.

The large international commercial media outlets typically chimes in with their own versions of this fable. Yet, the UNODP's homicide figures for Haiti fly completely in the face of these claims.

This double-speak deliberately confuses and conflates the so-called violence of legitimate protest demanding social and political rights, including measures of self-defense, with the violence of Haiti's wealthy elite and its backers in the U.S., Canada and Europe as they conspire to keep Haiti poor and keep poor Haitians marginalized in their own country. Thus was the "violence" of the 2000-2004 destabilization period and coup d'état presented.

Since the Jan. 12, 2010 earthquake, reporting of popular protests against MINUSTAH or the slow pace of earthquake aid and reconstruction often suggests, subtly or brazenly, that descent into chaos constantly looms.

Contemporary media presentations of Haiti are sometimes reminiscent of news reporting in the 19th and early 20th centuries when naked colonialism still ruled in the colonies or "spheres of influence" of the U.S. and Europe. That era's newspapers regularly warned of inevitable violence and pillaging by Black people against any and all social order should they succeed in gaining their freedom.

The reported homicide rate for Haiti raises an obvious question: If Haiti's crime ad violence rates are exponentially lower than neighboring countries, why, exactly, is a seemingly permanent UN military occupation force of 13,000 foreign soldiers and police in the country in the first place?

Sénégal : « You » candidat

Par Iba M'Baye


Youssou Ndour, chanteur et désormais candidat à la présidence de la république

C'est très sérieusement que le chanteur sénégalais de renommée internationale, 52 ans,Youssou Ndour, a annoncé, en ce début d'année, sa candidature à l'investiture suprême. Dans une déclaration diffusée sur Radio Futur Médias (RFM) et la chaîne de télévision Télévision Futur Médias (TFM), appartenant à son propre groupe, l'artiste et homme d'affaires de 52 ans a déclaré : « C'est un devoir patriotique suprême, le meilleur des dons de soi, je suis candidat ». Plagiant avec un certain humour le président sénégalais, Abdoulaye Wade, 85 ans, élu en 2000 sous le signe de l' « alternance », il s'est présenté comme « l'alternative à l'alternance ». « You » s'est engagé, s'il est élu président, le 26 février, à réduire immédiatement le train de vie de l'État. « Avant la fin de mon mandat, l'autosuffisance alimentaire sera une réalité. La nourriture pour tous est mon combat », a affirmé le candidat militant, fondateur du mouvement citoyen « Fekke Maci Boolé », qui signifie en wolof, « Je suis là, je m'engage ».

Très critique à l'égard du président Wade et du pouvoir, son groupe médiatique, le plus important du pays, au coeur de la vie politique et des réalités, dénonce chaque jour la corruption des élites et organise les débats contre le pouvoir ou sur les questions de démocratie. L'un des hommes les plus influents du pays, « Bande-son » du Sénégal, comme certains l'appellent, Youssou Ndour avait demandé au chef de l'État de se retirer et de ne pas se présenter en 2012, après les manifestations du 23 juin dernier. Durement réprimées et d'une ampleur exceptionnelle, elles avaient obligé le président à renoncer à son projet de réformes constitutionnelles lui garantissant sa réélection.

Youssou Ndour, enfant du quartier populaire de Médina, issu d'une caste de griots par sa mère, brillant homme d'affaires, ouvert à la fois sur l'Occident et le monde arabo-musulman, cosmopolite et fortement ancré dans sa culture en même temps, pourrait bien être un sérieux concurrent. Il est l'icône de nombreux Sénégalais dont il représente les aspirations, des Sénégalais fatigués par des années de régime vieillissant, corrompu, élitiste et clientéliste. Son discours enthousiaste, énergique, confiant et réaliste – « mon programme n'est pas une addition de promesses, c'est une prise de rendez-vous ponctuels et fermes tout au long de mon mandat » - a, à son avantage, tranché sur celui, la veille, du président, à la télévision, pour ses voeux à la Nation, au bord de la sénilité.

« You » a-t-il toutes ses chances ? Certains le disent. Ses ennemis ne s'y sont pas trompés en lui envoyant les agents du fisc pour éplucher ses comptes et lui réclamer 1,5 millions d'euros, après la manifestation du 23 juin et ses prises de position. Cela n'a pas été suffisant pour le décourager et il pourrait bien occuper la place vide du candidat fédérateur que l'on n'attendait plus.

Afrique Asie 3 janvier 2012

Équateur : le courage politique de dire non à la dette et au FMI

Par Guillaume Beaulande *

Le 14 décembre 2008, le président de l'Équateur, Rafael Correa, prenait la décision simple et ferme de ne plus payer la part « illégitime » de la dette publique et de suspendre le remboursement des titres de la dette. Retour sur une réussite politique, sociale et économique.

Rafael Correa annonçait un plan de restructuration ainsi qu'un audit de la dette publique pour en déceler la part « légitime » (la part utilisée dans l'intérêt du peuple équatorien) et celle « illégitime » (le renflouement des banques privées et issue des contrats de dettes illégaux), voire « odieuse » (contractée par des régimes dictatoriaux contre l'intérêt du peuple). Le pouvoir exécutif avait en effet décidé en 2007 de mettre en place une commission d'enquête pour un audit de la dette sur la période 1976-2006 dont faisaient partie des experts européens tels que Éric Toussaint du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde (CADTM). Le Président de l'Équateur déclara qu'il ne paierait plus la part de la dette jugée illégitime. Cette part fut estimée alors à 70% de sa totalité. Un point significatif de cette démarche est que 95% des créanciers de l'Équateur (FMI, Banques, et autres fonds institutionnels) ont accepté cette décision !!


Le président de l'Équateur, Rafael Correa, prenait la décision simple et ferme de ne plus payer la part « illégitime » de la dette publique et de suspendre le remboursement des titres de la dette

En utilisant l'outil de l'audit de la dette et grâce à une mobilisation populaire qui était au paroxysme en Equateur, Correa a pu établir le rapport de force nécessaire pour faire accepter à l'oligarchie financière que cette part de la dette n'était pas celle du peuple. Et que ce n'était par conséquent pas à ce-dernier de la payer !

Voilà qui marqua un tournant décisif dans l'histoire politique du pays et mit fin en partie au cercle vicieux de la dette : l'hémorragie financière, la baisse des dépenses publiques qui enrayent toute possibilité de relance, et provoquant l'augmentation scandaleuse des intérêts et surtout la perte totale de la souveraineté du peuple équatorien, demeuré des décennies durant sous la tutelle du FMI et de la Banque Mondiale. Tous les gouvernements depuis celui de Guillermo Lara (1972-1976) avaient jusque-là appliqué sans sourciller les mesures d'austérité budgétaires imposées par les institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale). Mal leur en a pris.

Le non-remboursement de la dette décidé courageusement par Rafael Correa a permis à l'Équateur d'économiser près de 7 milliards de dollars, réinvestis notamment dans la santé, l'éducation et autres postes de dépenses sociales. Par ailleurs, la part du budget de l'État pour le paiement de la dette est passé de 32% à 15% et celle concernant les dépenses sociales de 12 à 25%. En outre la croissance est en moyenne de 4% depuis 2006, ce qui a permis de financer l'augmentation des salaires et des pensions.

En mai 2010, le président équatorien rencontra son homologue grec, Georgios Papandreou. Rafael Correa lui conseilla alors de ne plus payer la dette… En vain. Il lui expliqua avec des mots simples et chargé de bon sens, la logique financière du capitalisme :

Suite à la page (18)

Une loi française interdirait la négation du génocide turc des Arméniens

Par F. Dubois

Le vote par l'Assemblée nationale le 22 décembre d'une loi pénalisant la négation publique du génocide arménien a déclenché une crise diplomatique majeure entre la France et la Turquie. Dans les jours qui ont précédé le vote de la loi, le gouvernement turc s'est efforcé de faire pression pour empêcher ce vote, et a réagi avec véhémence la loi une fois passée.

L'Etat turc, quant à lui, interdit de qualifier de génocide les massacres perpétrés contre les Arméniens sur le territoire de l'ancien empire Ottoman en 1915. Une enfreinte à la nouvelle loi française est à présent passible d'un an de prison et d'une amende de 45.000 euros.

L'initiative de cette loi revient au gouvernement du président Nicolas Sarkozy. Celui-ci avait publiquement enjoint à la Turquie, lors d'une visite dans la capitale arménienne Erevan, au mois d'octobre, de reconnaître le génocide arménien, le « négationnisme n'étant pas acceptable ». Valérie Boyer, députée UMP d'une circonscription de Marseille à fort pourcentage arménien, avait ensuite introduit le projet de loi au nom du gouvernement.

Une majorité de parlementaires n'a pas assisté à la discussion préalable au vote. La loi n'a finalement été votée que par une cinquantaine de députés sur 577, tant de la majorité que de l'opposition, une dizaine de députés des deux bords votant contre.

Le Parti socialiste et le Parti communiste ont voté avec le gouvernement en faveur de la loi. Celle-ci reprend une loi très similaire votée par l'Assemblée nationale en 2006, sur initiative du PS. Celle-ci fut finalement rejetée au Sénat en mai 2011, l'UMP et le gouvernement y étant opposés.


Un des calculs, plus ou moins avoué, de Sarkozy est, dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle d'avril et mai 2012, de s'attirer le vote arménien

Des historiens qui s'étaient déjà opposés à une telle loi, ont de nouveau exprimé leur hostilité à la loi actuelle. Ils s'inquiètent en particulier de ce qu'elle représente une attaque contre la liberté de recherche et la liberté d'expression et ils s'opposent à ce que l'Etat bâillonne ainsi les historiens. L'historien français Pierre Nora qui s'oppose au vote de la loi au nom de la liberté des historiens est cité dans Le Monde.

Cette loi est profondément réactionnaire. Elle permet à l'impérialisme français de s'ériger hypocritement en autorité morale, alors qu'il mène une offensive sanglante dans le monde islamique—avec des guerres en Libye et en Afghanistan, et une intervention en Syrie menée avec les Etats-Unis et la Turquie. Elle facilite également, par le biais d'un pouvoir de censure anti-démocratique consenti à l'Etat, la division de la classe ouvrière sur des bases ethniques.

Un des calculs, plus ou moins avoué, de Sarkozy est, dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle d'avril et mai 2012, de s'attirer le vote arménien.

Sarkozy cherche sa réélection alors que son gouvernement devient de plus en plus impopulaire. Son incapacité d'apporter une quelconque solution à la crise économique et ses attaques à répétition contre le niveau de vie, les emplois et les droits civiques tout comme sa défense des intérêts du capital financier ont provoqué l'hostilité d'une majorité dans le pays. Il est mené dans les sondages par le Parti socialiste et talonné par le Front national néo-fasciste. Sarkozy s'est aussi systématiquement opposé à une entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. La négation d'un génocide que la nouvelle loi punit et place sur le même plan que la Shoah, constitue un obstacle à une adhésion de la Turquie à l'Union Européenne.

Comme l'a avoué l'ex-ministre UMP et véhément défenseur de la loi,

Suite à la page (18)

Cristina Kirchner prochainement opérée d'un cancer de la thyroïde


La présidente Cristina Kirchner et le vice-président Amado Boudou

La présidente Cristina Kirchner, âgée de 58 ans, est atteinte d'un carcinome papillaire de la thyroïde, forme fréquente de cancer et sera opérée le 4 janvier.

Le porte-parole de la présidence, Alfredo Scoccimarro, a annoncé mardi 27 décembre au soir que « le 22 décembre dernier, lors d'examens de routine, un carcinome papillaire a été détecté au lobe droit de la glande thyroïde » ; il a précisé qu'« il n'y avait pas de métastase » et qu'« une intervention chirurgicale était prévue le 4 janvier ». « La maladie est circonscrite ». La présidente ayant subi de nouvelles analyses « il a été constaté que les ganglions lymphatiques n'étaient pas atteints », toujours selon le porte-parole de la présidence.

La présidente argentine, qui vient d'entamer un nouveau mandat, devrait être hospitalisée 72 heures et suivre une convalescence de 20 jours. Durant ce temps Cristina Kirchner sera remplacée à la tête de l'Etat pendant sa convalescence par le vice-président Amado Boudou, récemment entré en fonction après avoir été ministre de l'Economie.

El Correo 28 décembre 2011

Suite de la page (13)

fait que chacun d'entre eux agit d'une façon qui continue, du point de vue des Etats-Unis, d'envenimer la situation. Il en découle que les Etats-Unis se sont retrouvés contraints de devoir plaider avec eux, et non de les commander ou de les contrôler.

Ensuite, l'Iran, soi-disant la principale préoccupation immédiate des Etats-Unis (comme de l'Arabie saoudite et d'Israël). L'Amérique a utilisé ses drones les plus secrets pour espionner l'Iran. Rien de très surprenant à cela, sauf qu'il semblerait qu'un de ces engins ait dû atterrir sur le sol iranien. Je dis « atterrir » car la vraie question est de savoir pourquoi et comment il a pu atterrir. La CIA, à qui ce drone appartient, a cherché à expliquer, de manière fort peu convaincante, que l'origine du problème était mécanique. Les Iraniens ont laissé entendre qu'ils avaient ramené cet engin au sol par des moyens de défense électronique. Pour les Etats-Unis, c'est « impossible », mais pour Debka, la voix sur internet des faucons israéliens, c'est la vérité. Pour ma part, je pense que c'est probable. Désormais que les Iraniens possèdent le drone, ils cherchent à lui faire dire tous ses secrets techniques. Qui sait s'ils ne les publieront pas à la face du monde ? En quoi ces drones ultrasecrets auront-ils alors encore quelque chose de secret ?

Et, ah oui, l'Allemagne. Comme chacun sait, il y a une « crise » dans la zone euro. Et la chancelière Merkel a mis toute son énergie pour que les pays de la zone puissent adopter une « solution » qui la satisfasse et qui fonctionne sur le plan politique en Allemagne et économique en Europe. Elle a jeté tout son poids pour obtenir un nouveau traité européen imposant des sanctions automatiques aux pays de l'euro qui en violeraient les dispositions. Les Etats-Unis estimaient pendant ce temps que ce n'était pas la bonne façon de faire. Pour eux, il s'agissait d'un plan de moyen terme qui ne prenait pas en compte la situation de très court terme. Barack Obama a ainsi dépêché en Europe son secrétaire au Trésor Timothy Geithner pour faire valoir ses propositions alternatives. Peu importent les détails ou qui est le plus raisonnable dans cette histoire. Le fait important à relever est que Geithner a été totalement ignoré et que les Allemands sont arrivés à leurs fins.

Et pour finir, les pays d'Amérique latine et de la Caraïbe se sont rencontrés au Venezuela pour fonder une nouvelle organisation, la Communauté des Etats latino-américains et caribéens (CELAC). Tous les pays d'Amérique ont signé, sauf les deux qui n'étaient pas invités, les Etats-Unis et le Canada. La CELAC a vocation à remplacer l'Organisation des Etats américains (OEA), laquelle inclut les Etats-Unis et le Canada et a suspendu Cuba. Un certain temps pourrait s'écouler avant que l'OEA disparaisse et que seule subsiste la CELAC. Il n'en reste pas moins que Washington n'est pas tout à fait d'humeur à fêter cette évolution.

Mémoire des luttes
22 décembre 2011



Suite de la page (5)

membres iraniens de l'équipe de la CIA mènent alors les manifestants dans le centre de Téhéran et persuadent des unités de l'armée de les épauler, incitant au passage la foule à attaquer le quartier général du Parti iranien favorable à Mossadegh et à incendier une salle de cinéma et plusieurs rédactions de presse (pp. 65, 67 et 70 du "Rapport")». Ça ne vous rappelle rien, Dandin ? Le 19 août 1953, Mossadegh, tombait du pouvoir.

Les Haïtiens disent volontiers : qui a fou, fourra. Justement, c'est ce qui s'est passé en Iran, au Guatemala d'Arbenz, au Chili d'Allende et ailleurs après que la CIA ait réussi au Congo de Lumumba. Qui a déstabilisé et coup-d'Étaté, déstabilisera et coup-d'Étatera. En passant, je rappellerai à Dandin persuadé de la mauvaise foi du régime Lavalas à négocier que Aristide avait personnellement téléphoné à Apaid qui lui avait raccroché au nez. Je le tiens de Patrick Elie qui lui-même était allé voir Apaid dans une démarche de conciliation. Ce à quoi Apaid eut à lui répondre :«Nous sommes prêts financièrement, diplomatiquement, politiquement. F*òk Aristide ale*».

Pour finir, je rappellerai à Marvel Dandin ces commentaires très éclairants du professeur Auguste Demeza lors d'une récente interview accordée à Michel Edouard sur les antennes de *Radio pa Nou* :« … je me demande jusqu'à quel niveau nous avions eu raison d'avoir eu ce mouvement GNB. *Fò m entewoje l, m te ladan l, m te nan laru a, m assume ke m te ladan l,* mais est-ce que c'était ça seulement la solution ? Est-ce qu'il n'y avait pas moyen de tendre le rameau d'olivier, *m pa konnen*, une piste de dialogue, d'accepter *chita* avec Monsieur le président Aristide à l'époque et de sauver la commémoration du bicentenaire. *Se dè kesyon ke m ap poze m* en terme de mémoire. *M twouve m oblije poze yo* par rapport aux résultats très piètres… on a eu une transition avec M. Latortue, pour moi ça été l'abîme des *bim*. Dans ce pays on n'a rien foutu pendant ces deux ans…», n'est-ce pas Dandin ?

Et la «bonne société» des intellectuels, des politiciens, des journaliste et des «gens de bien» qui ont toujours eu une peur irraisonnée des va-nu-pieds, des «gros orteils» qui se sont projetés sur le devant de la scène le 7 février 86 et le 16 décembre 90, continue encore de fantasmer et de fabuler sur la



Guy Philippe

période 2002-2004. Combien de journalistes, combien d'intellectuels auront le courage de Demeza ? Marvel, *dim m a di w*.

Oui Marvel Dandin, où sont passés "la Caravane", le "Contrat social" et tout le bazar ? Faudrait-t-il demander à Martelly, le «président-motocyclette» ? Dandin, mon cher, *di m m a di w…*

Suite de la page (17) Arméniens......



L'Etat turc, quant à lui, interdit de qualifier de génocide les massacres perpétrés contre les Arméniens sur le territoire de l'ancien empire Ottoman en 1915

Patrick Devedjian, « C'est un acte politique : au moment où la Turquie veut entrer dans l'Union européenne, et apparaître comme un pays qui défend les droits de l'homme, cette loi permet de révéler l'attitude de la Turquie sur la scène internationale et montre bien que la Turquie n'est pas le pays des droits de l'homme ».

L'annonce du vote a déclenché une crise diplomatique majeure avec la Turquie. Le gouvernement et les médias turcs ont réagi avec agressivité à l'annonce du vote. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan a menacé la France de sanctions économiques et politiques, du gel de la coopération militaire et d'isolement diplomatique au Moyen Orient.

L'initiative de Sarkozy a provoqué l'incompréhension et l'ire de nombreux politiciens bourgeois et ce, jusque dans son propre gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé (UMP) a été cité ainsi par l'hebdomadaire Marianne : « Cette proposition de loi est intellectuellement, économiquement et diplomatiquement une connerie sans nom. On n'a pas à se lancer dans un concours des génocides. Tout ça pour tenter de récupérer les voix des Français d'origine arménienne. C'est ridicule » !

L'autre candidat UMP à la présidence et rival de Sarkozy au sein du parti gouvernemental, l'ancien premier ministre Dominique de Villepin, a qualifié le vote de la loi d'« erreur » et lancé l'avertissement, le 25 décembre, sur la station de radio Europe 1: « Soyons prudents. On ouvre des querelles qui nous font régresser et pas progresser ».

Qu'une partie des représentants du grand patronat s'inquiète publiquement n'est pas surprenant. Les cinq dernières années ont vu un net rapprochement avec la Turquie, et un fort développement des investissements français dans ce pays et la Turquie est devenue un important marché d'exportations. La France, qui possède 11.5 milliards d'investissement directs en Turquie, y a exporté pour 6,3 milliards d'euros, et a acheté pour 5,4 milliards d'euros d'importations en 2010.

Les constructeurs automobiles français contrôlent un cinquième du marché turc, et les banques françaises y ont de forts intérêts.

Alors que l'impérialisme français intervient en Syrie—où il dépend en partie de la Turquie pour y arriver—l'initiative de Sarkozy semble très mal venue à d'importantes parties de la bourgeoisie française.

La France a établi une collaboration étroite avec la Turquie pour intervenir dans la guerre civile qui prend de l'ampleur entre le régime alaouite d'Assad et le Conseil national syrien et l'Armée syrienne libre. Une intervention de l'impérialisme en Syrie est à voir dans le contexte plus large d'un affrontement politique et potentiellement militaire avec l'Iran.

Des revendications de plus en plus pressantes de la part de puissances impérialistes, y compris la France, se font entendre pour une intervention militaire en Syrie. Il y a quelques jours, Bernard Valero, porte parole du ministère des Affaires étrangères a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à voter une « résolution ferme qui exige la fin de la répression ».

Selon l'hebdomadaire Le Canard Enchaîné, et le quotidien turc Milliyet, l'Armée syrienne libre est entraînée par des militaires britanniques et des agents des services de renseignements français. L'ASL appelle depuis plusieurs semaines à des « frappes aériennes étrangères (Le Monde 24 novembre). La France s'est engagée aux côtés de la Turquie pour l'établissement d'une « zone tampon » entre la Turquie et la Syrie.

Le Sénat français doit à présent examiner la proposition de loi votée par l'Assemblée. Le sénateur UMP Roger Karoutchi a indiqué hier qu'elle n'était toujours pas inscrite à l'ordre du jour du Sénat, ajoutant qu'elle le rendait « mal à l'aise ». Selon Karoutchi, le Sénat pourrait décider d'inscrire la proposition de loi à l'ordre du jour le 10 janvier, auquel cas le Sénat l'examinerait au mois de février.

Zeynep Necipoglu de la Chambre de commerce française en Turquie (CCFT) a annoncé que la CCFT engagerait « une action déterminée auprès des sénateurs afin de les sensibiliser … aux importants dommages que (cette initiative) est susceptible de provoquer ». Selon elle, ceci pourrait permettre à la classe politique française d' « agir pour que la proposition de loi puisse être rejetée par le Sénat ».

Wsws 30 décembre 2011

Suite de la page (17) Équateur...

« Tu es tombé, tu me payes davantage et plus cher, mais pas pour le développement, je te « relève » et on avise. » Il a réitéré ce conseil le 08 octobre dernier aux pays européens touchés par la sacro-sainte « crise de la dette » qui n'est qu'un prétexte pour la mise en place des politiques « austéritaires ». Il a ajouté qu'il ne fallait pas céder au FMI et à ses prérogatives néfastes. La situation catastrophique de l'Argentine après sa crise de 2001 et le moratoire du paiement de la dette décrété par le Président argentin Nestor Kirchner depuis 2003 avait donc montré une voie politique que Rafael Correa a pu approfondir. Grâce à ce moratoire, Nestor Kirchner est parvenu à renégocier sa dette et à relever temporairement l'économie exsangue du pays, celle-ci avait été mise à sac par une décennie de politique néolibérale acharnée, faite de « plans de sauvetages » et mesures d'austérité qui n'avaient fait que creuser la plaie.

Pas de cataclysme donc, tout le contraire même : il s'agit de retrouver sa souveraineté en sortant d'une telle « dettocratie » pour pouvoir se doter des outils qui permettent de mettre le système économique au service de l'intérêt général du peuple. Il s'agit de l'intérêt général défini par le peuple pour le peuple et non pas par un gouvernement soumis aux banques et qui accepte de faire payer au peuple la spéculation financière.

Le courage. Encore un mot que la droite et les sociaux-démocrates européens dépouillent de son champ sémantique. Le courage, ce n'est pas d'annoncer aux peuples comment et pourquoi on va les prendre à la gorge. Le courage politique, c'est de tout faire pour libérer les peuples de la tyrannie des marchés. Le courage politique, c'est le fait de cesser de parler de la « crise de la dette » quand il s'agit d'une crise systémique et de mettre tout en oeuvre dans l'intérêt des peuples et non pas des créanciers.

En Europe, une dynamique citoyenne commence à se mettre en place. Des campagnes pour l'audit et l'annulation de la dette publique se mettent en marche en Grèce, en Belgique, en Allemagne, en Italie et ailleurs. Un peu partout se créent des liens avec les luttes historiques de pays du Sud contre la dette: notamment avec le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, la République démocratique du Congo, l'Équateur, le Brésil…

En France, d'ores et déjà une cinquantaine de collectifs locaux ont été créés en réponse à l'appel national pour l'audit de la dette publique. Les peuples ont le droit de savoir d'où vient la dette, pourquoi et comment elle a été contractée.

L'expérience équatorienne, entre autres, doit trouver un écho en Europe et ailleurs : el pueblo unido jamas será vencido ! (Le peuple uni ne sera jamais vaincu).

LE MONDE EN MOUVEMENT, S'INFORMER, 14 décembre 2011

***Guillaume Beaulande :** Membre du Parti de gauche depuis 2009, Guillaume Beaulande fait partie du bureau du secrétariat international du PG. Il s'occupe plus particulièrement du secteur Amérique latine. Il est également responsable du réseau de traducteurs du Parti de gauche, lancé par les parlementaires Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez le 12 novembre 2008, après leur départ du Parti socialiste (PS) à la suite du congrès de Reims. Le PG fédère des personnalités et des regroupements issus de traditions politiques diverses, et revendique une orientation socialiste, écologiste et républicaine.

Suite de la page (20) De l'Urgence de Promouvoir

Qui ne se rappelle pas en Haïti de la lutte sans grandeur que cette institution a menée contre divers récipiendaires à ce poste comme Daniel Elie, Olsen Jean Julien et Marie Laurence Jocelyn Lassègue ?

Il faudrait d'abord entamer la démarche de remettre en exergue nos valeurs, à partir des moyens dont nous disposons, de l'intérieur, avant de prétendre les montrer aux autres. La revendication de la contribution de notre pays à la modernité ne saurait avoir l'écho souhaité sans un travail en profondeur au niveau de notre mental. Je sais qu'il ne sera point aisé de surmonter trois cents ans d'esclavage en en peu plus de deux cents ans d'indépendance, compte tenu du fait que nos grands-parents avaient remis notre éducation aux mains de ceux-là même qui avaient soutenu ce système inhumain ; je veux parler des prêtres de l'église catholique et des Jésuites.

Alors que nous aurions dû mettre nos ressources, particulièrement nos médias d'Etat d'abord au service de la promotion de l'*Haïtianité*, la critiquer, la repenser s'il y a lieu de le faire, il se trouve que cette Télévision d'Etat subventionnée à partir des taxes des citoyens choisit d'ignorer l'importance du jour des Aïeux, pour poursuivre sa quête de *Rejete* en faisant la promotion de la culture des autres au détriment de la nôtre.

Les médias d'Etat, avant toute chose, devraient avoir pour mission d'appliquer la politique du Ministère de la Culture en matière d'éducation civique et autres, d'information et de promotion de l'homme haïtien. Ils devraient se mettre au service de leur Ministère de tutelle dans l'application de sa mission de « rendre accessible au plus grand nombre, les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord d'Haïti, au plus grand nombre possible d'Haïtiens, d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent » 1.

Je n'ai pas le moindre doute sur le fait qu'à l'heure actuelle en Haïti un Ministre de la Culture, quelles que soient sa personnalité et sa capacité de production ne puisse pas faire grand-chose. La situation étant ce qu'elle est le mieux qu'il est encore possible de faire, c'est de tenter de *sauver les meubles*. Mais tout au moins, j'ai la certitude que l'actuel patron de la culture gagnerait à imprimer une autre orientation aux médias et aux autres institutions culturelles de l'Etat. Ce ne sera pas facile, compte tenu du laisser-aller qui a caractérisé le rapport entre la Télévision Nationale, la Radio Nationale d'Haïti avec leur instance de contrôle.

En plus de ces institutions, d'autres organismes autonomes comme, l'Ecole Nationale des Arts, Le Musée du Panthéon National Haïtien, les Archives Nationales, Les Presses Nationales, Le Théâtre National, l'Institut de Sauvegarde de Patrimoine Nationale, la Bibliothèque Nationale, Le Bureau national du Droit d'Auteur, l'Office Nationale de l'Artisanat, la Direction Nationale du Livre, sont autant d'arguments que le Ministère de la Culture peut utiliser dans le cadre d'une action concertée avec d'autres Ministères pour l'application des politiques publiques de la culture, que le pays attend.

Suite de la page (20) Héros condamnés

Les autres continuent à purger de très lourdes peines : Hernández a écopé d'une double perpétuité assortie de... 15 ans supplémentaires ! Il lui faudrait trois vies pour purger une sentence aussi absurde. Labañino, perpétuité plus 18 ans ; Guerrero, perpétuité plus 10 ans ; et Fernando, 19 ans.

Ces cinq constituaient le réseau Vespa, qui renseignait La Havane sur les activités et projets de terroristes qui, voyageant par avion et se faisant passer pour des touristes, ont commis des attentats à Cuba, se sont livrés à du trafic d'armes et ont fait sauter des bombes dans des hôtels à La Havane, ayant provoqué des morts et des blessés.

Bush et Obama auraient du plutôt être reconnaissants au gouvernement cubain pour avoir débusqué des terroristes qui, en toute impunité, utilisent le territoire des USA pour perpétrer leurs méfaits contre l'île socialiste des Caraïbes. Mais c'est précisément le contraire qui est arrivé, démontre le livre très documenté de Fernando Morais. Le FBI a arrêté les agents cubains, et continue à jouer les aveugles, face aux activités de terroristes qui poursuivent leurs incursions aériennes clandestines sur le territoire cubain et des entraînements paramilitaires dans les environs de Miami.

En 15 chapitres, le livre de Morais raconte la préparation suivie par les cinq agents au sein du contre-espionnage cubain, la saga du mercenaire salvadorien qui, payé par Miami, a posé cinq bombes dans des hôtels et restaurants de La Havane ; il dévoile le rôle de messager particulier de Gabriel García Márquez, entre Fidel et Bill Clinton ; les visites secrètes d'agents du FBI à La Havane, et la quantité de preuves qui leur ont été fournies, sur ordre de Fidel, quant aux activités des réseaux cubains anti-castristes à Miami.

« Les derniers soldats de la guerre froide » s'appuie sur un exhaustif travail de recherche et de nombreux entretiens réalisés par l'auteur à Cuba, aux USA et au Brésil. Rédigé dans un style alerte, dépourvu de parti pris et de présupposés idéologiques, cet ouvrage illustre les raisons qui ont permis à Cuba de résister depuis plus de 50 ans en tant qu'unique pays socialiste de l'Occident : La Révolution et ses conquêtes sociales ont inculqué au peuple un sens de la souveraineté qui l'amène, dans un geste d'amour, à se mobiliser pour sa défense.

Il est difficile dans des pays capitalistes, pour ceux qui, grâce à la loterie biologique, sont nés dans des milieux sociaux ignorant la misère et la pauvreté, de comprendre pourquoi les Cubains ne se rebellent pas contre les autorités qui les gouvernent. Car, quand on vit dans un pays subissant depuis plus d'un demi-siècle un blocus de la part de la plus grande puissance militaire, économique et idéologique, distante d'à peine 140 km, on s'enorgueillit d'avoir su résister si longtemps au point de mériter les éloges du Pape Jean-Paul II, lors de sa visite en 1998.

Dans plus de 100 pays dans le monde – y compris au Brésil – se trouvent des médecins et des professeurs cubains, effectuant des services solidaires dans les zones les plus déshéritées. Le nombre de désertions est infime, au regard de la quantité de ces professionnels qui, une fois leur mission accomplie, s'en retournent à Cuba. Et la Révolution, comme c'est le cas aujourd'hui sous l'égide du gouvernement de Raúl Castro, cherche sans cesse à évoluer pour ne pas disparaître.

Peut-être que ce panneau, situé près de l'aéroport de La Havane et fréquemment cité par Fernando-Morais, peut aider à comprendre la conscience civique d'un peuple qui aura lutté pour ne plus être une colonie, d'abord de l'Espagne puis des USA : « Cette nuit, 200 millions d'enfants dormiront dans les rues du monde. Aucun d'eux n'est cubain »

Traduit par Pedro da Nóbrega
Edité par Fausto Giudice
Tlaxcala 31 décembre 2011

Suite de la page (20) Regard critique

veut être bien explicite quant au sort de cette jeunesse haïtienne désespérée, laquelle en tout état de cause, doit constituer la base solide du pays et l'avenir de la nation. Après tout, un pays éludé de sa jeunesse, n'est-il pas appelé à s'effondrer ?

Néanmoins, faisant foi au document de l'ASSAB, à l'instar d'une jeunesse en quête de sa raison de vivre ou enclin à s'orienter à donner un sens à sa vie, celle bellansoise se dynamise surtout dans le domaine de la culture et de l'éducation.

Après le texte de l'introduction et celui ébauchant brièvement le panorama de Belle-Anse, le livre ouvre ses premières pages sur les griefs de l'histoire de la dynastie de la période terrifiante 1957 – 1986, où les paysans de Belle-Anse, comme tous les autres à travers le pays, innocents et premières victimes, ont laissé leur peau aux grognards des dictateurs Duvalier (père et fils). Aux deux cimetières creusés à l'entrée de la ville de Belle-Anse, par un sbire de Papa Doc, il n'y avait pas assez de places pour les paysans victimes de la dictature.

Présentant une partie de l'histoire de la ville, l'ASSAB, à travers un panégyrique, aussi que par une fierté exubérante, a élevé Hugo H Paul, cet aîné bien apprécié de la population bellansoise, à la hauteur de ses mérites. Selon ASSAB, le parlementaire écrivain, Hugo Paul était l'unique des aînés bellansois qui a su laisser pour héritage un document, permettant aux fils de cette contrée de s'en servir comme base d'étude pour un développement alternatif.

Parlant du sous-développement, ASSAB a présenté un tableau sombre de cette société au comble de déboires, de frustrations et dont le niveau de vie diminue de jour en jour. « Les polémiques sont si fréquents que certains bellansois, déçus et découragés du train où vont les choses, émigrent dans d'autres localités où la vie leur offre de meilleures chances ».

Il n'y a que la tristesse, le désespoir, la résignation qui s'installent parmi les jeunes bellansois qui se trouvent dans l'obligation d'abandonner leurs études trop tôt, faute de besoins élémentaires tels nourritures et vêtements.

Quant à la question de santé, c'est le désarroi le plus abject dans cette commune où il n'existe aucune structure de santé adéquate, valable, pouvant améliorer dans ce domaine, la condition de vie des paysans. Ce qui a généré un taux de mortalité élevé, car les habitants sont morts toujours prématurés. Ainsi, pour signifier que les gens ont trop pleuré leurs chers disparus à Belle-Anse, les auteurs de l'ouvrage « Belle-Anse pour un auto développement... », ont évoqué cette citation d'Henry de Montherlant : « Nous mourons tous quand il n'y aura plus personne pour qui nous vivons ».

Si à une époque donnée, le MARNDR (Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural), avait orgueilleusement vanté la production de Belle-Anse en café (30 à 40 mille sacs), en poissons (50 à 60 mille) livres, en chêne, taverneau, gaïc et cèdre, après les terribles ouragans dont Hazel, Flora, Inès, Allen et Gilbert qui avaient terrassé le Sud-est, abattant systématiquement tous ces produits, aujourd'hui, la pauvreté règne en maître à Belle-Anse, puisque la moitié de la population, fuyant la région, est réduite à la mendicité.

Comme éléments de proposition, en guise de solution adéquate au développement de la commune de Belle-Anse, ASSAB a adressé la liste des recommandations suivantes, dans les priorités telles: Ecole, Santé, Agriculture, la pêche, la bibliothèque, la pharmacie, le centre de développement, l'auberge, le cinéma, le sportif, le reboisement, l'apiculture, et l'élevage.

1 - Dans le cadre de lancement de grands travaux au thème d'un grand « combite » dans la commune, grouper les techniciens bellansois de toute spécialité expatriés aux Etats-Unis et dans d'autres pays du monde.

2 – Instituer une très large coopérative à objectif de développer un secteur de commerce global dans la commune.

3 – Une intervention musclée dans l'éducation par la création des cantines scolaires, la dynamisation du programme de la formation continue des maîtres et la fourniture des matériels didactiques dans les écoles.

4 – La construction d'un lycée technique devant former les professionnels dans divers domaines : maçon, charpente, ébénisterie, mécanique, couture, cordonnier, technique agricole, etc.

5 – Relancer l'agriculture de façon à dynamiser le processus de création d'emplois. Réédifier la production du café, de bois, des produits de pêche, l'élevage et le reboisement. Promouvoir l'autosuffisance alimentaire.

6 – Création d'une coopérative exclusive de pêche.

7 – La réhabilitation et la modernisation du centre de santé existant à Belle-Anse.

En terme de solution à porter aux graves problèmes de l'érosion et de l'inefficacité de l'agriculture, le livre a mis en évidence la proposition de cet écrivain autochtone, Hugo H Paul, dans son œuvre « L'arrondissement de Belle-Anse et ses problèmes », d'utiliser les eaux du fleuve « Cascade Pichon » à des fins d'arrosage des aires cultivables de la commune, ou, à défaut de financement d'un tel projet si ambitieux, d'établir une vaste pépinière de reboisement.

ASSAB se propose de déclarer une guerre pressante à l'érosion, car, dans toute la paysannerie haïtienne, dit-elle, il faudrait globalement considérer la forte philosophie de Jacques Roumain, énoncée dans Gouverneurs de la Rosée : « La terre c'est une bataille sans repos : défricher, planter, sarcler, arroser, jusqu'à la récolte et alors, tu vois ton champ mûr couché devant toi le matin, sous la rosée, et tu dis : moi, un tel, gouverneur de la rosée ».

Cet effort de l'Assab, est comme une invitation aux haïtiens à se colleter pour le relèvement de leur région au bénéfice de toute la République. Assab véritable modèle pour un développement intégré !

De l'Urgence de Promouvoir la Culture

Qu'en est-il de la Mission de la Télévision Nationale d'Haïti

6ème Partie



Le bâtiment de la Télévision Nationale d'Haïti

Par Prince Guetjens

Dans le cadre de ces réflexions nous avons choisi d'analyser le cas de la Télévision Nationale d'Haïti, une institution parmi d'autres outils stratégiques dont dispose l'Etat Haïtien, capables de participer à la tâche ô ! Combien nécessaire d'émancipation de la culture dont le pays a tellement besoin aujourd'hui. On ne pourra pas sortir la tête de l'eau sans mettre à caution les ressources disponibles. En ce qui concerne la Culture et l'éducation, il existe des institutions créées vers la fin de la dictature duvaliériste, que le Ministère de la Culture peut réorienter dans le sens du bien collectif.

Beaucoup de gens de la communauté haïtienne de New York du Canada et de la France se sont plaints de la « *programmation* » de la Télévision d'Etat qu'on dit aussi de *service public* pour employer un euphémisme, en ce lundi 2 Janvier ; le Jour des Aïeux. Tout de suite après les images du Président de la République, les téléspectateurs étaient assommés par un concert d'un Orchestre Philharmonique d'Europe. C'est à croire que nous n'avons pas de production artistique valable pour



Le ministre de la Culture Pierre Raymond Dumas

accompagner le peuple haïtien en un jour aussi faste. Le pire, c'est que cela se passe à un moment où nous avons au Ministère de la Culture un homme de culture, un écrivain, un intellectuel averti et un critique littéraire doté d'une ouverture éprouvée, Pierre Raymond Dumas.

C'est, sans doute le moment de se poser les questions suivantes. La télévision Nationale d'Haïti continue-t-elle, comme sous le règne de René Préval, d'être un Etat dans l'Etat ? Continue-t-elle de se comporter comme une concurrente potentielle du Ministère de la culture, comme ce fut le cas au cours de ces cinq dernières années ?

Suite a la page (19)

Regard critique sur l'ouvrage de l'ASSAB: Belle-Anse pour un auto développement…

Par Jackson Rateau

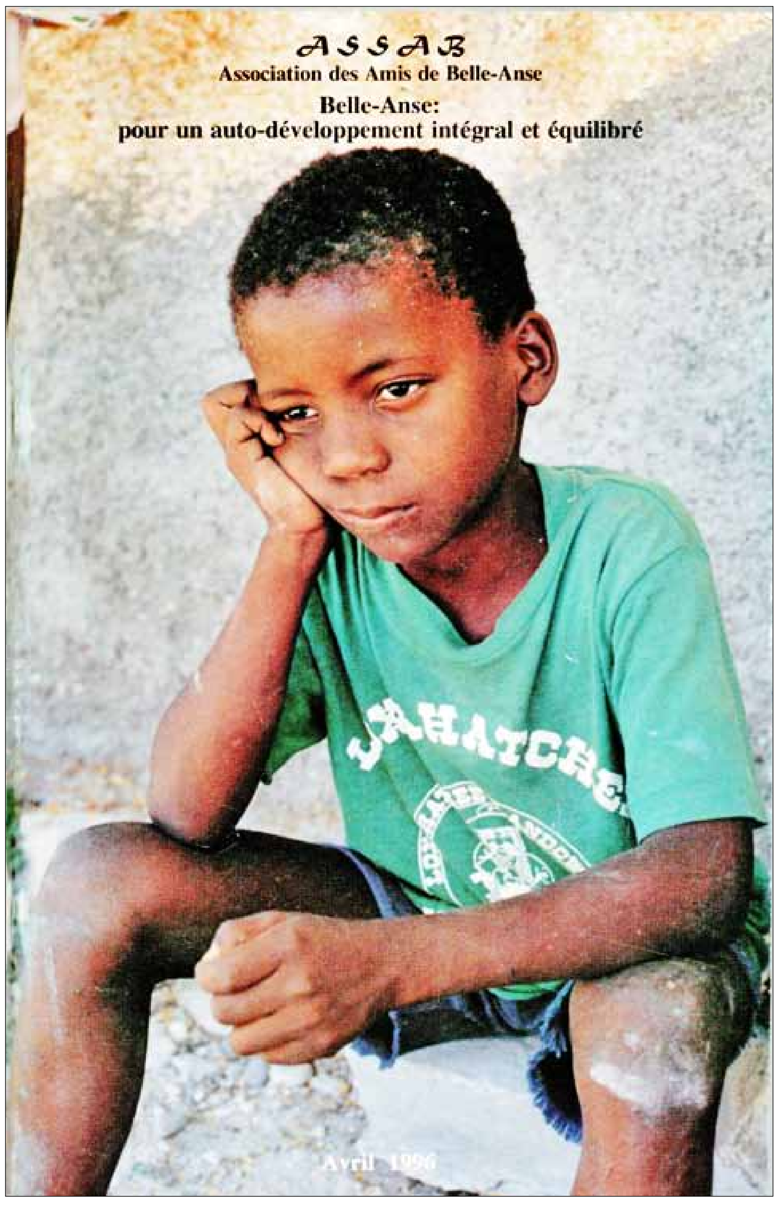
Ce document publié en Avril 1996, de par son titre, est une plaidoirie pertinente qui, à partir d'un travail assidu, exhaustif, propose une alternative de développement pour la commune de Belle-Anse. Une alternative de développement tout à fait indépendante de la vision traditionnelle de l'Etat Haïtien dans ses attitudes d'indifférence, de désintéressement aux vicissitudes de la vie rurale et aux problèmes majeurs qui ont toujours embrassé la paysannerie haïtienne.

Tout au départ, lisant cet ouvrage qui extirpe du fond de mon être toutes mes appréciations à l'endroit de ce groupe d'hommes et de femmes responsables, je présente toutes mes félicitations à ASSAB, cette association paysanne qui a su établir la différence par rapport aux autres, en offrant ce travail comme un bilan à couvrir dans un exemple concret de réalisation.

A mon sens, « Belle-Anse pour un auto développement intégral et équilibré », est une étude complète de cette région du Sud-est, présentant la commune de Belle-Anse dans ses aspects sociaux, économiques et culturels.

Bien avant, à partir de mon regard critique, d'exposer une analyse sensée de ce texte où les auteurs, dans des détails méticuleux, énumèrent point par point, les caractéristiques de leur commune et ses besoins d'autant que, l'image imprimée sur la couverture du livre a bien sensibilisé mon attention. Il s'agit en effet, d'un message clair, vivant, reflétant une jeunesse en péril, au bord de l'abîme, évoquant un avenir peu sûr. L'expression de visage de ce garçon sur cette photographie se

suite a la page (19)



L'expression de visage de ce garçon sur cette photographie se veut être bien explicite quant au sort de cette jeunesse haïtienne désespérée

Héros condamnés: Note de lecture du livre Os últimos soldados da guerra fria, de Fernando Morais

Par Frei Betto

« Les derniers soldats de la guerre froide », le nouveau livre de Fernando Morais, édité en 2011 par la Companhia das Letras, aurait assurément suscité l'envie de Ian Fleming, l'auteur de La saga de l'agent 007, si celui-ci n'était pas mort en 1964, surtout parce qu'il illustre, une fois de plus, que la réalité peut dépasser la fiction.

Supposons qu'au coin de votre rue se trouve un bar où se rencontre une équipe de malfrats susceptibles de se livrer à des cambriolages dans le quartier. Comme mesure de prévention, vous faites en sorte d'infiltrer une taupe de façon à protéger les vôtres d'éventuels méfaits. La police, qui surveille la bande, identifie l'élément infiltré. Mais, au lieu d'arrêter les braqueurs, elle emprisonne la taupe…

C'est précisément ce qui s'est passé avec les cinq Cubains qui, sur les instructions des services du contre-espionnage de Cuba, ont infiltré des groupes anticastristes de Floride, responsables de 681 attentats terroristes contra Cuba, qui auront causé la mort de 3.478 personnes et des dommages irréparables à 2.099 autres.

Depuis septembre 1998, les citoyens cubains Antonio Guerrero, Fernando González, Gerardo Hernández et Ramón Labañino sont incarcérés aux USA. Le cinquième, René González, condamné à 15 ans, a obtenu sa liberté conditionnelle le 7 octobre dernier mais, en vertu de sa double nationalité (US et cubaine), se voit interdit de toute sortie du territoire US.

suite e la page (19)



Le livre de Fernando Morais « Les derniers soldats de la guerre froide »